

ЧЕТВЪРТЪК 22 МАЙ 2008 Г.
 JUEVES 22 DE MAYO DE 2008
 ČTVRTEK, 22. KVĚTNA 2008
 TORSDAG DEN 22. MAJ 2008
 DONNERSTAG, 22. MAI 2008
 NELJAPÄEV, 22. MAI 2008
 ПЕМПТИ 22 МАЙОУ 2008
 THURSDAY, 22 MAY 2008
 JEUDI 22 MAI 2008
 GIOVEDÌ 22 MAGGIO 2008
 CETURTDIENA, 2008. GADA 22. MAIJS
 2008 M. GEGUŽÈS 22 D., KETVIRTADIENIS
 2008. MÁJUS 22., CSÜTÖRTÖK
 IL-HAMIS, 22 TA' MEJDU 2008
 DONDERDAG 22 MEI 2008
 CZWARTEK, 22 MAJA 2008
 QUINTA-FEIRA, 22 DE MAIO DE 2008
 JOI 22 MAI 2008
 ŠTVRTOK 22. MÁJA 2008
 ČETRTEK, 22. MAJ 2008
 TORSTAI 22. TOUKOKUUTA 2008
 TORSDAGEN DEN 22 MAJ 2008

ΠΡΟΕΔΡΙΑ: ΡΟΔΗ ΚΡΑΤΣΑ-ΤΣΑΓΚΑΡΟΠΟΥΛΟΥ
Αντιπρόεδρος

1 - Έναρξη της συνεδρίασης

(Η συνεδρίαση αρχίζει στις 10.05 πμ.)

2 - Κατάθεση εγγράφων: βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

3 - Λίβανος (προτάσεις ψηφίσματος που έχουν κατατεθεί): βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

4 - Ανέηση των τιμών των τροφίμων στην ΕΕ και στις αναπτυσσόμενες χώρες (προτάσεις ψηφίσματος που έχουν κατατεθεί): βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

5 - Διαπραγματεύσεις μεταξύ της Ευρωπαϊκής Ένωσης και των Ηνωμένων Πολιτειών της Αμερικής όσον αφορά την εξαίρεση από τις ταξιδιωτικές θεωρήσεις (προτάσεις ψηφίσματος που έχουν κατατεθεί): βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

4-004

6 - Ευρωπαϊκό Ιδρυμα Επαγγελματικής Εκπαίδευσης (αναδιατύπωση) (συζήτηση)

4-004-500

Πρόεδρος. – Η ημερήσια διάταξη προβλέπει τη συζήτηση της έκθεσης του Bernard Lehideux, εξ ονόματος της Επιτροπής Απασχόλησης και Κοινωνικών Υποθέσεων, σχετικά με την πρόταση κανονισμού του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου και του Συμβουλίου που αφορά τη σύσταση Ευρωπαϊκού Ιδρύματος Επαγγελματικής Εκπαίδευσης (αναδιατύπωση) (COM(2007)0443 – C6-0243/2007 – 2007/0163(COD)) (A6-0131/2008).

4-005

Louis Michel, membre de la Commission. – Madame la Présidente, Monsieur le rapporteur, chers membres du Parlement européen, je voudrais saluer le travail du Parlement sur la proposition de refonte du règlement de la Fondation européenne pour la formation et, en particulier, remercier la commission de l'emploi et le rapporteur de ce dossier, M. Lehideux.

Comme vous le savez, la Fondation européenne pour la formation a été créée en 1990 pour soutenir la mise en œuvre du programme PHARE, programme d'aide extérieure dans le domaine de la formation professionnelle. À ce jour il couvre les pays des anciens programmes TACIS, CARDS et MEDA. Les politiques de l'Union européenne en matière d'éducation et de formation ainsi que dans le domaine des relations extérieures se développent et, pour tenir compte de ce développement, le règlement de l'ETF a donc besoin d'être modernisé. Il en résulte donc la proposition de la Commission sur laquelle vous avez travaillé.

Notre proposition ne prévoit pas d'introduire de nouvelles activités pour l'ETF. Son objectif est plutôt de mieux définir ses fonctions en vertu d'un mandat thématique élargi qui intègre la notion de développement du capital humain, notamment dans les domaines de l'éducation et de la formation tout au long de la vie.

La proposition renouvelle aussi le champ d'application géographique de la Fondation en accord avec les nouveaux instruments de la politique des relations extérieures de l'Union. Dans ce nouveau contexte, les fonctions de l'ETF doivent être adaptées en conséquence tout en restant axées sur les priorités clairement établies.

Je suis reconnaissant au Parlement européen d'avoir abordé la proposition de la Commission de manière positive. Grâce à une bonne coopération entre les trois institutions, nous avons réussi à trouver des solutions satisfaisantes pour l'ensemble des institutions, y compris sur des questions très sensibles comme la composition du conseil d'administration et la manière dont le Parlement européen peut apporter une expertise spécifique. La Commission accepte dès lors sans hésitation le texte consolidé tel qu'il ressort du trilogue constructif de la semaine dernière.

Madame la Présidente, je conclurai, au nom de mon collègue Jan Figel, en soulignant l'importance de la réussite de notre coopération car celle-ci permettra à la Fondation européenne pour la formation de bénéficier de sa nouvelle base juridique en temps utile et donc de fournir une aide plus efficace aux pays bénéficiaires de son action, ce qui est après tout, évidemment, le but de cet exercice.

4-007

Bernard Lehideux, rapporteur. – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, mes chers collègues, j'ai pu mesurer à Turin l'excellent travail de la Fondation, outil indispensable et très efficace qui contribue au développement des systèmes de formation professionnelle dans les pays partenaires de l'Union. Le projet de la Commission actualise ses missions et sa gouvernance afin que son action repose sur une base juridique solide. Le compromis trouvé avec le Conseil apporte deux progrès essentiels à mes yeux.

Premièrement, le nouveau règlement permettra à la Fondation d'intervenir dans l'ensemble des pays partenaires de l'Union, y compris au-delà du cadre de la politique de voisinage ou des programmes de préadhésion. Ce point est crucial. L'Union prend, par exemple, des décisions qui ont un impact direct sur l'économie de ses partenaires ACP. Ce n'est pas au commissaire Louis Michel que je vais apprendre qu'il en a été ainsi récemment de la réforme de l'OCM du sucre, qui a contraint ces pays à entreprendre une diversification en profondeur de leur activité industrielle. La Fondation pour la formation aurait pu utilement contribuer à cette évolution et pourra le faire dans l'avenir dans des cas de même nature.

Le deuxième apport du compromis, auquel je tiens particulièrement, est une véritable implication des députés dans le suivi des activités de la Fondation. Cette question, d'ailleurs, dépasse le cadre de cette agence. Le Parlement n'a qu'une occasion souvent bâclée de se pencher sur le fonctionnement des agences à l'occasion des votes du budget et de la décharge. Pourtant, il n'est plus possible, je pense, surtout avec la prochaine entrée en vigueur du traité de Lisbonne, que le Parlement ne soit pas davantage associé au fond des dossiers dont traitent les agences. C'est pourquoi, dans le cas précis de cette Fondation, le Parlement nommera désormais trois représentants, sans droit de vote, certes, mais trois représentants au sein du conseil de direction, à la condition qu'ils soient particulièrement compétents dans les domaines d'activité de la Fondation. Le Parlement est libre de nommer soit des personnalités extérieures, soit des députés. Il lui appartiendra de prendre ses responsabilités quant au choix du niveau de représentation qu'il entendra favoriser au sein du conseil de

direction. L'essentiel à ce stade est que le choix soit désormais ouvert et que le débat sur l'implication du Parlement soit lancé.

La multiplication des agences doit impérativement conduire l'ensemble des institutions européennes à mettre à plat les moyens de contrôler leur action. Dans ce contexte, je suis convaincu de la nécessité de créer un véritable lien entre le Parlement et les agences. Dans le même esprit, le nouveau règlement vise à formaliser les auditions du directeur de la Fondation devant les commissions parlementaires. Depuis plusieurs années, ce directeur intervient une fois par an au Parlement, à l'invitation de la commission de l'emploi, mais cette invitation, jusqu'à présent, n'était pas formalisée. Enfin, ce directeur sera nommé pour cinq ans par le conseil de direction, sur la base d'une liste d'au moins trois candidats présentée par la Commission et, avant d'être nommé, le candidat retenu par le conseil de direction devra faire une déclaration devant les commissions compétentes du Parlement européen et répondre aux questions posées par les membres de ces commissions.

Soyons francs! Au sujet de l'implication du Parlement, le compromis auquel nous sommes parvenus est en deçà de ce que j'aurais souhaité. Mais il faut regarder les choses en face. En l'état actuel du débat, les esprits ne sont pas encore mûrs pour aller plus loin. Il est donc raisonnable de soutenir le paquet négocié pour permettre à la Fondation de fonctionner le plus rapidement possible sur des bases solides.

Je vous demande donc, mes chers collègues, d'adopter l'amendement de compromis n° 11, résultat du trilogue auquel le commissaire Michel faisait allusion tout à l'heure, de l'adopter dans son ensemble, et de ne pas céder à la tentation qui verrait un amendement remettre en cause l'équilibre atteint.

Je tiens à remercier la présidence slovène et la Commission pour la qualité du dialogue que nous eu sur ces questions et, bien sûr, remercier l'ensemble de mes collègues rapporteurs fictifs pour le soutien qu'ils m'ont apporté.

4-009

Gabriele Stauner, im Namen der PPE-DE-Fraktion. – Frau Präsidentin, Herr Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich möchte mich zu Beginn bedanken für die konstruktiven Verhandlungen mit Rat und Kommission, wobei natürlich dem Berichterstatter Lehideux der meiste Dank gebührt.

Im Ausschuss und im Trilog haben wir einen Kompromiss gefunden für die Einrichtung in Turin, die mit der neuen Verordnung komplett auf neue Füße gestellt werden soll. Unser Hauptanliegen bei der Ausrichtung der Turiner Agentur ist es, die Beziehungen zwischen der Stiftung und dem Europäischen Parlament und die Effizienz der Arbeit der Einrichtung insgesamt zu stärken. Als Parlament legen wir einen Schwerpunkt auf die Förderung der beruflichen Bildung in Europa und wollen in Zukunft nicht nur als Kontrollgremium, sozusagen ex post, die Arbeit der Stiftung beurteilen dürfen, sondern bereits im Vorfeld bei den Inhalten und der Programmgestaltung konkret beteiligt sein und unsere Meinung einbringen können.

Deshalb sind für uns zwei Punkte ganz wichtig: einmal die Zusammensetzung des Vorstands der Stiftung und zweitens das Prozedere für die Besetzung des Direktorenpostens. Für den letzten Punkt haben wir auf Vorschlag der EVP-Fraktion im Ausschuss einen guten Weg gefunden. Der Berichterstatter hat es gesagt: Nach Artikel 10 des neuen Textes wird der Direktor auf der Grundlage einer von der Kommission vorzulegenden *short list* mit mindestens drei Kandidaten ernannt. Vor der Ernennung soll der Kandidat dem zuständigen Ausschuss bzw. den zuständigen Ausschüssen im Parlament Rede und Antwort stehen.

Schwieriger und für meine Fraktion nicht befriedigend gelöst ist im vorliegenden Kompromiss die Frage der Besetzung des Vorstands. Die Lösung im vorliegenden Artikel 7, wonach das Parlament drei Sachverständige, die nicht stimmberechtigt sind, benennen kann, ist nicht zielführend. Wir wollen im Vorstand effizient mitgestalten können und nicht nur als Garnierung dienen. Deshalb halten wir es für notwendig, dass das Parlament drei von ihm benannte Sachverständige in den Vorstand entsenden kann, die natürlich stimmberechtigt sein müssen, so wie alle anderen Mitglieder auch.

Um die Effizienz der Arbeit im Vorstand zu gewährleisten, halten wir auch eine Begrenzung der Gesamtzahl der Mitglieder des Vorstandes für notwendig. Es ist unseres Erachtens nicht zwingend, dass jedes Mitgliedsland der EU einen Vertreter entsendet. Wir sollten vielmehr entsprechend der Rotationsbestimmungen des Lissabon-Vertrags eine Vertretung von zwei Dritteln der Mitgliedstaaten ausreichend sein lassen. Zusammen mit je drei Vertretern von Kommission, Parlament und Partnerländern ist ein Übergewicht der Mitgliedsländer in jedem Fall gegeben. Ein Vorstand ist eben keine Gesellschafterversammlung, sondern soll diese in der täglichen Entscheidungsfindung vertreten und schnelle Entscheidungen treffen.

Ich möchte daher an den Rat – der leider nicht anwesend ist – nochmals appellieren, diese seine Position zu überdenken. Im Sinne der Effizienz der Arbeit bitte ich Sie deshalb, unseren Änderungsantrag 10 zu unterstützen.

4-011

Ole Christensen, for PSE-Gruppen. – Fru formand! Kommissær og kollegaer! Tak til ordføreren, hr. Lehideux, for samarbejdet og arbejdet med betænkningen om EU-erhvervsuddannelsesinstituttet i Torino. Jeg har været skyggeordfører for Socialdemokraterne, og vi har været igennem nogle hårde forhandlinger med Rådet, men jeg synes, at vi er kommet frem til et godt kompromisforslag. Selvom dette instituts arbejde er rettet mod lande, der ikke er med i EU og derfor ikke har vedtaget Lissabonmålene, giver det alligevel mening at tale om målene i denne sammenhæng. Lissabonmålene er jo i virkeligheden bare en måde, hvorpå fremskridt og vækst kan nås, og det behøver man jo ikke at være medlem af EU for at ønske.

Uddannelse er et bærende element for væksten og udviklingen inden for EU. Satsning på bedre uddannelse kan være med til, at vi i EU når Lissabonmålene og i fællesskab gør Europa til et bedre sted at leve i. Et andet vigtigt redskab for at nå Lissabonmålene er flexicurity på arbejdsmarkedet, og uddannelse og flexicurity hænger meget nøje sammen. Igennem uddannelse skaber man en bedre og mere konkurrencedygtig arbejdsstyrke, og på den måde kan man øge væksten.

Det er vigtigt, at vi tænker langsigtet, når vi overvejer EU's fremtid. Derfor er Det Europæiske Erhvervsuddannelsesinstitut et meget vigtigt agentur. EU skal ikke være en lukket klub. Det er vigtigt, at vi hjælper potentielle nye medlemslande, så godt vi kan. Vi skal selvfølgelig kræve, at nye medlemslande skal leve op til visse krav og standarder, men vi skal også hjælpe dem med at nå dertil. Jeg tror, at den nye struktur, som vi nu får indført for instituttet i Torino, er en stor fordel for de fremtidige udfordringer, og jeg tror, at instituttet kan være med til at hjælpe potentielle nye medlemslande nærmere optagelse i EU.

Jeg er også meget glad for, at denne nye struktur i instituttet styrker forbindelsen mellem Europa-Parlamentet og instituttet. Vi får mulighed for at udpege tre eksperter til bestyrelsen. Det viser, at Rådet er begyndt at acceptere, at Europa-Parlamentet skal have mere indflydelse også på dette område.

4-013

Renate Weber, on behalf of the ALDE Group. – Madam President, I would like to thank Mr Lehideux for his report. I fully share his opinion concerning the extended geographical mandate of the European Training Foundation (ETF).

That agency, which works as an instrument of EU external policy, has the potential to respond fully to challenges addressed by territories like Africa, the Caribbean and the Pacific. The rich experience that the ETF has acquired over the years could now be channelled towards areas that desperately need vocational training in order to improve access to learning and social inclusion.

Most of the countries in the ACP area are currently facing remarkable economic reforms, and in order to be successful need human resources. The ETF should have the mandate and the resources to respond to such demands. I would go even further and say that when enlarging the mandate of the ETF, we should plan to have temporary liaison offices in areas where the activities of the agencies are concentrated. Such offices would allow the ETF to better organise its activities and would give more visibility to its actions in third countries. I fully agree with the proposal of the rapporteur that more transparency is needed, and I fully share his suggestion to add MEPs to the governing board of the agency.

To conclude, I consider that when it comes to human resources, the European Union should take a broader approach. We want to set up the 'blue card' procedure that allows skilled workers from abroad to work legally in Europe, with the EU probably contributing to the training of those skilled workers. However, as I have already said, skilled workers are also badly needed in their own countries if there is to be a genuine development of those regions. The role of the European Training Foundation will therefore be essential.

4-015

Sepp Kusstatscher, im Namen der Verts/ALE-Fraktion. – Frau Präsidentin, geschätzte Kolleginnen und Kollegen! Zunächst will ich der Europäischen Stiftung für Berufsbildung in Turin ein Lob für ihre wertvolle Arbeit seit 1994 aussprechen.

Die Arbeit der Agenturen und Stiftungen wird oft nur als Kostenfaktor gesehen. Ich bin der Überzeugung, dass das, was unsere Stiftung in Turin macht, eine sehr nützliche Nachbarschaftshilfe ist, sei es auf dem Balkan, sei es im Osten Europas oder auch im Norden Afrikas. Diese praktische Unterstützung unserer Partnerländer durch die ETF bei der Entwicklung und Schaffung hochwertiger beruflicher Bildungssysteme kann wohl kaum hoch genug geschätzt werden. Daher Dank und Anerkennung an die Hauptverantwortlichen dort.

Eine Kritik muss ich offen aussprechen an den Rat, der sich in den Verhandlungen, mit dem Konsens in der ersten Runde, wie folgt verhalten hat: Aufstockung des Rates auf 27 und dann zunächst kein Verständnis dafür, dass auch wir als Parlament im Vorstand vertreten sein möchten, und schließlich Bewilligung von 3 Fachleuten, jedoch ohne Stimmrecht. Das ist einfach eine unverständliche Haltung seitens des Rates!

Ich kann nur wiederholen, dass die verkrampfte und abwehrende Haltung der Ratspräsidentschaft für mich unverständlich ist. Es ist wieder einmal ein Beweis dafür, wie schwer sich die Regierungen unserer Mitgliedstaaten mit der Wertung des Parlaments tun – des einzigen demokratisch gewählten Organs der Union.

Ein Dank dem Berichterstatter!

4-017

Derek Roland Clark, on behalf of the IND/DEM Group. – Madam President, once again the Commission is getting ahead of legislation. The EU has no competence over education, at least not until the Lisbon Treaty is ratified, and that depends on the Irish referendum. Is the result of that a foregone conclusion, or will a ‘no’ vote there be just swept aside like the French and Dutch referendums?

In any case, what kind of structure will this training foundation have? I see that our proposal is for it to be run variously by six representatives from Member States, plus six from the Commission and only three from Parliament, or that plus representatives from partner countries appointed by the Commission. In the latter case, responsibility will partly be in the hands of countries which are not Member States, giving the unelected Commission a major say. Hardly democratic.

Amendment 7 suggests that the Commission would submit candidates for the directorship of the ETF, and this causes concern in many quarters. It has resulted in further suggestions as to the make-up of the ETF board, right up to an unworkable one representative for each Member State.

To have so many counter-suggestions for the composition of the board of the ETF is not exactly the best of starts, but that begs the question: Why does anyone think we need such a foundation? I would argue that a training foundation is not only unnecessary, it will be counterproductive. If you care to look round the countries of Europe as opposed to the EU, you will find training programmes of all sorts scattered around. There are different standards but, between them, they develop many skills, which is why Europe has such a rich heritage. You see, each country has always produced its artists, composers, authors and so on. Even the small countries come up with, for example, composers of world renown. Each country produces its leaders and experts, its technicians, bankers, sportsmen and women and all the rest of the range of skills that are enhanced by training.

So there is a multiplicity of skills, with each country contributing in its own way. If we try to put all that together in a European Training Foundation it would drain the life out of the training schemes in many countries. A single ETF will not have the intrinsic qualities of national flavour. We need variety, not a harmonised one-track theme.

In short, we will lose more than we gain with such a scheme. Please forget it and let the countries of Europe make their contributions to the whole. That might even generate enthusiasm for the EU project, for that is sadly lacking, judging by the ‘no’ votes of two founding states and the continuous efforts being made to sell the EU to its peoples.

4-019

Jan Andersson (PSE). – Tack fru talman! Jag vill börja med att tacka Bernard Lehideux för ett utmärkt arbete, för utmärkta kontakter med ordföranden och samordnarna under processens gång och att vi har nått en uppgörelse under första behandlingen. Jag vill också tacka representanterna från Europeiska yrkesutbildningsstiftelsen för deras insatser, ett viktigt arbete med många vidare kopplingar. Utbildning, yrkesutbildning och livslångt lärande blir allt viktigare. Det är viktigt i EU, men också i partnerskapsländerna. Det behövs ett samarbete mellan Cedefop och Europeiska yrkesutbildningsstiftelsen.

Detta förslag till ny förordning innehåller några saker som innebär förbättringar. För det första utökas uppdraget till att inte längre bara gälla yrkesutbildning utan även omfatta livslångt lärande som ett vidare begrepp. Det är ett begrepp som vi använder oss av allt mer och som är viktigt i vår politik. För det andra blir antalet länder flera som Bernard Lehideux sa. Det omfattar samtliga partnerskapsländer, inte bara de som ingår i grannskapsprogrammen och förslutningsprogrammen, utan alla partnerskapsländer. För det tredje knyts banden med parlamentet än starkare. Vi har haft ett gott samarbete som nu kan utvecklas genom den nya förordningen. Jag tycker att vi har fått fram en ganska bra uppgörelse, dels när det gäller det sätt på vilket vi kommer att utse direktören för stiftelsen, men också att vi får utse tre experter utan rösträtt i styrelsen. Vi fick inte som vi ville fullt ut, men det är ändå en bra kompromiss som bådar gott inför framtiden. Det är en bra grund attstå på. Vi kan utveckla det livslånga lärandet mellan parlamentet och de stiftelser som arbetar med dessa frågor. Det är viktigt.

4-021

Louis Michel, membre de la Commission. – Madame la Présidente, tout d'abord, je voudrais remercier et saluer les différentes interventions qui ont été faites et qui, toutes, soutiennent le rapport de M. Lehideux, ce que je fais évidemment aussi, parce que je crois que vraiment c'est un pas en avant important. Je vois déjà, j'imagine d'ailleurs déjà, les perspectives nouvelles – quoi qu'on pense – qui s'ouvrent à cette instance et je suis donc tout à fait ravi de considérer qu'il y aura sans doute un consensus large sur cette proposition. Je voudrais répondre à deux objections qui ont été faites.

D'abord, l'amendement n° 10 relatif à l'article 7: je voudrais juste rappeler à Mme Stauner qu'il y a quand même un risque de conflit d'intérêts, puisque le Parlement est l'autorité qui donne la décharge budgétaire. Je voudrais juste rappeler ce point, en droit en tout cas, il s'agit clairement d'un conflit d'intérêts.

Deuxièmement, je pense qu'il est bon de séparer les pouvoirs. J'ai été longtemps parlementaire et je n'ai jamais revendiqué des responsabilités qui n'étaient pas celles du parlementaire. Le rôle fondamental d'un parlementaire, ce n'est pas de gouverner, je suis désolé de le dire. Le rôle fondamental d'un parlementaire, c'est de contrôler et de faire des lois, à charge ensuite de contrôler évidemment les gouvernements ou les exécutifs. Donc, je ne comprends pas cette dérive que certains semblent trouver normale. Je parle à titre personnel, mais on est dans un débat parlementaire; je crois que le Parlement à terme, s'il devait confondre sa mission de contrôle avec une mission qui est contraire à son rôle de gouverner, finirait par amoindrir sa mission fondamentale. Et c'est ainsi qu'on tue un parlement. Quand un parlement veut devenir une sorte de gouvernement d'assemblée, je n'ai jamais cru que cela correspondait à une idée élevée de la démocratie. Je le dis parce que cette séparation des pouvoirs est un élément quand même important.

Je pense donc que le compromis qui est intervenu me paraît être celui qui sera le plus efficace, d'abord pour l'indépendance du Parlement dans sa mission de contrôle, j'en suis vraiment persuadé.

Je dois avouer que je suis toujours un peu surpris quand j'entends certaines réflexions, mais enfin, on est là aussi pour dire les choses. J'ai entendu – je crois qu'il s'agissait de M. Clark – j'ai entendu M. Clark exprimer des considérations disant que la Commission outrepasse ses compétences, voire que la Fondation européenne pour la formation pourrait être contre-productive. Je dois dire que c'est absolument contraire à la réalité, à l'expérience et aux évaluations totalement indépendantes du travail remarquable que fait cet organisme.

Je dois vous dire que, en tant que commissaire au développement, j'imagine déjà, Monsieur Lehideux – grâce à l'amendement principal, qui va sans doute être adopté –, les perspectives d'efficacité, les perspectives positives qui vont pouvoir être mises en place, notamment – cela a été suggéré par plusieurs intervenants – dans les pays dont j'ai la charge et où la formation professionnelle est un élément fondamental. Je pense, par exemple, au Centre de gestion et d'information des migrations du Mali, qui est un projet-pilote que nous allons bientôt inaugurer. J'imagine à quel point l'outil que représente la Fondation pourrait être utile dans ce travail.

Je ne peux donc évidemment que me réjouir et je n'accepte absolument pas la critique de contre-productivité. C'est clair qu'on ne se refait pas: quand on n'aime pas l'Europe, on dit des choses qui sont excessives et cela, c'est manifestement – permettez-moi de le dire avec tout le respect que je dois au parlementaire qui est intervenu – excessif, c'est donc totalement insignifiant.

4-023

Bernard Lehideux, rapporteur. – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, je crois que nous sommes tous, ou en tout cas quasiment tous sur la même ligne concernant le fond des choses et je vous remercie de ce que vous venez de dire sur les perspectives d'avenir de la Fondation.

Il y a un point qui, manifestement, reste en suspens, sur lequel je voudrais faire une remarque, c'est l'amendement n° 10 du PPE. Le dialogue entre les institutions européennes est une chose tout à fait essentielle. Ce dialogue a eu lieu. Mon collègue Kusstatscher dit que l'attitude du Conseil pendant ce dialogue n'a pas été exactement celle que nous aurions pu attendre. Il a raison, mais enfin, il y a eu trilogue, nous avons eu plusieurs réunions et, au bout de ces réunions, nous avons donné un accord. Et je considère qu'il n'y a pas de dialogue possible entre nos institutions si, lorsque nous donnons un accord, nous le reprenons quelques jours après par le dépôt d'un amendement. Alors, nous avons débattu, nous n'étions pas complètement d'accord sur tout, chacun a fait un pas vers l'autre, nous avons fini par aboutir à un texte de compromis.

Je demande aux groupes, à tous les groupes, d'accepter l'idée que nous sommes solidaires dans la décision, dans l'accord que nous avons donné au Conseil et à la Commission à l'issue du trilogue et je demande que cette solidarité se marque dans les votes. Quand on demande des évolutions, il faut aussi savoir jusqu'à quel point on peut aller. J'ai dit tout à l'heure que j'aurais préféré aller un peu plus loin, mais que je considérais que tout n'était pas prêt dans les esprits pour le faire. En tant que rapporteur de ce texte, ayant beaucoup obtenu et ayant eu le soutien de mes collègues dans ce travail, je leur demande de rester solidaires sur notre accord de compromis jusqu'au moment du vote.

4-024

Πρόεδρος. – Η συζήτηση έληξε.

Η ψηφοφορία θα διεξαχθεί σήμερα, Πέμπτη, στις 12 το μεσημέρι.

4-025

7 - Παρακολούθηση της Διακήρυξης των Παρισίων του 2005 για την αποτελεσματικότητα της αναπτυξιακής βοήθειας (συζήτηση)

4-025-500

Πρόεδρος. – Η ημερήσια διάταξη προβλέπει τη συζήτηση της έκθεσης του Johan Van Hecke, εξ ονόματος της Επιτροπής Αναπτυξής, σχετικά με την παρακολούθηση της Διακήρυξης των Παρισίων του 2005 για την αποτελεσματικότητα της αναπτυξιακής βοήθειας (2008/2048(INI)) (A6-0171/2008).

4-026

Johan Van Hecke, Rapporteur. – Drie jaar geleden hebben meer dan honderd donoren en partnerlanden er zich in Parijs toe verbonden om de hulp aan ontwikkelingslanden doeltreffender te maken, onder meer door te streven naar meer harmonisatie, democratische zeggenschap, wederzijdse aansprakelijkheid en meer transparantie.

Anders dan in de verklaringen van Monterrey, die eraan voorafgingen, werden in de Verklaring van Parijs klare doelstellingen gelanceerd, vertaald in twaalf meetbare acties en indicatoren, zowaar een grote stap voorwaarts. In december van dit jaar wordt in Accra een eerste balans opgemaakt van wat er wél en niet is terechtgekomen van al die mooie beloften.

De Europese Commissie heeft, het dient te worden gezegd, de laatste jaren veel inspanningen geleverd om de nieuwe hulpagenda uit te voeren. Zij kan prat gaan op wat zij heeft bereikt inzake taakverdeling, betere coördinatie en eerbiediging van de lokale inbreng. In 2006 is zij onder impuls van commissaris Michel zelfs nog een eind verder gegaan dan de toezeggingen in Parijs met de goedkeuring van een ambitieus actieplan en het concept van arbeidsverdeling en resultaatgericht beheer. Maar het werk is niet af. Veel voornemens moeten nog in de praktijk worden gebracht.

Zo wordt hulp nog altijd onvoldoende afgestemd op de landensystemen en werkt men nog met te veel verschillende betalingssystemen. Inzake de ontkoppeling van de hulp staat men zo goed als nergens. De technische samenwerking is nog te veel donorgestuurd. Een actualisering en uitbreiding van de Donoratlas dringen zich op, vooral dan afgestemd op de meest verwaarloosde landen en sectoren.

Verder blijft ook de goedkeuring van de gedragscode met betrekking tot de werkverdeling problematisch. In de eerste plaats, mevrouw de Voorzitter, omdat de lidstaten hun toezeggingen niet nakomen. Zowel wat de omvang als de efficiëntie betreft lopen de lidstaten achter. Voor het eerst sinds 2000 is het percentage dat aan officiële hulp wordt besteed, gedaald van 0,41% in 2006 naar 0,38% in 2007. Om de millenniumdoelstellingen te bereiken moet het roer drastisch worden omgegooid. Wil de Raad zijn geloofwaardigheid behouden, dan moet hij zijn toezeggingen dringend bekraftigen. De lidstaten moeten zich verbinden tot een tijdspad inzake kwantiteit, maar ook kwaliteit van de hulp. Kwantiteit en kwaliteit zijn trouwens onlosmakelijk met elkaar verbonden.

De eigen inbreng en wederzijdse aansprakelijkheid versterken, dat is en blijft de grote uitdaging van de kwalitatieve hervorming. Maar dit vereist een permanente dialoog met het maatschappelijk middenveld, met de lokale overheden en vooral met de parlementen. Meer transparantie is een *conditio sine qua non*. Een verhoogde begrotingssteun veronderstelt efficiënte parlementaire controle op alle middelen die worden toegezegd en uitbetaald. Vandaar het pleidooi in dit verslag om een dertiende indicator toe te voegen aan de Agenda van Parijs. Als de rol van de Europese en Afrikaanse parlementen in het zorgen voor meer efficiëntie dan toch zo belangrijk is, waarom dit niet vertalen in een bijkomende indicator?

Voorzitter, collega's, de Unie moet in Accra als grootste donor haar verantwoordelijkheid nemen. Zij moet eerst en vooral haar eigen huis op orde hebben. Alleen dan kan zij op een geloofwaardige manier het voortouw nemen in Accra en een ambitieus plan voorstellen. De Unie heeft de expertise, maar ook de capaciteit om de meest efficiënte donor te worden. Het komt er nu op aan dat beloftes worden omgezet in actie op het terrein. Dit is de essentie van het voorliggend verslag waarvoor ik uw steun durf te vragen.

4-028

Louis Michel, membre de la Commission. – Madame la Présidente, Monsieur le rapporteur, Mesdames et Messieurs, je voudrais remercier M. Van Hecke et la commission du développement pour cet excellent rapport. Je suis ravi de constater d'ailleurs que nous avons tout à fait la même approche et que nous nous battons pour obtenir les mêmes résultats.

Pour moi, les six prochains mois vont être d'une importance capitale pour tester la réelle volonté de l'Union européenne d'avancer concrètement sur les trois piliers essentiels de la politique de développement: premièrement, la réalisation des objectifs du Millénaire; deuxièmement, l'augmentation des volumes d'aide; troisièmement, l'amélioration de l'efficacité de l'aide. En septembre, la réunion d'Accra sera un test de crédibilité pour l'ensemble du processus et pour l'ensemble des acteurs. Soit le processus décolle vraiment, soit il s'enlise définitivement.

Le débat d'aujourd'hui est donc d'autant plus important qu'il peut véhiculer un message fort à l'intention du CAGRE de la semaine prochaine. Le CAGRE va discuter des propositions de la Commission par rapport aux objectifs. J'espère que le CAGRE enverra à son tour un message aussi ambitieux que celui qui est contenu, Monsieur Van Hecke, dans votre

rapport. Ensemble, nous, les Européens, nous avons fait la différence à Paris, en 2005. Nous devons aussi avoir la même ambition aujourd'hui: faire en sorte qu'à Accra, on passe de la rhétorique à l'action sur l'ensemble de nos engagements.

J'ai entendu trop de voix parmi nos États membres qui veulent faire d'Accra et de ce débat, un débat technique sur la faisabilité, l'efficacité, etc. Ce n'est pas un débat technique. Accra n'est pas un rendez-vous technique. Accra est un rendez-vous politique. C'est là qu'on vérifiera la volonté politique des États membres de respecter leurs engagements.

C'est loin d'être gagné. La Commission ne peut pas agir seule. C'est pourquoi je plaide en faveur d'une mobilisation de tous les moyens et de tous vos contacts pour que ce sommet soit un réel succès. La charge de la preuve se trouve maintenant dans le camp des États membres et des bailleurs non européens. Une alliance entre le Parlement et la Commission est donc indispensable.

Je ne vais pas répéter ce qu'il y a dans le rapport. Je suis presque à 100 % d'accord avec son contenu. Des progrès doivent se concrétiser dans des domaines importants, dont je ne citerai que certains. Premièrement, la prévisibilité de l'aide. Je suis particulièrement reconnaissant du soutien apporté par le Parlement au contrat OMD. C'est une des propositions que je vais mettre sur la table à Accra. Bien sûr, les pays partenaires devront jouer leur rôle dans ce contrat et, évidemment, il faudra mettre en place des mécanismes de suivi.

Deuxièmement, l'utilisation accrue des procédures du pays. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé que pour les pays où c'est possible, l'aide budgétaire soit l'instrument privilégié de l'acheminement de l'aide. Il n'est pas sans intérêt – et je crois qu'il est important que vous ayez en mémoire le chiffre que je vais donner – de noter que la Tanzanie doit, à ce jour, produire quelque 2 400 rapports pour les différents donateurs et, écoutez-moi bien, plus de 8 000 rapports d'audit pour les banques multilatérales de développement. Il faut quand même avouer que cela laisse pantois et qu'il y a là un vrai problème.

Le rapport souligne, à juste titre, le besoin de renforcer la transparence et la responsabilité dans l'aide au développement, mais cela ne peut évidemment pas se faire dans cette jungle de rapports. Seul le renforcement du contrôle parlementaire d'ailleurs concernant le financement du développement et son insertion dans le budget de l'État que vous mentionnez le permettra. Nous devons favoriser l'"appropriation démocratique" et nous soutiendrons les pays partenaires dans leurs démarches pour renforcer cette appropriation et ce contrôle. Le rôle des parlements et de la société civile est évidemment crucial à ce sujet.

Troisième élément, la division du travail. Le code de conduite doit devenir une réalité. Un autre exemple: au Mali, vingt-six donateurs interviennent dans le développement rural, tandis qu'au Burkina, cinq donateurs interviennent dans la moitié de tous les secteurs du pays et la moitié des donateurs intervient sur un tiers de tous les secteurs. Les marges d'amélioration dans les différents pays se trouvent donc là, en termes d'efficacité, et je souhaiterais vraiment obtenir le soutien du Parlement pour essayer de convaincre les États membres qu'il faut une meilleure division du travail. On y gagnerait de manière totalement colossale en matière d'efficacité de l'aide.

Quatrièmement, les situations de fragilité. Un dernier exemple: en 2006, 65 % de l'aide octroyée à la Côte d'Ivoire, au Liberia et à la République centrafricaine provenaient seulement de trois donateurs bilatéraux. Là aussi, nous avons déjà proposé des pays pilotes impliquant le plus grand nombre d'États membres. Sur le plan procédural, j'ai demandé d'utiliser toute la flexibilité autorisée par les règlements actuels pour améliorer, du côté de la Commission, notre capacité de réaction. Ceci dit, il ne faut pas oublier que la question de l'efficacité de l'aide n'est pas un domaine exclusif ou une chasse gardée des donateurs, bien au contraire, elle doit aussi être la pièce maîtresse de l'action des pays partenaires et être au centre de notre dialogue avec eux. Seuls les pays partenaires sont en mesure de nous forcer à être plus efficaces dans la fourniture de l'aide en définissant activement non seulement leurs objectifs de développement, mais aussi les modalités de leur mise en œuvre. C'est seulement de cette façon que notre dialogue pourra évoluer dans une relation de partenariat basée sur l'égalité des droits et des devoirs.

Un dernier point avant de conclure: vous demandez à la Commission de donner suffisamment de capacités d'action aux délégations. Comme vous avez raison! Nous essayons de le faire par notre processus de décentralisation. On demande beaucoup de nos délégations. Les ressources sont limitées, vous le savez et, au final, la capacité de se servir de nos délégations dépend aussi de l'autorité budgétaire.

Enfin, une fois de plus, je voudrais vous demander de nous aider à convaincre – M. Van Hecke l'a évoqué – nos États membres qu'il est un devoir moral, une obligation incontournable, de respecter les engagements qu'ils ont pris en 2005 sur le montant d'aide alloué. Or, vous savez que 2007 est une année qu'il faut oublier le plus vite possible parce que certains pays n'ont pas respecté leurs engagements, ce qui a occulté le bon comportement d'autres pays qui, eux, ont montré leur capacité à le faire.

C'est pour cela, Monsieur Van Hecke, que nous allons proposer, premièrement qu'ils reconfirment leur engagement de 2005 et, deuxièmement, qu'ils présentent un agenda, une feuille de route, un "phasage", sur la manière dont ils vont

atteindre les objectifs auxquels ils ont souscrit. Je l'ai dit en commençant ce discours, la partie n'est pas gagnée, parce que les réunions préliminaires dont je suis informé indiquent qu'un certain nombre d'États membres seraient même prêts à refuser de reconfirmer les engagements de 2005, ce qui, bien entendu, est inacceptable, et d'autres, évidemment, ne seraient pas prêts non plus à faire la programmation par phases. J'ai donc besoin de votre force de conviction et aussi, disons-le, de votre capacité d'impertinence pour placer chacun devant ses responsabilités.

4-030

Anna Záborská, za skupinu PPE-DE. – Správa o efektívnosti v rozvojovej pomoci je dôležitá z troch dôvodov. V prvom rade sa týka zodpovednosti Európskej komisie dobre spravovať finančné prostriedky občanov Európskej únie. Ďalej táto správa upozorňuje na potrebu lepšie štrukturovať rozvojové programy. A nakoniec táto správa vyzýva k politickej odvahе kontrolovať rozpočet a bojovala proti jeho zneužívaniu.

Gratulujem nášmu kolegovi Van Heckemu k tejto správe, pretože podčiarkuje dvojitú zodpovednosť Únie. Zodpovednosť navonok i zodpovednosť do vnútra. Hodnovernosť vo vonkajších vzťahoch spočíva v dodržiavaní objemu finančných prostriedkov, ktoré sme rozvojovým krajinám prisľúbili, a v spôsobe ako budú distribuované. Všetci vieme, že efektívnosť využitia finančnej pomoci sa veľmi ľažko meria. Často politické a kultúrne okolnosti v rozvojových krajinách nútia donátorov prijímať kreatívny a flexibilný rozpočtový prístup. Napriek tomu musím povedať, že kreativita a flexibilita nemôžu ovplyvňovať požiadavku transparentnosti a čestnosti.

My sme pocití, ak priznáme, že verejné európske finančie často neprinášajú očakávané ovocie, a zastavíme ich prípadné zneužívanie. Aby sme dali dôkaz efektívnosti rozvojovej pomoci, príjemca by mal potvrdiť podpisom, že projekt skutočne dlhodobo fungoval. Treba povedať, že najdôležitejšia zodpovednosť Európskej komisie a Európskeho parlamentu je zodpovednosť do vnútra, ktorá spočíva v pocitosti voči európskym občanom. Sú to naše dane, z čoho Európska únia financuje rozvojovú pomoc, a o jej efektívnosti vieme veľmi málo. Gratulujem kolegovi Böschovi, ktorý pred nedávnom kritizoval spôsob Európskej únie, ako rozdeľuje rozvojovú pomoc z peňazí daňových poplatníkov. Efektívnosť rozvojovej pomoci nie je len povinné rozpočtové cvičenie, je to aj cvičenie politickej odvahy poukázať na skutočnosť, že peniaze daňových poplatníkov musia byť využívané efektívne.

4-032

Pierre Schapira, au nom du groupe PSE. – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, chers collègues, nos débats sur l'efficacité de l'aide ont été marqués ces dernières semaines par l'actualité dramatique de la crise alimentaire mondiale. Cette crise nous rappelle violemment que si nous ne sommes pas capables d'assurer le droit le plus élémentaire, celui de vivre et de se nourrir correctement, alors nos efforts en matière d'aide au développement seront vains.

Dans ce rapport, M. Van Hecke, dont je salue le travail, rappelle que seule une stratégie à long terme permettra de soutenir réellement le développement de nos pays partenaires. En matière alimentaire comme en matière de santé publique et d'éducation, seules les solutions durables peuvent répondre aux causes profondes de la crise actuelle.

Les nombreux amendements déposés par le PSE ont permis de soutenir la position du rapporteur et de la renforcer sur certains points. Nous avons ainsi rappelé que notre objectif prioritaire doit être celui de la réalisation des objectifs du Millénaire dont le premier est l'éradication de la pauvreté et de la faim. Pour ce faire, et pour rendre l'aide plus efficace, elle doit être mieux appropriée localement, au plus près du terrain et des besoins des populations locales. C'est pourquoi j'ai rappelé le besoin de mieux consulter les parlements nationaux, la société civile et les autorités locales dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de développement.

Il est également indispensable de lutter efficacement contre la corruption et de rendre l'aide plus transparente. Concrètement, nous demandons à la Commission de produire une matrice de tous les fonds alloués à la gouvernance locale afin de vérifier la cohérence des politiques et la bonne gestion de ces fonds.

Enfin, parce que le débat sur la meilleure efficacité de l'aide est indissociable de celui relatif au montant, je tiens à rappeler – comme il a été dit tout à l'heure – et à condamner la diminution injustifiable entre 2006 et 2007 de l'aide publique au développement, passée de 0,41% à 0,38% en Europe.

Le sommet d'Accra, en effet, Monsieur le Commissaire, sera politique. Il sera une occasion unique pour les pays donateurs de réaffirmer leur engagement. Il est de notre responsabilité d'être au rendez-vous et de ne pas décevoir nos partenaires.

4-034

Toomas Savi, on behalf of the ALDE Group. – Madam President, I would like to thank my colleague, Johan Van Hecke, for an excellent report. I endorse fully paragraph 1 of the report. However, the Member States and the Commission can only make their actions more harmonised, transparent, predictable and collectively effective if they pool resources under a single institution responsible for development aid. That is my first point.

Aid effectiveness is in our own hands, as quite often we spend far too much on the administration in charge of responsible use of development aid in target countries. We should save, for example, on staff training, administration and expenses so that more development aid actually reaches the recipients.

At the moment there is no proper coordination between the Member States concerning the allocation of their funds. According to the principle of subsidiarity the executive power ought to reside at the lowest feasible level unless designation of power to a higher level presents considerable advantages.

There is no universal solution to the problem of low aid effectiveness but one step should be serious and swift changes to the administration framework through further centralisation, as we are continuously losing time and human lives.

4-036

Margrete Auken, for Verts/ALE-Gruppen. – Fru formand! Tak til både kommissær Michel og til hr. Van Hecke for en god betænkning. Det er fint, at der er skabt enighed om indholdet, og at EU's bistand både skal øges og forbedres. Bistand skal være bistand. Vi skal ikke udvande den ved at bruge den til andre formål som f.eks. gældseftergivelse, hvor pengene bare bliver flyttet fra en post til en anden hjemme i donorlandene. Pengene skal bruges til dem, der har brug for det, og vi skal kunne se, at de går til dette formål. Det er jo den eneste måde, hvorpå vi kan få europæerne til at øge væksten i bistanden - de skal kunne se, at det er effektivt, sådan som også Jeffrey Sachs så tydeligt sagde det for nyligt. Derfor er det vigtigt, at ændringsforslag 1 bliver vedtaget.

Bistanden skal også stige frem mod år 2015, sådan som vi har lovet et utal af gange. Det er småligt og pinligt, at EU's bistand faldt fra 2006 til 2007. Uden flere penge kan bistand umuligt blive tilstrækkelig effektiv. Vi når ikke målene uden at leve op til vores mange løfter.

Og så ville det være skønt, hvis Europa-Parlamentet tog fat på EU's landbrugspolitik. Der foreligger en strib af analyser fra f.eks. Verdensbanken, IMF og FN, der dokumenterer, at den fælles landbrugspolitik undergraver ulandenes muligheder for vækst, og her taler jeg altså ikke om eksportsubsidierne, som nok er groteske, men kun udgør en lille del af denne politiks ødelæggelser. Som det er nu, giver vi med den ene hånd og tager med den anden - tit meget mere, end vi har givet. Så vi skal altså ikke vente på, at amerikanerne fjerner deres landbrugsstøtte. Amerikanernes landbrugsstøtte er ikke værre end vores, og EU bør gå i spidsen med det gode eksempel.

4-038

Eoin Ryan, on behalf of the UEN Group. – Madam President, first of all, I too would like to thank Mr Van Hecke and the Commissioner for this report.

Sub-Saharan Africa receives more international aid than any other region in the world yet poverty levels remain stubbornly high. Studies have shown that aid can and has been successful in reducing poverty in countries with sound economic management and government institutions. If allocated properly, aid has the potential to help millions of people escape a hand-to-mouth existence.

However, the reality is that corruption does exist in many developing countries and, while we must continue to promote good governance in these countries, we have a more pressing responsibility to help the many millions of people dying of starvation and disease in the world.

We must deliver on the commitments we have made to the Millennium Development Goals. How can we turn a blind eye to the three billion people living on the equivalent of three dollars a day or the five million children in Africa who died last year before they reached the age of five?

And yes, we do have a responsibility to the European taxpayers to ensure that their money reaches the most needy and is spent effectively. In this regard I believe that Europe should look at more targeted programmes, such as the Global Fund, which combats AIDS, TB and malaria, the world's most devastating diseases, which kill over six million people per year. The Global Fund has been a highly effective organisation with minimum bureaucracy and maximum impact. It represents an innovative approach to international health financing.

Global poverty is predominantly a rural problem. Three quarters of the extremely poor people in developing countries live in rural areas. If we are to weather the storm of climate change and increasing food prices, we must improve agricultural production by targeting agriculture-specific programmes as they can have a powerful impact on poverty reduction. The presentation that Professor Jeffrey Sachs made to the committee recently was a great example of how that money can be targeted.

According to the World Development Report last year, GDP growth generated by agriculture is four times more effective in reducing poverty than growth in other sectors. Instead of shipping food aid to Third World countries, Europe needs to lead the way to help African farmers grow more food by providing small farmers with proper seeds, fertilisers and water

management technologies. But of course there are many other ways and, as the Commissioner said, many of these need to be country-specific.

Time is running out for Africa. We need to learn the lessons from the past so we can save future generations from disease and starvation. I believe Accra is a political opportunity and I support what other speakers have said on that. It is not just a technical meeting to look at technical areas, it is a political opportunity. We have to see if we can get real take-off on fighting poverty.

We have made many many commitments; some of those commitments are not forthcoming. We are halfway through the Millennium Development Goals time-frame and it is time that we really pushed to try and deliver on all of these. We have to get aid back on track. We must work with African governments; we must fight corruption; we must improve governance and we have to deliver to the world's poor.

4-040

Luisa Morgantini, a nome del gruppo GUE/NGL. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, siamo tutti consapevoli che c'è ancora molto da fare per rendere le politiche di sviluppo europee più efficaci. Le raccomandazioni contenute nell'eccellente relazione del collega Van Hecke, che condivido pienamente, vanno certamente nella giusta direzione.

Proprio quando discutiamo di questa relazione, a Bruxelles è in corso la presentazione del nuovo rapporto annuale di CONCORD, la Confederazione europea delle ONG di sviluppo, sulle promesse prese dai governi UE in materia di aiuti. Il rapporto analizza i progressi di ogni Stato membro e il quadro che ne emerge mette in evidenza lacune e contraddizioni che sono nelle nostre politiche per sconfiggere la povertà e rendere gli aiuti più efficaci. Ad esempio, me lo diceva Michel, è noto nella relazione, che nel 2007 la quantità di aiuti dei 27 non è aumentata come avrebbe dovuto, ma è diminuita. Allo stesso tempo la relazione dimostra che restano molti dei problemi delle politiche di sviluppo: dalla scarsa trasparenza agli aiuti legati.

Dobbiamo riuscire a rispettare gli impegni presi a livello internazionale. Non possiamo deludere le aspettative delle popolazioni dei paesi del Sud del mondo, ma anche di chi, nei paesi del cosiddetto Nord del mondo, lavora con tanto impegno affinché ingiustizia e povertà e crisi alimentare, come parlava Shapira, siano affrontate con decisione.

Concordo con il Commissario Michel: passare dalla retorica all'azione. Peraltra devo ringraziare Michel per la sua passione, per il suo impegno e la sua forza. Il 2008 con le due conferenze di Accra e di Doha può e deve essere davvero l'anno della svolta e sono una straordinaria opportunità per l'Unione europea per dimostrare che sa essere all'altezza delle sue responsabilità di primo donatore mondiale. Mi pare quasi ovvio dire che bisogna aumentare sia la quantità che la qualità degli aiuti. I due concetti non sono in opposizione. Non si può usare la necessità della maggiore efficacia come scusa per dare meno fondi.

Allo stesso tempo, è ormai chiaro a tutti, che l'aumento della quantità di finanziamenti da solo non basta. Innanzitutto, è fondamentale, così come tutti ripetiamo, che ci siano un obiettivo per la lotta alla povertà e non invece obiettivi geopolitici e strategici. Politiche commerciali, migratorie e di sicurezza dovrebbero essere coerenti, lo diciamo sempre, con gli obiettivi di sviluppo.

La cooperazione europea deve essere ispirata non solo dai nostri interessi, ma dalle reali priorità dei paesi del Sud identificate dai governi locali, ma anche dai parlamenti e dalla società civile, così come è indispensabile aumentare la trasparenza e la contabilità dei programmi dell'UE. In questo senso il nostro Parlamento dovrebbe essere messo in condizioni di esercitare un reale controllo democratico ed accolgo l'invito fatto da Louis Michel a lavorare intensamente insieme perché i paesi dell'UE mantengano gli impegni presi.

Ma alcune questioni a partire dai *call for proposal*. Le ONG che vogliono partecipare ai bandi della Commissione si trovano di fronte a procedure troppe lunghe e complesse, che rendono veramente difficile la loro attività e di fatto escludono molte piccole associazioni locali. Perché allora non chiedere direttamente a queste organizzazioni come snellire le procedure? Per questo ho presentato un emendamento che dovremmo votare oggi.

C'è poi il tema dello slegamento dell'aiuto affrontato dalla relazione Van Hecke. Sono stati compiuti dei progressi, tuttavia bisogna al più presto slegare completamente tutti gli aiuti, per evitare i soldi che tornano nel paese donatore anziché alleviare la povertà del paese beneficiario.

Da ultimo, vorrei ricordare quegli Stati che ancora gonfiano le loro cifre dell'aiuto pubblico allo sviluppo. Nel 2007 i paesi dell'UE hanno speso quasi 8 miliardi di euro, pari al 17% di tutti gli aiuti europei, in settori importanti ma che non sono sviluppo. Cancellazione del debito, spese per i rifugiati, borse per studenti stranieri, è in questo senso che vi invito a sostenere gli emendamenti che chiedono di escludere queste spese dai calcoli di aiuto pubblico allo sviluppo.

Ripongo anch'io molte speranze in questo 2008 e sugli impegni presi per invertire la tendenza; sono molto d'accordo con il Commissario Michel quando parla di responsabilità condivise tra donatori e paesi dove ognuno deve fare la sua parte: diritti e doveri. Questa è la nostra forza!

4-042

Maria Martens (PPE-DE). – Ontwikkelingsgeld kan en moet beter worden besteed. Dat, Voorzitter, is wat wij kunnen concluderen uit het uiterst evenwichtige verslag van de rapporteur. Mijn complimenten. Het verslag komt op het goede moment. Europa lijkt moe te worden van ontwikkelingsuitgaven. Deze tendens is uiterst zorgwekkend en wij mogen die ook niet onderschatten. Zelfs in landen die altijd bekend hebben gestaan om hun internationale solidariteit, zoals Nederland, gaan stemmen op voor een vermindering van de ontwikkelingsuitgaven. Het enige antwoord hierop is transparant, efficiënt en resultaatgericht werk leveren.

De Europese Unie kan op dat punt nog een flinke slag maken, vooral via de drie C's: coherentie, complementariteit en coördinatie. De commissaris heeft er ook vaak op gewezen en werkt daaraan. Wat betreft de wildgroei van projecten en programma's kunnen wij ook meer doen. Als iets niet goed loopt, is een extra programma niet altijd de beste oplossing. Wij kunnen beter een paar dingen goed doen dan alles half.

Voorzitter, de Europese Unie is de grootste donor. Wij hebben dus een grote verantwoordelijkheid. Daar komt bij dat met het nieuwe Verdrag onze mogelijkheden op het gebied van meer samenhang, aanvullend beleid en verbeterde coördinatie toenemen. De doeltreffendheid van onze hulp is cruciaal, niet alleen om de ontwikkelingsuitgaven in eigen huis te rechtvaardigen, maar vooral om de armoede in ontwikkelingslanden daadwerkelijk te kunnen bestrijden. Uiteindelijk telt niet zozeer de intentie, maar het resultaat. In het kader van de begroting voor ontwikkelingssamenwerking voor 2009 zal ik voorstellen doen om ook op het gebied van de evaluatie meer resultaatgericht te werken. Wij moeten ons meer richten op resultaten dan op vage indicatoren.

Tot slot wil ik commissaris Michel graag nog het volgende vragen. Commissaris Fischer Boel heeft gezegd dat de Commissie sommige van de niet uitgegeven gelden van de Europese begroting van 2008 zou willen gebruiken om landen te steunen die worden getroffen door de sterke prijsstijging van het voedsel, dus voor de voedselcrisis. Ik wil graag de reactie van de commissaris. Kan de commissaris tevens aangeven hoe die extra middelen gebruikt zullen worden?

4-043

PRESIDE: ALEJO VIDAL-QUADRAS
Vicepresidente

4-044

Alain Hutchinson (PSE). – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers collègues, pour la première fois dans l'histoire, dans notre histoire – et vous l'avez rappelé – le montant total de l'aide publique européenne au développement a diminué. Si on continue dans cette voie, entre 2005 et 2010, l'Union européenne aura donné des milliards d'aide en moins par rapport à ses engagements. Il s'agit là d'un recul significatif dans la poursuite de l'objectif des 0,7% consacrés au développement mais aussi – et c'est très important – dans la poursuite des objectifs du Millénaire et, plus largement, dans la lutte que nous prétendons vouloir mener contre la pauvreté dans le monde.

Le processus que nous avons initié en 2006 pour améliorer l'efficacité de notre aide au développement et que nous poursuivons à travers le rapport de notre collègue Johan Van Hecke, que je remercie pour le travail réalisé, ne peut pas être un prétexte pour les États membres de ne pas respecter leurs engagements en matière d'augmentation de l'aide. Au contraire même, puisque tout le monde s'accorde aujourd'hui à dire qu'en plus des montants promis, des moyens supplémentaires seront nécessaires pour faire face aux nombreux engagements que nous avons pris et que nous aurons, sans doute, encore à prendre. L'efficacité de l'aide est donc essentielle car une meilleure efficacité de l'aide, c'est aussi plus d'aide. Il faut que ce soit clair pour tout le monde.

À ce propos, je rappelle, comme chaque fois, qu'il serait temps d'avancer très concrètement sur l'application d'instruments de financement innovants à l'aide au développement, c'est une question reprise explicitement dans la Déclaration de Paris.

Nous avons voulu que notre rapport évoque également le rôle des diasporas dans la coopération au développement. L'Union européenne est encore beaucoup trop frileuse sur ce point alors qu'elle aurait tant à gagner à collaborer davantage et plus étroitement avec nos concitoyens originaires de pays partenaires résidant sur son territoire. Ce serait, là-aussi, une manière d'intégrer plutôt que d'exclure de très nombreuses personnes, un message auquel je tiens à l'heure où certains Européens prennent des positions qui étonnent, des mesures qui choquent.

Enfin, je souhaiterais rappeler que l'aide ne sera jamais aussi efficace que lorsqu'il existera, vous l'avez souvent rappelé, Monsieur le Commissaire, une réelle cohérence entre les différentes politiques de l'Union européenne et lorsque l'aide cessera d'être guidée par des politiques qui ne relèvent en rien du développement. L'actualité est là pour nous montrer que cette cohérence n'existe pas encore partout. Cette situation perdurera d'ailleurs tant que le Comité d'aide au développement

de l'OCDE, qui fait autorité en cette matière, continuera à se référer à une définition extrêmement large de la coopération au développement. L'amélioration de notre efficacité passera aussi par là.

Monsieur le Commissaire, il y a deux ans, ici même, je présentais un premier rapport sur l'efficacité de l'aide. Où en sommes-nous aujourd'hui par rapport à tout ce qui a été dit et que nous répétons inlassablement? En tout cas, Monsieur le Commissaire, vous pourrez compter sur les socialistes pour mener à bien les combats qui sont les nôtres et qui sont les vôtres, pour améliorer l'efficacité au bénéfice des plus pauvres du monde.

4-046

Olle Schmidt (ALDE). – Herr talman! Ett tack till Johan Van Hecke för ett bra och viktigt betänkande! Jag gick en gång i tiden in i politiken för att se till att mitt eget land, Sverige, skulle uppnå det s.k. enprocentsmålet. Folkpartiet liberalerna - mitt parti på hemmaplan - är och har alltid varit pådrivande i denna fråga, och Sverige uppfyller faktiskt detta mål.

Idag, nästan 40 år senare, måste jag dock erkänna att besvikelserna har varit många. Misskötsel, korruption och bristfälliga projekt har tyvärr varit vanligt. Men utvecklingen har också ofta gått i rätt riktning. Miljontals människor världen över har fått ett värdigare liv och demokratierna har blivit fler. Visst finns det utrymme för optimism! Men om legitimiteten och stödet bland EU:s medborgare ska fortsätta att vara starkt måste vi förbättra våra möjligheter att agera snabbt och effektivt. Biståndet måste användas på ett sätt som garanterar kvalité och långsiktighet så att vi klarar millenniemålen.

Biståndspolitiken måste dessutom i större utsträckning formuleras underifrån. De länder som tar emot hjälp måste anförtros ett större ansvar för det som man kan kalla för problemformuleringsprivileget i hjälparbetet. Det finns gott om uppgifter som, enligt kommissionsledamoten, tyder på att fattiga länder tvingas skapa mer dyr byråkrati för att kunna tillgodose den administration som är villkoret för att biståndspengar ska betalas ut. Så var det inte tänkt! Det är också mycket viktigt att man i större utsträckning talar om hur man ska samordna biståndsinsatserna. Ett annat perspektiv som inte kan och får glömmas bort är kvinnornas betydande roll i fattigdomsbekämpningen.

Att kritisera hur kraven formuleras idag innebär inte att man inte behöver motsätta sig att det ställs villkor för biståndet. Att lyssna på rösterna nedifrån innebär också att våga tala om att vissa militära insatser borde kunna klassas som bistånd eftersom fredsbevarande åtgärder kan vara livsviktiga. Ta situationen i Tchad som exempel, där flyktingarna behöver skydd, liksom även hjälpsändningarna.

Avslutningsvis vill jag ta upp den känsliga frågan om vår jordbrukspolitik som Margrete Auken var inne på. I betänkandet uppmanas kommissionen och medlemsstaterna att stödja alla åtgärder som kan bidra till att stabilisera råvarupriserna för utvecklingsländerna. Här har jag ett förslag i linje med Margrete Aukens: en effektiv, men möjlig också besk medicin – skrota EU:s jordbrukspolitik! Det har ju kommissionen för övrigt glädjande nog redan börjat med.

4-048

Mikel Irujo Amezaga (Verts/ALE). – Señor Presidente, ahora que se está revisando la Declaración de París nos hemos dado cuenta de que las palabras «intenciones» se han quedado en eso, en palabras.

Aunque la Comisión está trabajando, y bien, en la aplicación de iniciativas para que las ayudas lleguen a su destino, si los Estados miembros no aportan su parte prometida, no podemos seguir adelante.

Sabemos, por tanto, que tanto los donantes como los países socios somos responsables de que la ayuda sea más efectiva, pero nuestra mayor responsabilidad es asegurarnos que la ayuda contribuya realmente a gestionar los grandes retos a los que se enfrentan los países en desarrollo.

Tenemos que asegurarnos de que cumplimos con nuestra parte del trato, y así no tener que avergonzarnos por lo que prometimos hacer y no estamos haciendo.

Idealmente, la ayuda tiene un efecto positivo en los procesos de desarrollo y buena gobernanza, pero, si se reparte mal, esa ayuda puede hacer mucho daño. Por eso, es necesario que los países en desarrollo tomen las riendas en las decisiones sobre sus propias políticas y los donantes tenemos que respetarlo, además de darles el respaldo y el espacio necesario para ello, ya que muchas veces los donantes financian sus propias prioridades.

Por último, me gustaría recalcar la necesidad de velar por la coherencia de nuestras propias políticas.

Todos los esfuerzos de desarrollo caen en saco roto si los objetivos de otras políticas, como las de comercio, asuntos monetarios, etc., las minan o contradicen.

Si tenemos que predicar con el ejemplo, por ahora no vamos por buen camino.

4-050

Jerzy Buzek (PPE-DE). – Gratuluję panu sprawozdawcy! Sprawozdanie jest bardzo obszerne, szerokie, wyczerpujące. Przynadam się, że czytając to sprawozdanie zagubiłem nawet najważniejszy cel. Jednak pan poseł sprawozdawca bardzo wyraźnie określił ten cel i główne zadanie sprawozdania w wystąpieniu na początku naszej dyskusji.

Zabieram głos, bo w ostatnich latach pojawił się nowy element. Zmiany klimatyczne spowodowały dramatyczne skutki w niektórych krajach rozwijających się. Chodzi o to, aby niosąc pomoc zaakcentować, że robimy to dzisiaj także dlatego, że Unia Europejska uznała zagrożenie zmianami klimatycznymi za wyzwanie cywilizacyjne, a także swoją cywilizacyjną odpowiedzialność. Powinniśmy więc, ze względu na zagrożenie ociepleniem, znacząco zwiększyć fundusze, wzmacnić działania donatorów. Taki punkt widzenia i takie działania pokazywać będą naszą strategię w zakresie unijnego priorytetu „zwalczanie zmian klimatycznych”. Powinniśmy naszą pomoc skierować też na odnawialne źródła energii w krajach rozwijających się (oczywiście zwalczanie głodu jest najważniejsze, ale mówię o dodatkowych środkach), a także na przewycięжение bezpośrednich skutków ocieplenia, na działania dostosowane związane na przykład z zalewaniem wybrzeży, zasoleniem gleby, niespotykanymi dotąd suszami i powodziami.

Pamiętajmy, że naszym celem, priorytetem politycznym Unii Europejskiej jest uzyskanie globalnego porozumienia w sprawie przeciwdziałania ocieplaniu. Negocjacje odbędą się w Poznaniu w 2008 r. i Kopenhadze 2009 r. Jeśli mamy do porozumienia przekonać inne kraje, musimy ograniczać emisję i rozwijać nowe technologie wewnątrz Unii i świadczyć szczególną pomoc krajom rozwijającym się.

4-052

Josep Borrell Fontelles (PSE). – Señor Presidente, si hablamos tanto de eficacia es porque, sin duda, estamos convencidos de que tenemos un problema grave de eficacia.

Y, probablemente, la primera condición para asegurar un incremento en esta variable es prever calendarios fijos y vinculantes para los flujos de las ayudas. Es muy difícil hacer algo eficaz si no se sabe, con un mínimo de certeza, de qué recursos se va a disponer.

Eso liga la cantidad con la calidad y, como otros colegas, debo deplorar la caída de los recursos asignados por los europeos a la ayuda al desarrollo, con alguna excepción notable, permítanme que lo diga, la de mi país, España, que figura como el primero por el incremento de la ayuda al desarrollo, en un 33 % el año pasado.

Tenemos una oportunidad quizás en Accra y deberíamos trabajar, señor Comisario, para hacer realidad ese 20 % dedicado a educación, salud, acceso al agua e infraestructuras sanitarias.

Quiero también asegurarle el apoyo de la Comisión de Desarrollo para su trabajo de coordinación entre los distintos agentes. Hay pocos recursos y divididos, usted lo ha dicho muchas veces, entre muchísimos agentes, y la eficacia decrece de forma continua en función de esta dilución del esfuerzo.

Y también quisiera señalar, como hace el informe, la necesidad de simplificar los procedimientos de prestación de ayuda. Por todas partes donde hemos ido encontramos el mismo problema: desde que se dice que algo se va a hacer hasta que ese algo se ha hecho pasa un tiempo que, si duda alguna, rebasa cualquier parámetro de eficacia en la gestión de recursos.

4-054

Renate Weber (ALDE). – Mr President, I would firstly like to congratulate and thank my colleague, Johan Van Hecke, for his remarkable work. His report notes that the approach to development aid needs to be reformed. I can only agree, and stress that this reform should start with a re-think from the roots – namely development policy – upwards. I strongly believe that aid should no longer be limited to help, support or assistance. We should change our mindset and see our contribution to developing countries as investment in the broadest sense of the word. It should be an investment that we undertake on a long-term basis, not just for ensuring the survival of those countries, but also for their real development as functional economies and democracies.

While investing, we also need to touch on core issues that could bring a real end to poverty. A couple of weeks ago, during his visit to Parliament, Professor Geoffrey Sachs underlined how much influence, in positive terms, the use of unexploited land in Africa would have on food prices. Instead of providing food supplies to Africa, we should transfer agricultural know-how so that the continent can feed its own population and, in a positive scenario, even provide food at global level.

I am deeply concerned by another issue underlined in this report: the programming of money flow towards recipient countries. From my experience, projects cannot achieve their goals if resources do not come in time and if they are less than the amount initially planned. That is where the European Union can fail badly. In 2007 the level of EU aid decreased. Many projects were affected and their goals could not be achieved.

Last but not least, development education and raising the awareness of our own citizens on this subject should be considered a priority. We, as Members of this Parliament, have an essential role to play in that respect.

4-056

Filip Kaczmarek (PPE-DE). – Panie Przewodniczący! Panie Komisarzu! Część ekspertów, ekonomistów, polityków i działaczy organizacji pozarządowych zajmujących się rozwojem lubi powtarzać, że wystarczy dać więcej pieniędzy, aby współpraca rozwojowa stosunkowo szybko zrealizowała swoje ambitne cele. Życie jednak nie jest takie proste. W przypadku wielu problemów społecznych i ekonomicznych nie wystarczy dać więcej pieniędzy, aby je natychmiast rozwiązać. Oczywiście pieniądze ułatwiają proces rozwiązywania problemów, ale fundusze nie są jedynym warunkiem osiągnięcia sukcesu w polityce rozwojowej.

Drugim bardzo ważnym warunkiem jest skuteczność pomocy. Źle zorganizowana pomoc prowadzi do uzależnienia lub, jak twierdzą niektórzy, modernizacji zależności. Skuteczność pomocy jest ważna zarówno z punktu widzenia biorców, jak i z punktu widzenia tych, którzy tej pomocy udzielają. Dla biorców pomocy – bo przecież pieniądze nie są celem samym w sobie, one mają zmieniać rzeczywistość, przybliżać realizację milenijnych celów rozwojowych. Nie sztuka wydać pieniądze, sztuka je wydać z sensem.

Z kolei dla dawców pomocy, efektywność jest istotna, bo powinni oni umieć wy tłumaczyć podatnikom celowość wydatków rozwojowych. A zatem te dwa procesy – wzrost wydatków rozwojowych i wzrost jakości tych wydatków nie są sprzeczne i mogą być realizowane jednocześnie.

Pan poseł Vanhecke przygotował bardzo dobre sprawozdanie, za które należą mu się podziękowania. Mam nadzieję, że między innymi dzięki temu sprawozdaniu przedstawiciele Unii Europejskiej na *High Level Forum* w Akrze będą mieli jednoznaczne i zdecydowane stanowisko.

Wydaje się, że szczególnie ważnym zadaniem Unii Europejskiej w tym zakresie powinna być dalsza harmonizacja pomocy państw członkowskich i Unii. Jest to ważne, bo kwestia ta leży wyłącznie w naszych rękach. Akurat koordynacja wewnętrz Unii nie zależy od partnerów międzynarodowych ani od tych, którym pomagamy, a koszty nieskoordynowanej pomocy są bardzo wysokie.

4-058

Ana Maria Gomes (PSE). – Cumprimento o colega Van Hecke por este importante relatório.

Para melhorar a eficácia da ajuda europeia é fundamental investir em capacidade humana e financeira e ultrapassar as incoerências existentes entre políticas e na arquitectura institucional. O Tratado de Lisboa abre uma oportunidade com a criação do Serviço Europeu para a Ação Externa. Além de apoiar o futuro Alto Representante, este serviço deve estar equipado para levar por diante a política de desenvolvimento da UE, em paralelo com a PESC e com a PESD.

Para garantir a eficácia da ajuda não é preciso reinventar a roda. Ela está dependente do cumprimento das promessas feitas. Como sublinhou o Comissário Michel, os Estados-Membros têm de aumentar a ajuda pública ao desenvolvimento para os níveis prometidos em 2005, sem os inflacionar através do perdão de dívidas, e têm de a direcionar verdadeiramente para a realização dos Objectivos de Desenvolvimento do Milénio, sobretudo numa época em que a escalada dos preços do petróleo e dos bens alimentares torna ainda mais urgente o combate à pobreza no mundo.

Senhor Presidente, mais do que a eficácia da ajuda, o que está em jogo é a credibilidade da União Europeia e a sua eficácia como actor global.

4-060

Gay Mitchell (PPE-DE). – Mr President, I would like to congratulate Mr Van Hecke on this report. A few weeks ago I visited the IMF and the World Bank on behalf of the Committee on Development and at that meeting I asked what the world would be like between 2030 and 2050. The response I got was that China will be the most powerful country in the world; many of the developing countries will have changed; America will still be powerful, but not as powerful as it is today; India and Brazil will be very powerful.

Never before have our selfish interests and our selfless interests coincided as they do now with the need to assist the developing world. In the past I used to be told that I spent too much time with my individual constituents who had poor housing conditions. My response to that was that you cannot tell somebody who is on fire that we are going to build a fire station. You have to plan for the fire station, but you have to help the individual at the same time. This has to be our approach to the developing world. If we do not do it, China and others are going to do it. It is our selfish interest as well as our selfless interest to do this.

I come from a country which in recent history suffered famine, where the population today should be over 20 million. It has gone over six million for the first time since the mid-19th century. We have a post-colonial past. If you look at Ireland's history, what we have been able to do with investment in infrastructure, largely from the European Union – to which we are now about to become, thank God, a net contributor – is an indication of what can be done when you give people the tools with which to do the job.

I urge the Commissioner, when he goes to this meeting in Accra, to make sure that the European Union is singing off the same hymn sheet. Lisbon will give us the instruments with which to play a more effective role in the world. Make sure we do it in the area of development aid. It is in our interests as well as in the interests of the people in the developing world.

(Applause)

4-062

Anne Van Lancker (PSE). – Felicitaties voor rapporteur Johan Van Hecke voor een goed verslag. Dank ook aan u, mijnheer de commissaris, voor een bijzonder degelijk *staff working paper* voor Accra.

Drie puntjes. Ten eerste, doeltreffendere hulp veronderstelt inderdaad dat de donorlanden hun hulp beter coördineren op basis van een landenstrategie waarbij de partnerlanden uit het zuiden de leiding nemen. Dat houdt echter in dat de prioriteiten ook in die landen democratisch moeten worden bepaald, dus in samenwerking met nationale parlementen en NGO's, hetgeen op de dag van vandaag niet het geval is. Het lijkt mij ook absoluut essentieel om vrouwen bij de dialoog te betrekken.

Ten tweede, donorlanden moeten absoluut afstappen van de ontelbare voorwaarden die zij aan hulp stellen en volop inzetten op meetbare resultaten. Vooral de economische voorwaarden die het IMF en de Wereldbank opleggen, moeten verdwijnen want zij zijn vaak in tegenspraak met de millenniumdoelstellingen. En dus, Johan, weg met paragraaf 28 in het verslag.

Ten derde, betere hulp is geen excus voor minder hulp. Momenteel daalt de ontwikkelingshulp niet alleen, maar worden de cijfers ook nog vertroebeld door zogenaamde hulp die de partnerlanden niet echt vooruit helpt, zoals geld dat in Europa aan studenten of vluchtelingen wordt besteed of schuldkwijtschelding. Het is dan ook cruciaal dat de donorlanden hun toezeggingen voor de 0,7% bekrachtigen en concrete tijdsschema's vastleggen. Ik hoop, mijnheer de commissaris, dat de Raad van maandag oren heeft naar deze boodschap.

4-064

Gabriela Crețu (PSE). – Uneori drumul spre iad este pavat cu bune intenții. O asemenea intenție a fost apropierea deciziei de autoritățile statelor beneficiare ale ajutorului de dezvoltare, cu argumentul că ele însăși mai bine care le sunt nevoie. Corectă în sine, ideea a generat un cerc vicios cu efecte negative pentru femei. Întrucât acestea sunt prezente puțin în actele de decizie, nevoile lor sunt considerate minore, iar sensibilitatea de gen a guvernărilor este redusă, mai redusă chiar decât la noi, atenția acordată programelor dedicate acestor nevoi, în special drepturilor sexuale și reproductive, a scăzut. Asistăm astfel la o situație dramatică.

Singurul obiectiv de dezvoltare pentru care nu se înregistrează niciun progres este mortalitatea maternă generată de lipsa unor condiții elementare, precum posibilitatea unei cezariene, antibiotice de bază, contraceptive sau personal calificat. În unele cazuri, situația s-a înrăutățit. Moartea la naștere este principala cauză a mortalității feminine în multe dintre statele cu situație fragilă.

Solicităm mecanisme de supraveghere care să asigure că investiția în infrastructură include infrastructura de sănătate și responsabilizarea autorităților pentru implementarea de măsuri în această privință.

4-066

Paul Rübig (PPE-DE). – Herr Präsident, meine sehr geehrten Damen und Herren! Dieses Thema heute ist von besonderer Wichtigkeit, weil die Europäische Union eine besondere Verantwortung trägt.

Wir in Europa sind uns darüber im Klaren, dass wir mit unseren Strukturen der kleinen und mittleren Betriebe ein sehr erfolgreiches Konzept haben, und wir müssen darauf achten, dass sich in den *Least Developed Countries* das Nettoeinkommen, das *GDP per capita*, dementsprechend entwickeln kann. Hier ist Hilfe zur Selbsthilfe ein ganz wichtiger Bereich.

Wir müssen schauen, dass wir auch unsere Konzepte der Energieeffizienz und der Sicherheit der Nahrungsmittelversorgung in den Mittelpunkt stellen. Wir brauchen für die Arbeit Einkommen in diesen Ländern, und da können vor allem die kleinen Betriebe und die Familienbetriebe helfen, und wir brauchen für die Konsumenten Kaufkraft. Ich glaube, dieses Henne-Ei-Prinzip muss ganz einfach zu einer erfolgreichen Lösung geführt werden.

4-068

Marianne Mikko (PSE). – Kallid kolleegid, õnnitlus raportöörile hea töö eest. Ebapiisava koordineerimise ning programmide ülekülluse tõttu on arenguabi tõhusus langenud. Samuti on abi koondunud nn atraktiivsetesse riikidesse – mõned piirkonnad on seega lausa unustatud. Killustatus on kaasa toonud abimeetmete hajutatuse, mõnel juhul lausa üksteisele vastukäívuse.

On aga väga oluline, et Euroopa Liit ja liikmesriikide arengukoostööpoliitika täiendaks ja tugevdaks teineteist. Liikmesriigid peavad oma tegevuse kooskõlastama. Arvestada tuleks, et mitmed liikmesriigid on arenguabi andjatena alles

algusjärgus, arenguabi tõhusust näeme aga neiski riikides. Näiteks Eesti, kes ei ole veel Pariisi deklaratsiooniga liitunud, on silma paistnud kolmepoolsete koostööprojektidega. Arenguabi killustatuse ning doonorite liigse koondumise välimiseks kasutatakse nn vaikiva partnerluse võimalust.

Enam kui pool maailma ametlikust arenguabist pärineb Euroopa Liidust. Oluline on tagada Euroopa Liidu kohalolek nõrkades riikides ja eriti n-ö unustatud riikides. Abi andes tuleks meil, Euroopa Liidul, olla suuremeele, et abi saaks väärikalt vastu võtta.

4-070

Czeslaw Adam Siekierski (PPE-DE). – Panie Przewodniczący! Panie Komisarzu! Niesienie pomocy biednym, potrzebującym to wielka wartość. Unia Europejska przoduje w udzielaniu pomocy dla krajów dotkniętych klęskami suszy, powodzi, głodu czy występujących coraz to nowszych form kataklizmu na skutek zmian klimatycznych.

Natomiast zawsze występuje dylemat przy kierowaniu środków do krajów rozwijających się, do krajów biednych na rzecz ich rozwoju. Ile tych środków przeznaczyć na ograniczenie biedy dziś, a ile pieniężny przeznaczyć na cele rozwojowe, to jest na edukację, tworzenie różnych instytucji, wprowadzanie prawa czy budowanie infrastruktury technicznej typu drogi, Internet, które będą służyć rozwojowi przedsiębiorczości na tych obszarach, szczególnie tworzeniu małych i średnich przedsiębiorstw, w tym gospodarstw rolnych?

Udzielona pomoc powinna być związana z budowaniem świadomości społecznej, instytucji demokratycznych, systemów edukacyjnych, aby lokalna społeczność była przygotowana do przejęcia inicjatywy na rzecz trwałego rozwoju tych regionów i krajów.

4-072

Christopher Beazley (PPE-DE). – Monsieur le Commissaire Michel, ma première question a déjà été posée par Marianne Mikko: est-ce qu'il y a un problème de concurrence ou de manque de coordination entre les différentes ONG et est-ce que la Commission joue un rôle pour essayer de coordonner le travail excellent que chacun fait?

Deuxième question: quand j'étais à l'école, il y a eu, en Angleterre, une organisation *Voluntary Service Overseas*. Est-ce que la Commission a un programme pour encourager les jeunes qui veulent assister, peut-être, à une formation, mais aussi participer à ces programmes d'aide au développement? Est-ce que le commissaire a un programme pour assister les jeunes qui aimeraient faire cela?

4-074

Louis Michel, membre de la Commission. – Monsieur le Président, je vous remercie du soutien aux thèses et aux tendances lourdes de nos politiques. Je voudrais peut-être revenir sur un certain nombre d'éléments et répondre rapidement.

Premièrement, en ce qui concerne l'aide alimentaire et en ce qui concerne le problème de l'augmentation des prix des céréales, notamment, et la question des programmes agricoles, sachez que nous venons de finaliser une communication sur la stratégie européenne en matière de réponse à la crise alimentaire au niveau du développement. Vous aurez donc rapidement les informations sur ce document.

Deuxièmement, je voudrais quand même rectifier des choses qui parfois sont dites et je n'arrive pas à comprendre pourquoi on les véhicule continuellement. Lorsqu'on attaque de manière unilatérale, et avec bien peu d'arguments réellement vérifiables, la politique agricole commune de l'Union européenne, je crois qu'on fait tort à l'Union européenne; on véhicule une information fausse et on laisse croire à nos partenaires que la politique agricole commune serait la cause de tous leurs maux. C'est faux! Je le dis et je le redis. On a commencé à démanteler le système des subventions agricoles depuis 1996 et, aujourd'hui, les effets de notre politique agricole commune ne peuvent pas être considérés comme étant la cause du malheur des pays en voie de développement. Je suis disposé, à l'occasion d'une autre réunion, à entrer dans le détail de cette question parce qu'on répète cela comme une sorte d'antienne, un refrain, comme si c'était vrai. On véhicule des choses qui ne sont pas justes. L'Europe a mis beaucoup d'ordre dans cette question. Il reste encore des choses à régler et je puis admettre que l'on mette en cause la cohérence de nos politiques au regard du développement. Mais, en matière agricole, s'il existe un secteur où nous avons fait des progrès importants, c'est celui-là. Je trouve quelque peu injuste de ternir notre propre image sans fondement, je me permets de le dire.

J'ai entendu la proposition, je suppose que c'est la suggestion d'un fonds mondial, je sais que M. Geoffrey Sachs, qui par ailleurs est un homme remarquable, se bat beaucoup et fait campagne pour un Fonds alimentaire mondial. Moi, je n'y suis pas favorable. Je suis extrêmement réticent par rapport à cela et l'autre fonds, dont vous semblez dire qu'il a été la panacée a mis longtemps avant de fonctionner dans la transparence et l'efficacité. Pourquoi faire un fonds alors qu'il existe des outils tels que le PAM, la FAO ou d'autres encore? Vous savez, inventer des outils et des instruments pour répondre à des déficiences politiques globales n'est sans doute pas la bonne réponse. Les outils existent. Il faut simplement les alimenter financièrement.

Le PAM a besoin d'une réforme. Quelle réforme? Il faut que le PAM ait un budget prévisible annuellement et ne fonctionne pas financièrement comme il doit fonctionner maintenant. J'en ai parlé lors d'un récent entretien. C'est un gros problème. Il ne faut donc pas non plus inventer de mauvaises réponses à de bonnes questions. Je crois ne pas être favorable à la création d'un nouveau fonds, parce que tout cela fera beaucoup de bureaucratie, beaucoup de procédures. Et pour en venir aux procédures, je vais en dire deux mots tout de suite.

Pour ce qui concerne l'agriculture, sachez simplement qu'on passe de 650 millions d'euros dans le neuvième FED à 1 250 000 milliard dans le dixième FED. Mais je conviens qu'en termes de pourcentage, en termes quantitatifs, évidemment c'est important, mais en termes de pourcentage dans le cadre du FED, ce n'est pas une véritable augmentation. L'élément positif, c'est qu'on parle de quatre pays qui avaient choisi l'agriculture comme secteur focal à vingt-quatre pays, c'est-à-dire plus ou moins un tiers. Il y a donc une évolution, une prise de conscience, je vous rappelle toutefois, parce que c'est tout de même important, c'est que le principe des choix des secteurs focaux s'articule autour de l'appropriation: ce sont nos partenaires qui décident dans quel secteur ils veulent que l'on mette nos moyens. Il est important de le rappeler.

On m'a ensuite posé une question intéressante: "Qu'allez-vous faire avec l'argent non utilisé de l'agriculture"? Effectivement, on va récupérer une partie importante de ces moyens pour les affecter à la question de l'augmentation des prix et à celle de la crise alimentaire. Je préfère parler de crise alimentaire, plutôt que d'une augmentation des prix. J'ai proposé, à la dernière réunion de la Commission la semaine passée – cela a été fort bien reçu – que l'on s'efforce de canaliser ces moyens financiers pour permettre l'accès des petits cultivateurs des pays pauvres aux semences et aux engrains, parce que c'est un gros problème pour eux, aujourd'hui, c'est un des problèmes majeurs. Si l'on veut qu'ils deviennent autosuffisants, il faut nécessairement qu'ils aient un meilleur accès à ces semences et aux engrains, ce qui leur permettrait de devenir progressivement indépendants sur le plan alimentaire. Je suis particulièrement partisan d'une réduction maximum de la période où l'on fait de la distribution. Je crois qu'il est beaucoup plus important de leur donner les moyens de produire. Nous sommes tous d'accord, je l'ai dit dans mon exposé initial et je ne vais pas y revenir: Accra, c'est un rendez-vous politique et je vous demande, je sais que vous êtes tous conscients qu'il faut le faire, de mobiliser nos États membres afin qu'ils respectent leurs engagement et qu'ils acceptent de s'insérer dans un calendrier qui démontre que leur volonté politique – je crois que c'est M. Borrell qui y a fait allusion – est vraiment réelle et qu'on réalisera ce que nous avons promis.

On évoque tout le temps la lourdeur des procédures et on me demande de les alléger. Je dois bien avouer que je suis vraiment impuissant dans ce domaine. Les procédures, elles sont là et je dois les respecter, je ne peux pas faire autrement. Je peux faire des propositions pour les assouplir, oui. Mais vous savez très bien qu'il faudra des années pour que cela se fasse. Je compte d'ailleurs, à l'issue de mon mandat, présenter – cela ne se sait pas – mais je compte présenter toute une série d'enseignements que j'aurai tirés, notamment au niveau des procédures, parce que j'entends ici Mme Martens dire: "Il faut plus de transparence" – je suis prêt à toute la transparence qu'on veut – "mais il faut aussi plus d'efficacité". Eh bien, je vous dis, quitte à être impertinent et à choquer: si on veut encore plus de transparence et que cela signifie encore plus de contrôles, encore plus d'audits, encore plus de consultations et encore plus de toutes sortes de choses, vous aurez moins d'efficacité. Je tiens à vous le dire. Si on ne comprend pas cela, vous n'avez qu'à me chasser, mais moi j'en suis convaincu. On a tellement voulu de transparence qu'aujourd'hui, la Commission est un géant enchaîné. C'est Gulliver enchaîné, tout simplement. Je suis personnellement prêt à parler, il y a moyen de faire une transparence efficace, mais enfin, je vous en supplie, arrêtez de toujours parler de "transparence", "contrôle", "ça doit être plus ceci", ... D'accord, mais dans les faits ... Vous savez, je voudrais bien avoir l'occasion de venir en traçant le parcours d'un dossier. Je peux vous dire que ce n'est pas triste. Il arrive que, moi-même, je n'y comprenne plus rien dans ce parcours de traçabilité, et il faut encore compter avec les interservices, tout le monde s'en mêle. C'est extrêmement compliqué. Je ne veux pas caricaturer, mais je dois vous dire que c'est un vrai problème.

Alors M. Hutchinson, je crois, a parlé de coordination, de cohérence et de complémentarité. Vous avez tout à fait raison. Je crois qu'on pourrait augmenter, de manière colossale, l'efficacité de notre aide si on faisait une meilleure division du travail, si on était plus cohérent, si on était mieux coordonné et si on pouvait élaguer, justement, quelques contrôles intermédiaires, d'ailleurs très souvent totalement inutiles. Je vous ai cité les chiffres tout à l'heure: la Tanzanie doit conduire 8 000 rapports d'audit! Je ne sais pas très bien si on mesure ce que cela représente pour un pays comme la Tanzanie qui, pourtant, est un pays qui a une capacité de gouvernance. À un moment donné, le surréalisme atteint la folie. Il y a des limites. Je n'ai rien contre la procédure, mais j'en ai assez. La procédure, je n'en demande plus. La division du travail, Monsieur Hutchinson, vous avez bien fait de mettre l'accent sur les diasporas. Nous essayons de travailler avec elles, mais les procédures, justement, nous empêchent de le faire. Voilà encore un exemple! Monsieur le député demandait s'il y a des projets pour pousser les jeunes à aller s'engager dans les pays en voie de développement. Non, Monsieur, je ne peux pas le faire, les procédures ne m'autorisent pas à le faire. On me dit, par exemple: il y a certaines ONG avec lesquelles vous ne pouvez pas travailler. En effet, avec certaines ONG, je ne peux pas travailler parce que les procédures ne m'autorisent pas à travailler. Nos nouveaux États membres peuvent être frustrés, à juste titre, parce que, dans la plupart des cas, leurs ONG, qui pourtant sont aussi bonnes que les autres, ne peuvent pas travailler car elles ne répondent pas aux normes qui ont été inventées par des procédures de la Commission. Elles sont donc, d'une certaine manière, largement exclues de notre collaboration et de notre contribution, et ce n'est pas juste. On y travaille, mais il faudra longtemps pour y arriver.

Je suis d'accord aussi qu'il faut de l'additionnel. M. Buzek a parlé de lutter contre le changement climatique. Il est évident que si on requalifie des montants dans le développement pour travailler sur le changement climatique, on va évidemment hypothéquer tout ce qu'on a fait ou tout ce qu'on avait prévu de faire dans le développement classique. Il faut donc, nécessairement, de nouveaux moyens additionnels pour s'attaquer au changement climatique. Je renvoie à l'idée que nous avions eue avec M. Borrell de lancer un emprunt mondial qui serait lié aux quotas d'émission de CO₂. Ce projet avance très bien. Techniquement, il est tout à fait au point. On l'a fait avec la Banque mondiale et j'aurai l'occasion de revenir sur le sujet, parce que cela pourrait peut-être régler en partie aussi la question de l'augmentation du financement, parce que l'on pourrait aider les États membres à répondre à leurs objectifs et à leurs engagements de manière, disons, moins douloureuse budgétairement pour eux dans le long terme.

Voilà, je suis évidemment d'accord avec M. Borrell pour féliciter d'abord l'Espagne, parce qu'il est vrai que d'une certaine manière, c'est très injuste. Des pays ont consenti de vrais efforts et ont procédé à des augmentations budgétaires très importantes: à l'échelle du PIB espagnol, il s'agit en effet d'un effort extrêmement important dans le même temps, d'autres étaient véritablement en chute libre et occultaient donc, d'une certaine manière, le volontarisme de certains. Je dois dire que c'est une question importante qui revient à chaque fois, c'est 20 % pour l'éducation, la santé, l'eau, etc. La réponse, vous la connaissez.

Premièrement, j'ai déjà répondu. Même si je suis d'accord avec l'objectif, j'ai quand même demandé que l'on essaie de voir à quoi correspondent les dépenses d'aide budgétaire parce que – on parlait de budgétaire – ce sont souvent ces secteurs-là qu'on finance. Mais j'essaie de définir le chiffre, ce qui est très difficile.

Deuxièmement, je rappelle que ce sont nos pays partenaires qui choisissent le secteur de focalisation, et pas nous. Je ne peux donc pas imposer et dire: c'est dans l'éducation que vous devez agir. Je peux suggérer mais je ne peux pas imposer. Je partage évidemment la considération de M. Mitchell lorsqu'il dit que – c'est une formule évidemment très dure – notre égoïsme devrait nous pousser à augmenter l'aide. C'est assez juste. Je l'évoque souvent dans mes conférences. Ceux qui ne veulent pas le faire par générosité, qu'ils le fassent au moins par intérêt. Il est évident que sur le thème que vous abordez, je pense notamment à l'Afrique, on note une présence extrêmement massive de certains pays émergents, dont je ne conteste d'ailleurs ni la légitimité ni le bien-fondé. Je dis simplement que l'Europe aurait intérêt à voir un peu plus son propre intérêt à être présente dans un continent qui est le continent voisin et dans lequel elle peut apporter une grande valeur ajoutée et elle peut aussi tirer une valeur ajoutée.

Voilà, j'ai fait globalement le tour, je crois. J'ai répondu aux deux questions qui étaient fort pertinentes, si j'ose dire, du dernier intervenant. Je suis vraiment très heureux d'être au Parlement européen, qui est certainement l'endroit où il y a le plus grand dynamisme et le plus grand volontarisme pour porter toutes ces politiques dont nous sommes profondément convaincus.

4-076

Johan Van Hecke, Rapporteur. – Uit dit hoogstaande constructieve debat vandaag is gebleken dat er een grote consensus bestaat, zowel binnen het Parlement als tussen het Parlement en de Commissie, over de weg die wij moeten volgen om de kwaliteit van onze hulp te verbeteren. Er moet beter rekening worden gehouden met de prioriteiten van de landen zelf. De hulp moet voor spelbaarder worden. De technische bijstand moet verder worden afgebouwd. Er is meer begrotingssteun nodig, maar ook meer transparantie en betrokkenheid van de parlementen, het maatschappelijk middenveld en de lokale autoriteiten. De gedragscode moet doeltreffender worden en de Donoratlas moet worden uitgebreid, enzovoort.

Maar de kern van de zaak lijkt mij toch te zijn dat wij samen, Parlement en Commissie - en waarom zouden wij ook de nationale parlementen niet hierbij betrekken - druk moeten uitoefenen op de lidstaten, opdat zij eerst en vooral hun toezeggingen bekraftigen en twee, een stappenplan goedkeuren, waarin zij zeer duidelijk aangeven wat binnen welke tijdsspanne kan en zal worden gedaan. In de derde plaats moeten zij zich ook duidelijk inschakelen in de werkverdeling die door de Commissie wordt voorgesteld. Ik denk, collega's, dat wij, over de partijgrenzen heen met onze vrienden en collega's in de nationale parlementen, een initiatief moeten nemen om de druk op de ketel van de regeringen te verhogen, waarbij het inderdaad gaat om de collectieve, maar ook de individuele verantwoordelijkheid van een aantal lidstaten.

In dit verslag zijn een hele reeks concrete aanbevelingen geformuleerd. Ik hoop uit de grond van mijn hart dat de Commissie en de Raad die aanbevelingen zullen meenemen naar Accra. Het Parlement - het gebeurt niet altijd - spreekt hier vandaag met één stem en drukt de wens uit dat de Europese Unie in Accra ook met één stem zal spreken, een duidelijke stem, een luide stem, en vooral een geloofwaardige stem.

4-077

El Presidente. – Se cierra el debate.

La votación tendrá lugar hoy a las 12.00 horas.

Declaraciones por escrito (artículo 142)

4-078-500

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), por escrito. – Não sendo possível comentar a diversidade de importantes questões que o presente relatório enumera - positivas e negativas -, será de salientar que este, mesmo que de forma mitigada, não deixa de (denunciar a negativa evolução da denominada *ajuda ao desenvolvimento* da UE.

Apesar de não desmontar a utilização da ajuda ao desenvolvimento, quantas vezes, como mero paliativo, (falsa) contrapartida e condição para a liberalização dos mercados ou como instrumento de ingerência - com os objectivos e efeitos negativos que se conhecem, veja-se, por exemplo, o denominado *Consenso Europeu* da UE sobre o desenvolvimento, os Acordos de Parceria Económica que a UE pretende impor ou a especulação financeira em torno dos bens alimentares, que colocam em causa os objectivos proclamados para o desenvolvimento -, o relatório aponta, não surpreendentemente, a insuficiência dos resultados da *ajuda ao desenvolvimento* e a sua diminuição significativa na UE - 0,38% em 2007 face a 0,41% em 2006, longe vão os 0,7% do RNB apontados pela ONU.

O relatório alerta ainda para a crescente utilização da *ajuda ao desenvolvimento* para fins que nada têm a ver com esta (como as despesas militares) e para o facto de ser *desembolsada, na maioria dos casos, de acordo com as prioridades e calendários dos próprios doadores*.

4-078-750

Tokia Saïfi (PPE-DE), par écrit. – En 2005, la Déclaration de Paris établissait des engagements spécifiques afin de promouvoir une plus grande efficacité de l'aide au développement, sur la base d'un dialogue et d'une responsabilité mutuelle. Cet encadrement international est essentiel pour l'UE qui fournit plus de 55 % du total mondial de l'aide au développement.

Afin d'améliorer encore la qualité et l'efficacité de cette aide, le PE préconise aussi de simplifier les procédures, de lutter contre la corruption et de débourser l'aide selon les propres priorités des partenaires. Ces mesures sont plus que nécessaires alors même que l'aide au développement des États membres s'est quelque peu réduite passant, entre 2006 et 2007, de 0,41 % à 0,38 % du RNB de l'UE.

A l'heure où la crise alimentaire touche les plus fragiles des PVD et que l'accès à l'eau et à l'éducation reste restreint, on comprend que L'UE doit redoubler d'efforts pour atteindre l'objectif fixé par les ODM de consacrer 0,7 % de son RNB à l'aide au développement d'ici 2015. De même pour que l'aide puisse prendre la forme d'un financement à long terme et prévisible, il est vital de dégager des ressources additionnelles par des financements innovants et mobiliser les fonds souverains vers des investissements productifs.

4-078-375

(La sesión, suspendida a las 11.50 horas, se reanuda a las 12.00 horas)

4-078

VORSITZ: HANS-GERT PÖTTERING
Präsident

4-079

8 - Erklärung der Präsidentschaft

4-078-250

Der Präsident. – Die Konferenz der Präsidenten hat mich auf Vorschlag der Arbeitsgruppe Naher Osten gebeten, Ihnen eine Erklärung zum Libanon vorzutragen.

Mit großer Anteilnahme hat das Europäische Parlament die jüngsten politischen Entwicklungen im Libanon verfolgt, die sich in einer Sackgasse zu befinden schienen und zunehmend von Gewalt und Blutvergießen begleitet wurden.

Mit großer Erleichterung und Zuversicht begrüßen wir daher das umfassende und grundlegende Abkommen, das von den politischen Führern des Libanon in Doha geschlossen wurde, und dies zu einem Zeitpunkt, an dem das Europäische Parlament dabei ist, eine Entschließung zu diesem Thema anzunehmen. Es gibt einen Kompromisstext, der gleich zur Abstimmung kommt, und der Kollege Onesta wird die Sitzung dazu leiten.

Dieser bedeutsame politische Durchbruch, der dank der geschickten und wirksamen Vermittlung der Arabischen Liga und vor allem Katars erreicht wurde, ebnet den Weg für die Wahl von General Suleiman zum Präsidenten der Republik Libanon in den kommenden Tagen, die Bildung einer neuen Regierung der nationalen Einheit und die Annahme eines verbesserten Wahlgesetzes.

Angesichts der positiven Reaktion der Nachbarstaaten und anderer betroffener Länder fordert das Europäische Parlament alle Beteiligten auf, das Abkommen in vollem Umfang umzusetzen. Wir unterstreichen erneut unsere nicht nachlassende

Unterstützung für die legitimen verfassungsmäßigen politischen Institutionen des Libanon und die libanesische Armee sowie für deren Anstrengungen, die Stabilität, Souveränität und territoriale Integrität des Libanon zu gewährleisten.

Wir freuen uns darauf, die normalen parlamentarischen Beziehungen mit unseren libanesischen Kolleginnen und Kollegen wieder aufzunehmen, mit einem libanesischen Parlament, das regelmäßig tagt und seine demokratischen Rechte und Pflichten wahrmimmt.

(Beifall)

4-080

PRÉSIDENCE DE M. GÉRARD ONESTA
Vice-président

4-081

9 - Heure des votes

4-081-500

Le Président. – L'ordre du jour appelle l'Heure des votes.

(Pour les résultats des votes et autres détails les concernant: voir procès-verbal)

4-082

9.1 - Projet de budget rectificatif n°2/2008 (A6-0188/2008, Kyösti Virrankoski) (vote)

4-083

9.2 - Examen à mi-parcours de la politique industrielle - contribution à la stratégie pour la croissance et l'emploi de l'Union européenne (A6-0167/2008, Romana Jordan Cizelj) (vote)

4-084

9.3 - Crédit d'une Fondation européenne pour la formation (refonte) (A6-0131/2008, Bernard Lehideux) (vote)

4-084-500

- Avant le vote sur la proposition de la Commission

4-085

Bernard Lehideux, rapporteur. – Monsieur le Président, nous avons eu de nombreuses conversations avec la Commission et le Conseil avec l'idée d'aboutir à un accord en première lecture. Le vote de cet amendement remet cet accord en cause. Nous allons être obligés d'aller à une deuxième lecture car il est évident, le Conseil nous l'a fait savoir, qu'il n'acceptera pas cette position.

Je regrette cette situation et face à ce problème qui est de ne pas désavouer une bonne partie du texte que nous avons adopté dans le premier amendement mais de respecter la parole donnée au Conseil, je recommande l'abstention.

4-086

Le Président. – Nous prenons bonne note de votre communication, mais nous continuons pour autant le vote.

4-087

9.4 - Liban (vote)

4-087-500

- Avant le vote

4-088

Jana Hybášková (PPE-DE). – Mr President, I ask for linguistic correction because the resolution was negotiated in the French language. In French where it reads 'notamment du Hezbollah' in the first sentence of paragraph 5, it should read in English 'especially Hezbollah' and in Czech 'a zejména Hizballáhu'. I cannot be responsible for other language versions.

4-089

- Après le vote sur le paragraphe 1

4-090

Pasqualina Napoletano, a nome del gruppo PSE. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'emendamento sostituisce il paragrafo 1 del testo originale, lo leggo:

4-091

‘Welcomes the Doha Agreement reached by the parties on the election of General Suleiman as President of the Republic in the coming days, the creation of a new national unity government and the adoption of the election law; calls on the parties to fully implement this agreement; stresses the importance of the positive reaction given by the international community; congratulates the Lebanese parties on the agreement and Qatar and the Arab League on their successful mediation.’

4-092

(*L'amendement oral est retenu*)

4-093

9.5 - Hausse des prix des produits alimentaires dans l'UE et dans les pays en développement (vote)

4-093-500

- *Après le vote sur le paragraphe 6*

4-094

Rosa Miguélez Ramos, en nombre del Grupo PSE. – Señor Presidente, voy a dar lectura textualmente a la enmienda oral que propone mi grupo, el Grupo del PSE:

«Recuerda que el principal objetivo de la PAC es garantizar la estabilización del mercado, la seguridad del suministro y precios razonables para los consumidores, y subraya la necesidad de la PAC después de 2013, con el fin de garantizar la sostenibilidad de la política alimentaria de la UE, respetando al mismo tiempo la sostenibilidad, la seguridad y la calidad de los productos agrícolas;»

Quiero decir que renunciamos expresamente a la última parte del apartado, tal y como nos pidió el Grupo del PPE para apoyar esta enmienda.

4-095

(*L'amendement oral est retenu*)

- *Avant le vote sur l'amendement 31*

4-096

Mairead McGuinness, on behalf of the PPE-DE Group. – Mr President, I wish to delete the words ‘free and’ from this amendment. The rest stands.

4-097

(*L'amendement oral est retenu*)

4-098

9.6 - Négociations entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'exemption de visa (vote)

4-098-500

- *Avant le vote sur le paragraphe 1*

4-099

Stavros Lambrinidis, on behalf of the PSE Group. – Mr President, I would like to propose a change to paragraph 1, adding the word ‘including’, to read as follows: ‘Considers that any form of direct or indirect discrimination between European citizens including on the grounds of their nationality should be prohibited’.

4-100

- *Avant le vote sur l'amendement 8*

4-101

Urszula, on behalf of the PPE-DE Group. – Mr President, the full oral amendment is given in the voting list. It basically corrects a factual error that was pointed out by Greek colleagues. It refers to the threshold of visa rejections, which forms the basis for continuing to keep countries outside visa waiver. In the case of Greece the rejection rate is, in fact, only 1%, so we are correcting a factual error and I would ask you to support this amendment.

4-101-500

(*L'amendement oral est retenu*)

4-102

9.7 - Situation tragique en Birmanie (vote)

4-102-500

- *Avant le vote*

4-103

Ignasi Guardans Cambó (ALDE). – Mr President, I am not responsible for this report but I would like the colleagues who have been dealing with this issue to note that we are voting today on two reports, one on China and one on Burma, dealing with a disaster and the different reactions to it. The report on China starts with a sentence that says that Parliament ‘expresses its sincere condolences and solidarity to the people of China and to the numerous victims; expresses sorrow to all those who are suffering the consequences of the earthquake’, but, in the report on Burma, there are only political considerations.

(*The President cut the speaker off.*)

4-104

Le Président. – Monsieur Guardans Cambó, vous savez à quel point je vous respecte et je vous apprécie, mais vraiment, je suis garant ici de la procédure. Je ne peux pas rouvrir le débat sur une analyse comparée de deux résolutions, vous le comprendrez. Je le regrette.

4-105

Ignasi Guardans Cambó (ALDE). – Je fais un amendement oral qui devrait être accepté ou pas par l'Assemblée et qui consiste à exprimer la sympathie pour le peuple dans les mêmes termes, en utilisant exactement le même texte que pour la Chine. C'est cela l'amendement oral: la sympathie pour le peuple.

(*Applaudissements*)

4-106

Le Président. – Voilà ce que je vous propose, puisque vous avez pris la parole avant que nous arrivions au point concerné: si je comprends bien, c'est avant le paragraphe 4 que vous voulez insérer cette remarque. Pouvez-vous préciser le point exact?

4-107

Ignasi Guardans Cambó (ALDE). – L'amendement oral serait exactement un premier point qui dirait:

4-108

‘Expresses its sincere condolences and solidarity to the people of Burma and to the numerous victims; expresses sorrow to all those who are suffering the consequences of the catastrophe;’.

(*Applause*)

4-109

(*L'amendement oral est retenu*)

- *Avant le vote sur le paragraphe 10*

4-110

Hartmut Nassauer (PPE-DE). – Herr Präsident! In unseren Abstimmungslisten ist zur Entschließung zu Burma keinerlei Änderungsantrag enthalten. Wir stimmen nur über die Entschließung insgesamt ab.

4-110-500

Le Président. – Il ne s'agit pas d'un amendement mais d'un vote séparé, demandé par le groupe ALDE.

4-112

9.8 - Catastrophe naturelle en Chine (vote)

4-113

9.9 - Traité mondial visant à l'interdiction des armes à l'uranium (vote)

4-113-500

- *Avant le vote*

4-114

Stefano Zappalà, a nome del gruppo PPE-DE. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, a nome del mio gruppo del Partito popolare europeo, io pongo la mia firma personale sulla proposta di risoluzione presentata dagli altri gruppi, quindi il PPE aderisce alla formulazione complessiva.

4-115

Le Président. – C'est une bonne nouvelle. Donc, c'est la proposition de résolution commune de six groupes politiques, PPE inclus, qui vise à remplacer toutes les propositions de résolution sur ce sujet, à l'exception de la proposition de résolution B6-0223/2008.

4-116

9.10 - REACH (Projet de règlement établissant des méthodes d'essai) (vote)

4-117

9.11 - Une nouvelle stratégie de santé animale pour l'Union européenne (2007-2013) (A6-0147/2008, Janusz Wojciechowski) (vote)

4-117-500

- Avant le vote sur l'amendement 12

4-118

Lutz Goepel, im Namen der PPE-DE-Fraktion. – Herr Präsident! Ich darf das vorlesen: "verweist auf das potentiell erhöhte Risiko im Zusammenhang mit Lebendtiertransporten über größere Entfernungen, vertritt in diesem Zusammenhang die Auffassung, dass hier verstärkt sorgfältige Kontrollen durchgeführt werden sollten, damit sichergestellt wird, dass nur vollständig gesunde Tiere transportiert werden, sowie geprüft werden sollte, ob Transporte von Schlachttieren und Masttieren – das ist der Unterschied – auf eine maximale Dauer von 9 Stunden begrenzt werden können."

4-119

(L'amendement oral n'est pas retenu)

4-120

Zbigniew Zaleski (PPE-DE). – Monsieur le Président, vous devez être neutre, il ne faut pas encourager les gens à se lever, ils savent eux-mêmes s'ils doivent le faire ou non.

(Applaudissements de son groupe)

4-121

Le Président. – J'ai simplement précisé, et vous avez remarqué la position de mon groupe, donc j'ai été d'une neutralité parfaite en l'occurrence, que les collègues devaient se lever et rester debout, parce que s'ils se lèvent une demi-seconde et qu'ils s'assoient, il est impossible pour nous de les compter. Donc, je ne leur proposais pas de se lever, mais de rester debout une fois qu'ils s'étaient levés.

Et j'ai fait exactement de même pour l'autre comptage tout à l'heure, pour l'autre côté de l'hémicycle.

4-122

9.12 - Stratégie pour la 3e réunion des parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (vote)

4-122-500

- Avant le vote

Président. – Je crois que M. Ouzký souhaitait s'exprimer, parce que le débat hier a été très court. Peut-être pouvez-vous nous expliquer pourquoi.

4-123

Miroslav Ouzký (PPE-DE). – Chtěl bych z tohoto místa pouze zdůraznit důležitost této rezoluce. Včera k ní neproběhla rozprava, resp. k ústní otázce. Můj výbor již od paní komisařky odpověď obdržel, a proto velmi vítám, že bod zůstal na pořadu jednání a bude úspěšně hlasován.

4-124

Le Président. – Je précisais simplement que, hier, ce débat était à l'ordre du jour mais aucun orateur ne s'étant présenté, le débat n'a pas eu lieu. Voilà pourquoi il est important de donner la parole au président de la commission concernée.

4-125

Inés Ayala Sender (PSE). – Señor Presidente, querría decir que sí había oradores, que estábamos en el Pleno. Fue más bien el señor Ouzký el que no estuvo presente, y la Mesa y el Presidente decidieron anularlo. Sí había oradores preparados, además de la Comisión, que estaba presente.

4-126

Le Président. – Très bien, vous avez raison de le préciser. Les orateurs étaient présents mais la commission concernée avait retiré ce point.

4-127

9.13 - Suivi de la déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide au développement (A6-0171/2008, Johan Van Hecke) (vote)

4-128

10 - Calendrier des périodes de session

4-129

Le Président. – Avant de passer aux explications de vote, je vous informe que la Conférence des présidents a décidé, conformément à l'article 127, paragraphe 3, du règlement, de modifier le calendrier des séances pour cette année, de convoquer une séance plénière extraordinaire le mardi 24 juin prochain, de 9 heures à 11 heures. Il s'agira d'une discussion commune sur les résultats du Conseil européen des 19 et 20 juin prochains et sur le bilan du semestre d'activité de la présidence slovène.

4-130

11 - Explications de vote

4-130-500

Explications de vote orales

4-130-750

- Proposition de résolution B6-0217/2008

4-131

Zdzisław Zbigniew Podkański (UEN). – Panie Przewodniczący! Ceny żywności rosną i będą rosły wraz z problemem żywnościowym. Jest kilka powodów tego, że na rynku będzie nam brakowało żywności i że będzie przybywało ludzi potrzebujących jej, a nawet głodujących. Pierwszym z nich jest przede wszystkim zwiększyły się przyrost naturalny w krajach trzecich. Drugim – niewystarczająca produkcja żywności i jej zła dystrybucja. Trzecim – gra na rynku żywnościowym różnych grup interesów. Czwartym – Wspólna Polityka Rolna, która doprowadziła do znacznego ograniczenia produkcji żywności w nowych państwach członkowskich. I dopóki ta polityka nie zmieni się, kiedy nie uwolni się produkcji żywności i naszych rezerw, także będzie przyczyniała się do niedoboru żywności i podwyższonych cen. Piątym problemem są liczne kataklizmy, które od nas są niezależne, ale niestety powodują liczne straty i komplikacje.

Wniosek jest jeden: problem żywnościowy jest problemem najważniejszym, bo przecież dotyczy bezpieczeństwa biologicznego. Wymaga on pełnej solidarności, nie tylko Unii Europejskiej, ale także całego świata. Dlatego uzyskał on moje poparcie.

4-133

Tunne Kelam (PPE-DE). – Mr President, I supported the new paragraph to be added after paragraph 12, which calls on the Commission and Member States ‘to acknowledge the EU’s dependence on imports of vegetable proteins from third countries’, with the very important result of establishing, first, ‘workable import rules based on GM thresholds’ and, secondly, of reducing ‘unnecessary delays in the EU GM approval system’.

4-135

Czesław Adam Siekierski (PPE-DE). – W ostatnim czasie mogliśmy zaobserwować niepokojący wzrost cen żywności na rynkach światowych. Drożąca żywność, a także znaczny wzrost cen energii to przyczyny wzrostu inflacji. Politycy i ekonomiści próbują zdiagnozować zaistniałą sytuację i ustalić przyczyny tego zjawiska. Wskazuje się przede wszystkim na takie czynniki jak: zmiany w gospodarce światowej, w tym wyższe ceny energii, niższe zbiory, produkcja biopaliw.

Na problem rosnących cen żywności wpływ ma także zwiększenie popytu na żywność oraz poprawa zasobności społeczeństwa w krajach szybko rozwijających się, takich, jak Indie czy Chiny. Rosnące ceny żywności dotykają zarówno producentów, jak i konsumentów.

Zmiany na rynku żywnościowym na świecie zmuszają nas do poważnych refleksji czy przemyślenia od nowa strategii bezpieczeństwa żywnościowego. Najistotniejsze jest jednak, aby podejmowane działania, mające na celu właściwie poprawę sytuacji na rynkach żywnościowych, nie miały charakteru działań *ad hoc*, a doprowadziły do trwałej stabilizacji.

Zbyt mało wagi przywiązuje się do stabilizacji poziomu produkcji i utrzymania odpowiedniej ilości zapasów, które ograniczyłyby wahania poziomu produkcji, spowodowane zmianami klimatycznymi czy też innymi czynnikami.

4-137

Ewa Tomaszewska (UEN). – Panie Przewodniczący! W przypadku sprawozdania dotyczącego wzrostu cen produktów spożywczych w Unii Europejskiej głosowałam za poprawkę 21, a przeciw poprawce 28. Niestety maszyna głosująca wówczas nie zareagowała.

Chciałam jednak zwrócić też uwagę na fakt, że limity w produkcji towarów żywnościowych, kwotowanie tej produkcji w sytuacji, w której w Europie głodują dzieci, jest nie do zaakceptowania i zwracam się do Komisji Europejskiej o ponowne rozważenie tej kwestii. W trakcie prac parlamentarnych jest sprawozdanie pani poseł Zimmer, dotyczące ubóstwa w Europie, w szczególności ubóstwa dzieci, a w tym głodu wśród dzieci europejskich. Do tego nie powinniśmy dopuszczać.

4-138-500

- Proposition de résolution B6-0233/2008

4-139

Zita Pleštinská (PPE-DE). – Rada v roku 2001 osloboďala občanov USA od vízovej povinnosti. Porovnateľná výnimka sa, ziaľ, neuplatňuje pre všetkých občanov Európskej únie. USA stále vyžadujú vízovú povinnosť v prípade štátnych príslušníkov niektorých členských štátov, v súčasnosti Bulharska, Českej republiky, Estónska, Grécka, Cypru, Lotyšska, Litvy, Maďarska, Malty, Poľska, Rumunska a Slovenska. Kritérium je počet zamietnutých žiadostí o víza, ktoré je stanovené na hranici 10 %. Postup ich udeľovania je podľa výpovedí žiadateľov častokrát založený na netransparentných kritériach.

Na jednej strane platí, že od nadobudnutia platnosti Amsterdamskej zmluvy v roku 1999 je Rada zodpovedná za určovanie pravidiel vo vízovej politike EÚ. Na druhej platí pravidlo, že Spojené štaty sú ochotné vyjednávať o zaradení štátov do Visa Waiver programu len bilaterálne, keďže je to v súlade s ich vnútroštátnou legislatívou a do tohto programu môžu vstupovať len krajiny a nie medzinárodné spoločenstvá.

Vítam uznesenie Európskeho parlamentu o rokovaniach medzi EÚ a Spojenými štátmi, ktoré je výsledkom intenzívnych diskusií v Európskom parlamente. Verím, že odstráni všetky pochybnosti o legitímnych snahách nových členských štátov zotrieť rozdiely medzi starými a novými členskými štátmi EÚ.

4-141

Czesław Adam Siekierski (PPE-DE). – Panie Przewodniczący! U podstaw Unii Europejskiej leży fundamentalna zasada solidarności, partnerskiej współpracy i niedyskryminacji ze względu na narodowość. Polityka wizowa prowadzona przez USA i towarzyszące jej wymagania powodują jednak zachwianie tych zasad. Państwa członkowskie są bowiem zmuszone do indywidualnych negocjacji w sprawie kwestii leżącej w dużej mierze w zakresie kompetencji Wspólnoty.

Kwestia ograniczeń wizowych dotyczy przede wszystkim nowych państw członkowskich, które, same nie stosując ograniczeń czy innych wymogów w stosunku do Stanów Zjednoczonych, nie mogą – jak widać – liczyć na wzajemność ze strony tego kraju.

Problem ten nie może być rozwiązywany indywidualnie, przez każde państwo na własną rękę. Tutaj konieczna jest kompleksowa regulacja, która obejmie wszystkie państwa Unii. Należy podkreślić, że jeżeli prowadzona przez Stany Zjednoczone polityka wizowa nie ulegnie zmianie, z całą pewnością wpłynie to na relacje transatlantyckie.

4-142-500

- Raport : Janusz Wojciechowski (A6-0147/2008)

4-143

Zdzisław Zbigniew Podkański (UEN). – Panie Przewodniczący! Problem zdrowotności zwierząt narasta i to z kilku powodów. Pierwszym z nich jest wzrost wielkości farm hodowlanych i związana z tym koncentracja zwierząt. Drugim jest brak środków na skuteczne zwalczanie chorób zwierzęcych.

Pierwszy problem możemy rozwiązać tylko poprzez ograniczenie hodowli w dużych farmach i stadach, poprzez działania prawne i administracyjne oraz uruchomienie systemu wsparcia dla gospodarstw mniejszych, a zwłaszcza rodzinnych.

Drugi niewątpliwie zależy od zabezpieczenia w budżecie Unii Europejskiej niezbędnych środków na zwalczanie chorób zwierzęcych. Oczywiście są również i inne bardzo ważne przyczyny, których nie wolno nam lekceważyć, takie, jak: transport zwierząt, niedostateczny system wczesnego ostrzegania przed zagrożeniami, niewystarczająca profilaktyka, w tym szczepienia ochronne.

Sprawozdanie posła Janusza Wojciechowskiego wskazuje na te problemy i dlatego poparłem go w głosowaniu.

4-145

Bogdan Golik (PSE). – Panie Przewodniczący! Chciałbym pogratulować posłowi Wojciechowskiemu i sprawozdaniu, i wyniku dzisiejszego głosowania. Inicjatywa Komisji, dotycząca zmiany podejścia do zdrowia zwierząt oraz dotychczasowa strategia działań jednoznacznie wskazuje na konieczność podjęcia prac nad udoskonaleniem przepisów w tym zakresie, poprawienia spójności z innymi politykami oraz zwiększenia efektywności legislacyjnej.

Proponowane w strategii nowe podejście pozwoli zmniejszyć zagrożenia występowania chorób zakaźnych wśród zwierząt. Wiem o tym dobrze, również jako lekarz weterynarii. Przyczyni się również ono do wzrostu gospodarczego, zwiększenia konkurencyjności rolników i przedsiębiorstw europejskich oraz zapewni nowy dostęp do rynków eksportowych.

Właściwe standardy zdrowia i bezpieczeństwa zwierząt są ponadto gwarancją odpowiedniej polityki handlowej na terenie Wspólnoty. Polityka ta, ulegając przemianom pod wpływem serii następujących po sobie poważnych kryzysów i ognisk chorób, które wystąpiły w ostatnich latach, udowodniła, iż wymaga dokładnej analizy działań prowadzonych do tej pory. Uważam, iż dzięki temu projektowi, Unia Europejska będzie promować innowacyjność, naukę i badania dla zapewnienia lepszych środków zwalczania chorób zwierząt.

4-146

Ewa Tomaszewska (UEN). – Panie Przewodniczący! W sprawozdaniu pana Wojciechowskiego, z przykrością muszę stwierdzić, że dziesięcioma tylko głosami nie przeszła poprawka dotycząca warunków transportu zwierząt. Świadczy to o zaniku naszej wrażliwości. Mam nadzieję, że w przyszłości dokumenty takie będą korygowane.

4-146-500

Explications de vote écrites

4-146-750

- Rapport : Kyösti Virrankoski (A6-0188/2008)

4-146-781

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), por escrito. – Devido ao atraso na adopção dos novos programas estruturais e, posteriormente, dos programas operacionais apresentados pelos Estados-Membros, não foram executadas verbas do Orçamento comunitário de 2007 referentes ao Fundo Europeu de Desenvolvimento Regional (FEDER), ao Fundo Europeu Agrícola de Desenvolvimento Regional (FEADER) e ao Fundo Europeu das Pescas (FEP), no montante global de 3.525 milhões de euros.

Parte deste montante transitou já para o Orçamento de 2008, mas 2.034 milhões de euros permanecem ainda por executar.

Este projecto de orçamento rectificativo, entre outros aspectos, propõe a transferência de parte desse montante não executado para o orçamento actualmente em vigor (772 milhões de euros) e que o montante remanescente seja transferido para anos posteriores.

Tais atrasos têm sérias repercussões na implementação dos programas e, claro está, são as micro, pequenas e médias empresas, a pequena agricultura e a agricultura familiar, entre outros exemplos, que mais sentem essas consequências, para mais tendo em conta a agudização da crise financeira e socioeconómica em resultado das políticas neoliberais.

Aliás, face ao aumento dos preços alimentares, do preço dos combustíveis e à revisão em baixa do crescimento económico dos vários países da UE, tais verbas deveriam ser utilizadas para promover o investimento público para a dinamização da economia e a urgente melhoria do rendimento dos trabalhadores.

4-146-828

Janusz Lewandowski (PPE-DE), na piśmie. – Druga poprawka, wniesiona do realizowanego już budżetu na rok 2008, tradycyjnie zawiera kilka elementów, które nie mają logicznego związku ze sobą. Jest to często cecha *amending budget*, utrudniająca ocenę propozycji. Zasadniczą sprawą jest jednak jakość uzasadnienia oraz formalna zgodność projektu z Regulaminem Finansowym. W pełni uzasadnione jest włączenie do budżetu roku 2008 niewykorzystanych środków strukturalnych ERDF, EAFRD i EFF (w wysokości łącznej 771,6 mln euro), co odpowiada treści i duchowi Porozumienia Interinstytucjonalnego z roku 2006, kiedy przewidywaliśmy opóźnienia w wdrożeniu nowej Perspektywy Finansowej. W momencie głosowania tej modyfikacji budżetowej można odnotować z satysfakcją, iż ponad 500 z 580 programów operacyjnych na lata 2007–2013 jest już zatwierdzonych, co oznacza przejście do fazy realizacji bieżcej siedmiolatki. Sprawozdawca Parlamentu widzi też celowość modyfikacji planów kadrowych dwóch agencji, mianowicie *European Medicines Agency* oraz *European Maritime Safety Agency*, zgodnie z wnioskiem Komisji Europejskiej, co stanowi elementy uzupełniające wstępny projekt budżetu korygującego nr 2/ 2008. Tego typu uzupełnienia przyjmowane są chętniej, aniżeli tendencja do mnożenia agencji wykonawczych i regulacyjnych Unii.

4-146-875

- Rapport : Romana Jordan Cizelj (A6-0167/2008)

4-146-882

Alessandro Battilocchio (PSE), per iscritto. – Il tentativo strategico di rilancio della competitività europea, proposto nella strategia di Lisbona e da ultimo ribadito nel Consiglio competitività del novembre 2007, ha portato l'UE ad intensificare i propri sforzi per incrementare il potenziale d'innovazione e di crescita europeo rispetto ai suoi concorrenti mondiali.

La chiave di un vero e proprio slancio nelle attività di ricerca e sviluppo sta nelle PMI che, spinte dalla lotta per la sopravvivenza sul mercato, sono portate per loro stessa natura all'innovazione. Tuttavia talvolta l'accesso all'attività di ricerca e sviluppo può risultare particolarmente oneroso dal punto di vista economico e burocratico.

Per questo motivo sostengo la presente relazione che sottolinea la necessità che l'UE si faccia portatrice del pensiero "prima i piccoli" e sostenga con particolare cura il potenziale creativo e di originalità delle PMI che costituiscono ancora parte trainante dell'economia europea.

Credo che una politica a favore della piccola imprenditoria debba essere fatta di sussidi e di indispensabili aiuti alla ricerca: in questo senso hanno funzionato il programma "Best" che ha consentito lo scambio di buone pratiche tra PMI, il PIC e il 7 programma quadro. Tuttavia ritengo altresì indispensabile una serie di misure rivolte alla facilitazione dell'attività d'impresa quali la riduzione delle barriere al mercato interno, l'eliminazione degli ostacoli burocratici, nonché un comportamento delle banche che favorisca il prestito alle PMI.

4-146-883

Avril Doyle (PPE-DE), in writing. – The Fine Gael Delegation in the EPP-ED welcomes Ms Jordan-Cizeli's report on a mid-term review of industrial policy. With regard to paragraph 7 of the report, we acknowledge the right of those Member States who wish to consolidate the European market in defence equipment and improve the global competitiveness of the EU defence industry, on the strict understanding that Ireland's military neutrality (as outlined explicitly in a declaration to the Treaties) is fully respected.

4-146-884

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), por escrito. – O relatório do Parlamento Europeu, aliás na sequência da própria comunicação da Comissão Europeia, esquece os enormes impactos sociais das indústrias existentes e persiste numa caminhada neoliberal que poderá garantir lucros elevados às grandes empresas, mas não assegura o emprego com direitos e a melhoria da qualidade de vida das populações.

Sendo certo que a indústria nos países da União Europeia contribui em mais de 80% para as despesas de I&D do sector privado e que os seus produtos inovadores representam cerca de 73% das exportações da UE, a verdade é que o relatório insiste na criação de um mercado interno aberto e competitivo a nível dos serviços e da indústria, o que só interessa aos grandes grupos económicos, dado que pode pôr em causa as micro, pequenas e médias empresas e uma percentagem elevada de emprego, o que pode afectar os rendimentos dos trabalhadores e de muitos pequenos empresários, e, portanto, a sua actividade como consumidores.

Por último, também discordamos do reforço do papel do sector da defesa da União Europeia, mesmo que isso possa ter implicações no aumento da indústria de armamentos. A nossa proposta de progresso e desenvolvimento social é acompanhada de uma perspectiva de paz, e não de guerra.

4-146-890

José Albino Silva Peneda (PPE-DE), por escrito. – Votei a favor deste relatório pela importância que confere a temas que me parecem essenciais, nomeadamente a promoção das pequenas e médias empresas (PME) na União Europeia.

Ao representarem mais de 90% do tecido empresarial europeu, as PME têm não só um papel económico no seio da União como também social pela sua contribuição notável para o emprego e crescimento.

Neste contexto, iniciativas como a da Comissão Europeia para a redução em 25% de burocracias desnecessárias enfrentadas por estas empresas e a promoção do investimento na qualidade dos recursos humanos e na investigação são de saudar.

O sector industrial da UE tem ainda grande potencial para melhorar, tanto na concretização da investigação e inovação em oportunidades de negócio como na própria antecipação destas oportunidades para uma mais célere adaptação às mutações do mercado.

A melhoria do enquadramento regulamentar, nomeadamente no que diz respeito ao sistema de patentes, de forma a facilitar o acesso ao mercado interno e o fomento do espírito empreendedor europeu são factores chave para o aumento da nossa competitividade industrial. Neste contexto a promoção de *clusters* regionais também me parece muito positiva.

Parece-me claro que uma indústria europeia próspera é crucial para o alcance dos objectivos de Lisboa.

4-146-906

Małgorzata Handzlik (PPE-DE), na piśmie. – Polityka przemysłowa ma istotne znaczenie dla realizacji celów strategii lisbonijskiej. Powinna ona tworzyć warunki ramowe dla rozwoju przedsiębiorstw, inwestycji przemysłowych, innowacji i tworzenia nowych miejsc pracy.

Cieszy mnie, że w tym kontekście zwrócono szczególną uwagę na potrzeby małych i średnich przedsiębiorstw, które stanowią przecież 99,8% przedsiębiorstw funkcjonujących na rynku europejskim. To właśnie te przedsiębiorstwa najbardziej odczuwają skutki nadmiernej biurokracji. W przeliczeniu na jednego pracownika mała firma ponosi średnio około dziesięć razy wyższe koszty w celu wywiązania się z obowiązków wynikających z przepisów prawnych niż duże przedsiębiorstwa.

Ponadto MŚP mogą mieć większe trudności z dostępem do rynków niż duże przedsiębiorstwa. Nie możemy zapominać, iż to MSP za sprawą innowacji i elastyczności przyczynią się w znaczny sposób do wzrostu gospodarczego oraz poprawy konkurencyjności przedsiębiorstw europejskich. Dlatego tak ważne jest przedstawienie kompleksowych rozwiązań, które przyczynią się do zmniejszenia obciążen administracyjnych, zwiększenia dostępu MŚP do rynku wewnętrznego oraz przetargów publicznych oraz pomogą im odpowiadać na nowe wyzwania. Propozycje tego typu mają znaleźć się w zapowiadanej przez Komisję Karcie Małego Biznesu.

Zgadzam się ze stanowiskiem sprawozdawcy, iż poprawa warunków regulacyjnych na poziomie europejskim musi być połączona z zaangażowaniem państw członkowskich. Bez działań krajowych w zakresie ograniczania obciążień administracyjnych nie uda się osiągnąć wymiernych korzyści gospodarczych.

4-146-937

- Raport : Bernard Léhideux (A6-0131/2008)

4-146-952

Sylwester Chruszcz (NI), na piśmie. – Postanowilem zagłosować przeciwko sprawozdaniu A6-131/2008. To następny dokument wpisujący się w tendencję do tworzenia bezsensownych bytów, obciążających budżet wspólnotowy. Pomimo istnienia 4 funduszy strukturalnych, funduszu spójności, 7. ramowego programu i kilkudziesięciu agencji unijnych, które zajmują się wyłącznie dojeniem budżetu wspólnotowego powstaje następna, która z całą pewnością będzie kosztować europejskiego podatnika określone pieniadze, ale o faktycznym zwalczaniu bezrobocia i ułatwianiu (a właściwie nieutrudnianiu) życia pracodawcom nikt tutaj nie wspomina.

4-146-960

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), por escrito. – Foi lamentável o que se passou hoje na votação em sessão plenária. O PPE apresentou uma proposta de emenda que punha em causa o acordo já conseguido com o Conselho e que visava melhorar o seu funcionamento, garantir melhores condições de apoio no estudo e análise dos mercados de trabalho nacionais e locais, na sua ligação com o Parlamento Europeu, que passaria a ter um papel reforçado no seu funcionamento e no seu controlo.

Com a aprovação da proposta do PPE, embora por uma margem estreita, todo o consenso obtido foi posto em causa. Assim, ao contrário do que estava previsto, tem de se realizar uma segunda leitura, pelo que o relatório vai voltar a ser debatido na Comissão do Emprego e dos Assuntos Sociais, por estarmos numa área legislativa de co-decisão.

Daí o nosso voto final de abstenção.

4-146-964

Ian Hudghton (Verts/ALE), in writing. – The European Training Foundation plays a valuable role in the development of vocational training systems in third countries. I believe that this Parliament should play a full part in the ETF's functioning and have accordingly been able to support the rapporteur's position.

4-146-968

- Proposition de résolution - Liban (B6-0271/2008)

4-146-976

Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM), skriftlig. – Junilistan sympatiserar med många delar av betänkandet. Vi välkomnar utvecklingen av ett fredligt och demokratiskt Libanon och ser gärna att EU:s medlemsländer aktivt medverkar i fredsprocessen. Vi anser dock att detta arbete ska ske inom ramen för varje medlemslands självständiga utrikespolitik, särskilt då den politiska situationen i Libanon rör känsliga frågor som medlemsstaternas regeringar i vida utsträckning är oense om. EU bör lämna plats åt FN i frågor som dessa, istället för att försöka konkurrera för att utveckla en egen utrikespolitik. FN är den internationella organisation som har bäst förutsättningar för att skapa en varaktig lösning av konflikten i Mellanöstern och komma till rätta med den politiska situationen.

4-146-980

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), por escrito. – A recente evolução da situação no Líbano não pode ser analisada à margem do agravamento da situação no Médio Oriente, onde se reforça a escalada de ingerência e de intervenção e ocupação militar dos Estados Unidos e seus aliados, procurando assegurar o domínio desta estratégica região.

A presente resolução - cuja proposta inicial foi ultrapassada pelos acontecimentos - para além de branquear a acção do Governo libanês no agravamento da recente situação no Líbano, branqueia igualmente as manobras de ingerência, de tentativa de bloqueio e de pressão exercidas por Israel e pelos EUA na situação interna deste país, de que são exemplo as manobras militares realizadas por Israel, o estacionamento da 6ª Esquadra dos Estados Unidos na região ou a promoção do boicote à Cimeira de Damasco (refira-se que, ao mesmo tempo que escamoteia o papel dos EUA e dos seus aliados na região, a maioria do PE aponta o dedo, uma vez mais, aponta o dedo à Síria e ao Irão).

A resolução insiste ainda em posições políticas que têm como objectivo imiscuir-se na situação interna do Líbano, omitindo que o agravamento da situação no Médio Oriente se deve, em primeiro lugar, à ocupação militar por parte de Israel dos territórios da Palestina, da Síria e mesmo do Líbano.

4-146-982

David Martin (PSE), in writing. – The situation in Lebanon is preoccupying. The agreement in Doha between the government and opposition leaders has provided the country with an opportunity to hopefully move towards relative peace and stability.

While the vote is yet to be made on the nomination of General Michel Sleiman as president, signs that all sides are prepared to negotiate are encouraging. I believe that the EU should continue to support measures to ensure that we no

longer witness the violence and political upheaval suffered by the Lebanese people. I voted in favour of the motion for a resolution.

4-146-984

-Proposition de résolution - Hausse des prix des produits alimentaires dans l'UE et dans les pays en développement (B6-0217/2008)

4-146-986

Jan Andersson, Göran Färm, Anna Hedh, Inger Segelström och Åsa Westlund (PSE), skriftlig. – Vi har valt att rösta för resolutionen eftersom de ökande livsmedelspriserna utgör ett problem för livsmedelsförsörjningen i världen.

Vi beklagar dock att parlamentet blundar för att EU:s protektionistiska jordbrukspolitik bidrar till att stora delar av världen saknar en väl fungerande livsmedelsproduktion.

4-146-494

Bernadette Bourzai (PSE), par écrit. – La crise alimentaire mondiale (83 % de hausse des prix) qui se traduit actuellement par des émeutes de la faim dans les pays en développement et une réduction du pouvoir d'achat des consommateurs européens les plus modestes est, selon moi, liée:

- à la spéculation boursière sans précédent sur les prix des produits alimentaires de base, qui profite d'une façon inacceptable des tensions et de la forte volatilité des marchés agricoles;
- au développement des cultures à des fins énergétiques, aux dépens des cultures alimentaires essentielles;
- aux lacunes de la politique européenne de développement;
- au fait que le soutien aux cultures d'exportation, dans les pays en développement, s'est fait au détriment des cultures vivrières et de l'autosuffisance alimentaire; et
- aux règles actuelles du commerce mondial qui génèrent des conditions particulièrement inéquitables pour les petits et moyens agriculteurs, en particulier dans les PVD.

Au-delà de l'action d'urgence, nous devons, lors du bilan de santé de la PAC, redéfinir nos moyens d'intervention sur les marchés mondiaux (infrastructures, stocks d'intervention, gestion des risques, prospectives et modélisation économique de l'évolution des prix, etc.), revenir sur le découplage des aides et repenser globalement nos modèles de production agricoles pour qu'ils soient productifs et durables.

4-146-740

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), por escrito. – Não posso deixar de registar alguma contradição entre esta resolução do Parlamento Europeu e as propostas de revisão da Política Agrícola Comum que a Comissária responsável pelo pelouro da Agricultura aqui apresentou esta semana.

Foi particularmente chocante que a Comissária tivesse ignorado todo o drama social e o forte impacto da escalada no aumento dos preços dos alimentos que se tem verificado nos últimos meses, para o que muito contribuiu o abandono da terra e o desaparecimento de muitos milhares de explorações agrícolas, insistindo em cortar os míseros apoios que recebem cerca de 70 mil pequenos agricultores portugueses, ao propor um limiar mínimo, mas esquecendo-se de indicar um limiar máximo.

É conhecido o efeito negativo da última reforma da PAC, designadamente o desligamento das ajudas à produção. Por isso, é particularmente grave que, no actual contexto, tenha anunciado a supressão total dos pagamentos associados à produção ainda existentes (com exceção apenas das vacas em aleitamento, dos caprinos e ovinos), transferindo-os para o regime de pagamento único, ao mesmo tempo que avança no desmantelamento progressivo de organizações comuns de mercado importantes e no desmantelamento do sistema de quotas leiteiras, na supressão da intervenção em áreas como o trigo duro, o arroz e a carne de suíno, fomentando ainda mais o abandono da terra e da actividade agrícola.

4-146-987

Neena Gill (PSE), in writing. – I voted for this resolution to support particularly paragraphs 16 and 35 that call for the developed world to clamp down on agricultural subsidies.

The call by French agriculture minister, Michel Barnier, for Europe to establish a food security plan and resist further cuts in Europe's agriculture budget is ill-thought out. After serving on the Parliament's Budget Committee for eight years, where I became well-versed in the anomalies of the CAP, I believe such a move would be counterproductive. It would raise world food prices at a time of crisis and do nothing for the long-term health of European agriculture.

France will soon take over the EU Presidency, and a review of the EU budget is overdue. President Sarkozy must grasp the opportunity to begin real reform of the agricultural subsidies within the CAP and allow the EU to fulfil its responsibilities to the developing world.

The UK Government, on the other hand, was right to call for a trade deal to allow poorer countries greater access to developed world markets. This could help the world's 100 million people in poor countries who would otherwise be pushed deeper into poverty. However, more must still be done at EU level.

4-146-002

Vasco Graça Moura (PPE-DE), por escrito. – O crescimento económico mundial e a política dos biocombustíveis criaram um paradoxo. Dado o nível de riqueza atingido mundialmente, é grave que muitas famílias se debatam para comer. O mercado é condicionado por uma concentração demográfica nos aglomerados urbanos sem precedentes, pelo abandono da agricultura para as actividades terciárias, e pelo consumo de bens alimentares básicos noutros elementos complexos da cadeia alimentar, caso da pecuária.

Os biocombustíveis introduziram um ladrão no campo e um convidado inesperado à mesa. A concorrência entre fontes de energia e alimentação orquestra os seus preços.

Enfrentamos problemas de escassez, de sustentabilidade, de segurança e ecológicos. As políticas de auto-suficiência respondem ao desaparecimento de reservas estratégicas e temem-se guerras. Dadas as restrições anunciadas de venda de grãos, o volume das colheitas deste ano será crucial. A especulação é tal que Bancos Centrais alertam para o risco inflacionista subjacente e na Índia foi proibida a negociação de contratos de futuros sobre alimentos.

Urge reverter a situação em favor dos agricultores, que ainda não sabem que frutos colherão, especialmente os mais pequenos, vítimas de políticas agrícolas perversas e incongruentes. A técnica e a ciência que outrora divergiram encontram assim uma nova oportunidade da qual todos beneficiaremos.

4-146-495

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), por escrito. – Sob a pressão da agudização da crise capitalista a nível mundial, mesmo que com limitações, a resolução aprovada não deixa de constituir uma denúncia das consequências das políticas da UE quanto à agricultura, pondo a nu os reais e inaceitáveis objectivos da PAC e dos acordos da OMC.

No entanto, a resolução não aponta os verdadeiros responsáveis pela gravíssima situação actual, nem retira as devidas consequências do diagnóstico que apresenta, ao não colocar em causa as políticas que estão na origem daquela, entre outros exemplos:

Não afirma a soberania alimentar como questão central para o assegurar do direito à alimentação;

Não coloca a elevação dos rendimentos da pequena agricultura e da agricultura familiar como condição necessária para a preservação da agricultura, do mundo rural e da segurança alimentar;

Não exige a saída da agricultura da OMC, que a produção agro-alimentar deixe de ser tratada como uma vulgar mercadoria e a revisão do acordo de Blair House;

Não exige a ruptura com a PAC, o fim do desligamento das ajudas da produção, a aplicação de um verdadeiro plafonamento e modulação em prol da pequena agricultura e da agricultura familiar e uma justa redistribuição entre países e produções, promovendo o pleno desenvolvimento da produção agro-pecuária de cada país.

4-146-988

James Nicholson (PPE-DE), in writing. – We have entered into a period characterised by food insecurity. Prices have risen dramatically and the demand for food is rising faster than supply. A combination of climatic factors (such as prolonged droughts) and the use of grain in the production of biofuels has further aggravated the situation.

This current state of affairs is particularly worrying in the context of the developing world. In poorer countries such as Haiti, food shortages have already led to incidents of riots and civil unrest. As this resolution points out, the priority of the international community should be to ensure food autonomy and self sufficiency for developing countries.

However, rising food prices do not only affect poorer nations. The EU must now take action in order to stabilise this situation. First and foremost, we should be encouraging our farmers to produce more. Moreover, a more sensible balance regarding the use of grain for food supply and energy production needs to be achieved. A review of the CAP Health Check would be an ideal forum in which to address these issues.

4-146-990

Mieczysław Edmund Janowski (UEN), na piśmie. – Głosowałem za przyjęciem rezolucji dotyczącej wzrostu cen produktów spożywczych w UE i w krajach rozwijających się. Problem ten ma wymiar ogólnoświatowy. Liczne są

przyczyny takiego stanu rzeczy. Można pośród nich wymienić rosnący popyt na żywność, wzrost cen paliw, kłęski ekologiczne (a zwłaszcza susze), zmniejszenie areału roślin przeznaczonych do konsumpcji bądź na pasze (kosztem zwiększania obszarów przeznaczonych na tzw. rolnictwo energetyczne) itp. Popieram więc pomysł ONZ na moratorium w sprawie biopaliw.

Widoczne są także próby spekulacji finansowych na rynku żywnościowym. Nie bez znaczenia są również błędne i zbędne kwoty limitujące produkcję rolną, np. kwoty mleczne ograniczające produkcję mleka i jego przetworów w Polsce. Fatalne skutki w krajach najuboższych przynosi rozdawnictwo lub sprzedaż po symbolicznych cenach żywności pochodzącej z naszych nadwyżek. Taka pomoc jest wskazana jedynie w sytuacjach katastrof czy kłęsk. Inaczej niszczy ona kompletnie tamtejszych rolników, którym nie opłaca się ani uprawa roli, ani hodowla zwierząt. Rosnące szybko ceny żywności i brak pracy mogą prowadzić także do destabilizacji społecznej w tych krajach.

Słyszeliśmy ostatnio o dramatycznym przypadku sprzedania przez mieszkańców Afganistanu swej córki, by za uzyskane w ten sposób pieniądze utrzymać resztę rodziny. Pamiętajmy o inflacyjnym oddziaływaniu wzrostu cen żywności. Oby nie uruchomiło to efektu spirali gwałtownego wzrostu wszystkich cen.

4-146-496

David Martin (PSE), in writing. – 850 million people across the world go hungry everyday. This crisis requires swift and effective action from the EU and its Member States. I join the calls for an impact assessment of the role of retailers in the food chain and the Commission and Member States to analyse discrepancies in prices charged by farmers for their produce and those charged by major retailers.

Indeed, this crisis is of a global scale and much needs to be done in developing countries. We should therefore be focusing on helping developing countries in areas such as agriculture, rural development and agribusiness. I voted in favour of the resolution.

4-146-249

Véronique Mathieu (PPE-DE), par écrit. – À une heure où la flambée des prix des produits alimentaires est des plus préoccupantes, une résolution du Parlement européen apparaît plus que jamais nécessaire.

D'une part, la pénurie alimentaire qui sévit dans de nombreux pays du monde est proprement inacceptable. Des mesures d'urgence doivent être proposées pour mettre un terme à la famine qui affecte, en ce moment même, les populations les plus vulnérables des pays en développement. Outre ces mesures d'urgence, qui ne permettront pas d'apporter une solution à long terme au problème, l'UE doit mettre en place une stratégie, en accord avec les organisations internationales (notamment la Banque mondiale, le FMI, la FAO et l'OMC). Une stratégie de fond qui devra intégrer l'ensemble des causes de la crise: évolution des habitudes alimentaires en Asie, essor rapide des cultures de biocarburants, etc.

D'autre part, au sein de l'Union européenne, la hausse inquiétante du prix du panier du consommateur offre l'occasion d'une réflexion approfondie sur la réforme de la politique agricole commune. À l'heure du bilan de santé, des propositions concrètes doivent être faites pour mettre un terme à cette inflation au sein même du marché intérieur, mais aussi pour assurer l'autosuffisance alimentaire de l'UE.

4-146-126

Toomas Savi (ALDE), in writing. – When I participated in the election observation mission in Nigeria last April, I came across the shocking fact that Nigeria, once an exporter of agricultural products, had become an importer of food. The demographic situation in the developing countries has increased the demand for food drastically, but ongoing military conflicts, the fight against deadly diseases, such as HIV/AIDS, malaria and tuberculosis as well as ineffective administration have distracted the governments of developing countries from responding to this need.

I supported the European Parliament resolution on rising food prices in the European Union and developing countries and hope that the European Union will continue improving its development policies and engage further in fair international trade.

4-146-003

Olle Schmidt (ALDE), skriftlig. – Resolutionen om stigande matpriser i världen hade kunnat bli ett värdefullt tillskott till den aktuella debatten om EU:s jordbrukspolitik och dess konsekvenser.

Ändå blev resultatet en besvikelse. I första delen slår man fast att viljerikningen går mot ökad reglering och nya varulager – trots att de höga matpriserna för första gången på länge gjort jordbruket till en verkligt lukrativ sektor.

I andra delen talar man om "rätten till mat" i tredje världen och vikten av att prioritera föda framför bränsle. Samtidigt spretade slutresultatet i omröstningen vad gäller fördelar och nackdelar med biobränslen åt alla håll!

Politik består av målkonflikter och detiktigaste för en politiker är att kunna hitta en balans och prioriteringsordning dem emellan. Det gjorde inte den här resolutionen. Därför lade jag ned min röst.

4-146-991

Richard Seeber (PPE-DE), schriftlich. – Der Anstieg der Lebensmittelpreise muss unbedingt aufgehalten werden, sonst steuern wir auf große Schwierigkeiten zu. Wir brauchen vielschichtige Strategien, die auf der einen Seite die Produktion von Lebensmitteln wieder ankurbeln – wie beispielsweise durch die vorübergehende Aussetzung der Stilllegungsprämie –, aber auch eine bessere Koordination und Verteilung der Lebensmittel erlauben. Den armen Ländern, die von den steigenden Preisen am stärksten betroffen sind, muss möglichst schnell, wohl organisiert und vor allem nachhaltig aus der Krise geholfen werden. Große Agrarexportländer wie Argentinien oder die USA müssen hier global handeln und dürfen nicht nur an ihr eigenes Wohl denken.

Bei der Debatte um Biokraftstoffe darf nicht außer Acht gelassen werden, dass ihre Produktion auf 2 % der EU-Anbaufläche nur eine sehr geringe Auswirkung auf die Lebensmittelpreise hat. Biotreibstoff soll nicht zu Lasten der Nahrungsmittelproduktion gehen, daher müssen wir uns intensiv um die Biotreibstoffproduktion der „zweiten Generation“ bemühen. Dann wäre Biomasse Grundlage des Kraftstoffes, also im Prinzip biologischer Abfall, der sonst kaum Verwendung findet.

4-146-992

-Proposition de résolution - Négociations entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'exemption de visa (B6-0233/2008)

4-146-993

Carlos Coelho (PPE-DE), por escrito. – Na sequência da implementação da reforma legislativa americana relativa ao reforço dos requisitos de segurança ao abrigo do Visa Waiver Programme, os EUA decidiram propor memorandos de entendimento individuais a cada EM, numa tentativa de dividir para reinar.

Esses acordos são inaceitáveis, não só por não respeitarem a competência comunitária nesta matéria, mas também porque põem em causa o princípio da cooperação leal e originam um tratamento desigual entre os cidadãos dos vários EM, em matéria de vistos.

Apludo a atribuição de um mandato à Comissão (no âmbito da competência comunitária) para negociar um acordo entre a UE e os EUA, onde deverá ser garantido um tratamento uniforme com condições iguais para todos os cidadãos da União em termos de isenção de vistos, caso queiram entrar no território americano (como, aliás, a União já aplica em relação a todos os cidadãos americanos que queiram entrar na União).

É importante que estas negociações se desenrolem com celeridade e impregnadas de um espírito de unidade europeia, de forma a que, em 2009, todos os EM possam já participar no regime reformado de isenção de vistos dos EUA.

Considero, no entanto, que só existirão as condições propícias para tal se os acordos bilaterais entretanto celebrados forem anulados. Aguardo, assim, o parecer do serviço jurídico do PE, que espero possa confirmar esta posição.

4-146-004

Urszula Gacek (PPE-DE), in writing. – The adoption of the 'Motion for a resolution on negotiations between the European Union and the United States with regard to visa exemptions' is welcomed by the EPP-ED.

It marks an important step in coordinating activities of Member States and the European Commission in their negotiations with the United States. It recognises that discrimination of a large group of EU citizens is unacceptable and shows solidarity on the part of those Member States already in the programme with those who still face inconvenient and sometimes demeaning visa application procedures. It draws attention to the fact that reasons for visa refusal are non-transparent. A rapid fall in the rate of refusal in some countries and not others creates suspicions that countries outside visa waiver are not treated on the same terms by the United States.

Representing Poland, a country outside the visa waiver regime, I trust that the resolution will lead to a speedy and satisfactory conclusion of an agreement allowing all EU citizens to travel to the US on the same terms. The EU and Member States have made a concerted effort to resolve the problem. We are hopeful that the United States will meet this initiative with an open and positive response.

4-146-499

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), por escrito. – Da presente resolução retiramos:

Que, apesar de a UE ter logrado um acordo de reciprocidade com vários países, mas não em relação aos EUA - pelo que a Comissão Europeia propôs, em 2006, o restabelecimento temporário da obrigação de visto para os titulares de passaportes diplomáticos e de passaportes de serviço/oficiais, a fim de acelerar os progressos para o estabelecimento da reciprocidade, relativamente a este país -, o Conselho não deu seguimento a esta proposta, que a resolução caracteriza como simbólica.

Que a situação se tornou complicada em termos jurídicos, quando os EUA reformaram o seu regime de isenção de vistos, com base na dita luta contra o terrorismo, acrescentando medidas de segurança (incluindo o acesso a dados e informações

de cidadãos de países terceiros), exigindo de outros países que desejam participar no programa de isenção de vistos a assinatura de um Memorando de entendimento bilateral e das suas normas de execução vinculativas.

E que, face às exigências dos EUA, os diferentes Estados-Membros da UE se dividiram, evidenciando, afinal, as suas prioridades...

A resolução insere-se no esforço de limitar os danos, no entanto, em nossa opinião, sem salvaguardar princípios que consideramos fundamentais, como a soberania dos Estados e os direitos, liberdades e garantias dos cidadãos.

4-146-994

Mieczysław Edmund Janowski (UEN), na piśmie. – Popieram rezolucję PE dotyczącą negocjacji wizowych z USA. Należy je prowadzić w imieniu wszystkich członków Unii. Rząd USA oraz rządy krajów, które podjęły już negocjacje bilateralne powinny uwzględnić podmiotowość UE i jej kompetencje traktatowe.

Potrzebne są jasne zasady rozmów dwustronnych o ruchu bezwizowym ze Stanami Zjednoczonymi, istnieją jednak sprawy leżące w gestii Unii. Tu potrzebna jest wzajemność. Niestety, w odniesieniu do Polski, która jednostronnie zniosła obowiązek wizowy wobec obywateli USA już 15 kwietnia 1991 r., ta asymetria jest bardzo jaskrawa. Nie przekonują mnie argumenty, że rozstrzyga o tym nazbyt wysoki wskaźnik odmów wizowych.

Te odnowy wynikają, moim zdaniem, często z arbitralnej decyzji urzędnika amerykańskich służb konsularnych, który - niekiedy nie wiadomo na jakiej podstawie - wnioskuje, że ktoś nielegalnie przedłużyłby wizytę w USA. Takie domniemania są dalece nieobiektywne i czasami wręcz uwłaczające. Również kurs dolara wobec złotówki nie daje już rozsądnego argumentu dotyczącego pracy na czarno. Dziś ważne są wyjazdy turystyczne, biznesowe, wizyty u przyjaciół czy rodziny. Uważam, że tracą na tym także Stany Zjednoczone, zamkając swoje granice przed sojusznikami i utrzymując je nieszczelnymi wobec potencjalnych terrorystów. Jak budować współpracę transatlantycką nie ufając swym sojusznikom? - To nie jest pytanie tylko retoryczne. Wielu moich wyborców zwraca uwagę na ten problem

4-146-995

Peter Skinner (PSE), in writing. – Europe's citizens have come together to enjoy the benefits of a European Union which can express itself not only in Europe but without. Nowhere is this more obvious than in the treatment of its citizens when travelling abroad. Visas are already not asked for by the USA for many EU countries. Whilst I understand the legitimate right of the USA to make up its own mind on the issue, I feel there is a rational argument in favour of extending this right to all of the EU's citizens. I feel that a properly negotiated agreement with the USA should reflect the non-discrimination approach required by the Parliament.

4-146-005

Silvia-Adriana Ticău (PSE), în scris. – Am votat pentru rezoluția Parlamentului European privind negocierile dintre Uniunea Europeană și Statele Unite cu privire la Programul de scutire de vize (visa waiver).

Am votat pentru amendamentul oral propus de deputatul socialist Lambrinidis, deoarece acesta solicită excluderea oricărei forme de discriminare directă sau indirectă între cetățenii europeni, inclusiv pe bază de naționalitate. Astfel, se atrage atenția asupra consecințelor lipsei de coordonare dintre instituțiile comunitare și statele membre, în negocierile internaționale.

De asemenea, am votat în favoarea amendamentului 8, amendat oral de colega Gacek. Noul text exprimă nemulțumirea Parlamentului European privind situația existentă în care doar cetățenii a 12 state membre, printre care și România, nu sunt scuți de vize pentru Statele Unite ale Americii.

Am votat pentru amendamentul 1 depus de Grupul Socialiștilor Europeni care solicită Comisiei să garanteze, în temeiul principiului cooperării loiale, aplicarea unui tratament egal tuturor cetățenilor din statele membre în privința scutirii de vize. Am votat pentru amendamentul 2 depus de Grupul Socialiștilor Europeni deoarece el constată că, la reuniunea din 13 martie 2008 a Troicii ministeriale din domeniul JAI, SUA au recunoscut competența Comunității de a negocia acorduri internaționale privind politica în domeniul vizelor.

4-146-996

-Proposition de résolution - Situation tragique en Birmanie (B6-0244/2008)

4-146-008

Edita Estrela (PSE), por escrito. – Votei favoravelmente a proposta de resolução comum sobre a Birmânia, pois tendo em consideração a dramática situação que se verifica no país, é urgente restabelecer a democracia e o respeito pelos direitos humanos.

Lamento o comportamento das autoridades da Birmânia perante o ciclone que devastou o país, provocando milhares de mortos e desalojados, e condeno vigorosamente a conduta do regime birmanês face a esta tragédia, impedindo o acesso às equipas de apoio humanitário e recusando o socorro das vítimas.

4-146-997

Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM), skriftlig. – Den humanitära katastrof som inträffat i Burma är en enorm tragedi och Junilistan instämmer i att den burmesiska regeringens hantering av situationen har varit under all kritik. Hjälp måste nå fram till de hundratusentals drabbade människorna. Det är prioritet nummer ett. Vi sympatiserar därför starkt med resolutionen i dess kritik mot Burmas regering, som har satt sin egen makt före medborgarnas överlevnad. Däremot är det inte EU:s uppgift att fördöma och uppmana andra länder att sätta tryck på Burma att öppna sina gränser. Inte heller är det upp till EU att uppmana Internationella brottmålsdomstolen att åtala Burmas regering. Det är det globala samfundet som genom FN ska hantera dessa centrala folkrättsliga frågor. Tyvärr finns en tendens hos EU att ta katastrofer till hjälp för att flytta fram sin egen position inom utrikespolitiken.

4-146-007

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), por escrito. – Expressamos o nosso profundo pesar pelas vítimas do ciclone ocorrido nos passados dias 2 e 3 de Maio que atingiu várias regiões de Mianmar (Birmânia).

Sem dúvida, consideramos que deverão ser desenvolvidos todos os esforços diplomáticos, nomeadamente no quadro das Agências da ONU, para prestar o urgente socorro e apoio às vítimas, procurar minimizar o número de vítimas mortais, dar resposta aos problemas com que se confrontam as populações e dar início às actividades de reconstrução das inúmeras infra-estruturas destruídas, em cooperação com as autoridades birmanesas, aliás como a resolução sublinha.

No entanto, discordamos de iniciativas que, com base na denominada *ingerência humanitária*, não deixarão de dificultar e colocar em causa os esforços actualmente empreendidos pelas Agências da ONU, pela ASEAN e diversos países da região para o encontrar de soluções que ajudem a ultrapassar actuais obstáculos e a minorar o sofrimento das populações atingidas.

Iniciativas que, instrumentalizando de forma inaceitável a situação dramática de milhares e milhares de seres humanos, visam, em primeiro lugar, usar a catástrofe humanitária para fins políticos e como uma oportunidade para alcançar objectivos geoestratégicos, comprometendo, afinal, a premente ajuda humanitária que tanto dizem urgente e necessária. No fundo, promovendo situações que poderão acrescentar à tragédia natural a tragédia da guerra...

4-146-254

Ian Hudghton (Verts/ALE), in writing. – I fully support the resolution dealing with the tragic situation in Burma. The original natural disaster of the cyclone has now been overtaken by the man-made disaster created by the Burmese Government's response. The Burmese Government has a moral and legal duty towards its citizens and must allow international aid in to prevent the situation becoming even more serious.

4-146-440

David Martin (PSE), in writing. – The tragic situation in Burma demands urgent attention. In so far rejecting international aid, the Burmese regime has proven their disregard for the seriousness of the situation at hand. For the victims of Cyclone Nargis, this is not an issue of politics, but of survival. I join my colleagues in urging the military regime to accept offers of assistance from the international community.

Indeed, our Asian partners also have a role to play in putting pressure on the regime in Rangoon. I reiterate my view that, in encouraging other ASEAN countries to reconsider Burma's membership, Rangoon would encounter strong pressure to finally acknowledge the rights and freedoms that its population have been, and are still, crying out for. I join my colleagues in voting in favour of this motion.

4-146-998

-Proposition de résolution - Catastrophe naturelle en Chine (B6-0242/2008)

4-146-006

Alessandro Battilocchio (PSE), per iscritto. – Signor Presidente, voglio innanzitutto dare atto alla Commissione di aver da subito dato risposte all'emergenza seguita al terremoto del 12 maggio. Le cronache dicono che sono crollate fabbriche, scuole e anche abitazioni civili, che in certe aree il sisma ha abbattuto l'80 per cento degli edifici, che in alcune città sono collassati gli edifici scolastici seppellendo gli studenti e che, purtroppo, le fabbriche chimiche hanno disperso tonnellate di materiale inquinante nel terreno.

Stavolta riusciamo a seguire, in tutta la sua crudezza, questa strage in diretta grazie alla stampa ed alle dichiarazioni – che non appaiono reticenti – delle autorità cinesi. Va notato che, rispetto alla follia del vicino regime birmano, in Cina in questa occasione c'è un'apertura ai soccorsi e agli aiuti internazionali. Come ha assicurato in più riprese il Commissario Michel, l'Europa deve proseguire nella sua azione umanitaria nella disastrata provincia di Sichuan.

4-146-502

Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM), skriftlig. – Hjälp och pengar till de människor i Kina som drabbats av naturkatastrofen är ett måste för att hantera denna tragiska situation. Men sådan hjälp kan medlemsländerna själva erbjuda, direkt till den olycksdrabbade regionen. Hjälpen behöver inte gå via EU. Det finns andra internationella organisationer som är bättre skickade att samordna den humanitära hjälpen. FN är, med sin långa erfarenhet och globala räckvidd, ett

tydligt exempel på detta. Vi anser att denna resolution är ännu ett försök av EU att agera utrikespolitiskt och använda sig av en katastrof för att ta ytterligare steg mot en federal stat som bedriver utrikespolitik.

4-146-626

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), por escrito. – Expressamos o nosso profundo pesar pelas vítimas do sismo ocorrido no passado dia 12 de Maio, que atingiu várias províncias e regiões autónomas da República Popular da China, assim como a nossa solidariedade para com o povo chinês que, neste momento de sofrimento, tem demonstrado tanta coragem e entreajuda.

Como tem sido salientado, as autoridades chinesas empreendem, com notável celeridade e eficiência, a urgente tarefa de prestar socorro e apoio às vítimas, procurando minimizar o número de vítimas mortais, dar resposta aos problemas com que se confrontam as populações e dar início às actividades de reconstrução das inúmeras infra-estruturas destruídas.

Daí a necessidade de os diferentes Estados-Membros e a UE disponibilizarem prontamente meios e ajuda de emergência que contribuam para este gigantesco esforço das autoridades chinesas de prestar ajuda às populações afectadas pelo terremoto.

4-146-672

David Martin (PSE), in writing. – I join my colleagues in saluting China's efforts in helping its people following the earthquake in Sichuan province. What we are seeing with China is an example to other states in the region faced with the massive destruction caused by such natural disasters.

I also agree that the EU should be actively helping China with reconstruction efforts. I voted in support of the resolution.

4-146-719

Zita Pleštinská (PPE-DE), pisno. – Hlasovala som za Uznesenie Európskeho parlamentu o prírodnej katastrofe v Číne. Zemetrasenia sú jednou z najsmrtonosnejších a najničivejších prírodných katastrof na svete a spôsobujú obrovské straty na životoch a rozsiahle škody na majetku.

Zemetrasenie v Číne o sile 7,8 stupňa šokovalo obyvateľov na celom svete. Obrovské množstvo ľudských životov a ťažká situácia všetkých, ktorí trpia dôsledkami zemetrasenia sú strašnými dôsledkami ničivého zemetrasenia hlavne v provincii Sechuan. Vyjadrujem hlbokú sústrast' a solidarity čínskemu ľudu a početným obetiam.

Je chvályhodné, že čínske orgány na katastrofu včas reagovali priatím krízových opatrení. Treba oceniť pripravenosť Číny prijať zahraničnú pomoc. Potešujúcim signálom je skutočnosť, že čínske a zahraničné médiá môžu poskytovať podrobne a presné informácie o katastrofe.

Oceňujem, že do dnešného dňa EÚ poskytla viac ako 10 miliónov EUR. Čína však viac ako finančnú pomoc potrebuje praktické skúsenosti Európanov. Z tohto dôvodu je potrebné sprístupniť najlepšie postupy pri poskytovaní pomoci civilnému obyvateľstvu a pri zmierňovaní následkov. Je potrebné aplikovať seismické znalosti EÚ a zistíť dôvody nedostatočnej stability objektov. Seismická oblasť Sechuan by sa mala zmeniť na laboratórium pod holým nebom, aby sa preskúmali možnosti a využili poznatky pre obnovu provincie.

4-146-999

-Proposition de résolution - Traité mondial visant à l'interdiction des armes à l'uranium (B6-0219/2008)

4-146-967

Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM), skriftilig. – Ett förbud mot denna typ av vapen måste genomföras på ett globalt plan, genom FN, och på initiativ av nationalstater, inte av Europaparlamentet. Vi är emot en gemensam europeisk säkerhetspolitik som leder till ett Europas förenta stater. Därför har vi röstat emot resolutionen.

4-146-484

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), por escrito. – Tendo plena consciênci a do carácter recuado da resolução, votámo-la favoravelmente, essencialmente, pelo conteúdo dos seus pontos 7 e 8, onde se:

Reitera o apelo a todos os Estados-Membros da UE e aos países da NATO para que imponham uma moratória à utilização de munições com urânio empobrecido, redobrem esforços com o fim de se alcançar uma proibição completa e ponham sistematicamente termo à produção e aquisição deste tipo de armamento;

E se insta os Estados-Membros e o Conselho a tomarem a iniciativa da elaboração de um tratado internacional com vista a lograr a proibição do desenvolvimento, da produção, da armazenagem, da transferência, dos ensaios e da utilização de munições contendo urânio, bem como a destruição ou a reciclagem das que já existem (mesmo que o PE tenha condicionado, inaceitavelmente, esta exigência).

No entanto, não podemos deixar de salientar que a maioria do PE foge ao apontar de responsabilidades na utilização para fins militares do urânio empobrecido. Isto é, procura branquear os crimes cometidos pela NATO, EUA e seus aliados no

Kosovo, no Afeganistão ou no Iraque (aliás, onde para além de serem utilizadas munições com urânio empobrecido, foram usadas bombas de fragmentação ou fósforo branco).

4-146-242

Ian Hudghton (Verts/ALE), in writing. – I fully support calls for the establishment of an international treaty to ban depleted uranium weapons. The use of these weapons causes fatal diseases amongst both military personnel and the civilian population. The EU has a moral duty to take a lead on this issue and work towards the total elimination of these weapons.

4-146-121

David Martin (PSE), in writing. – EU Member States and the Council must take the lead in negotiating an international treaty aimed at introducing a ban on the development, production, stockpiling, transfer, testing and use of uranium weapons.

Indeed, I feel that the treaty must not stop there. States must not be given the opportunity to continue using old stocks of these weapons whose impact on health and the environment remains, in my view, uncertain. Existing stocks must be destroyed or recycled. I voted in favour of this resolution.

4-146-001

-Proposition de résolution - REACH (B6-0237/2008)

4-146-125

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), por escrito. – Esta resolução dá continuidade ao processo REACH, relativamente ao qual nos abstivemos por considerarmos que não ia ao encontro dos legítimos direitos e preocupações dos consumidores, das pequenas e médias empresas, da protecção dos trabalhadores e da protecção do ambiente. Considerámos que o equilíbrio necessário entre protecção da saúde dos trabalhadores, defesa do ambiente e desenvolvimento industrial não estava plenamente alcançado, por não terem sido devidamente assegurados os direitos dos consumidores, com a limitação do direito à informação e do direito à saúde dos trabalhadores. Igualmente, não teve em devida conta as micro e PME ao, inevitavelmente, aumentar os custos para o registo de substâncias, sem o apoio adequado, e até das grandes empresas que já manifestaram o desejo de substituir os químicos perigosos.

Agora, refere-se às medidas para racionalizar e acelerar os procedimentos internos da Comissão de validação e aceitação regulamentar de novos métodos alternativos de ensaio, em que a Comissão afirma assegurar um processo mais transparente que envolva a consulta de todas as partes interessadas na fase preparatória de qualquer proposta relativa a um regulamento de adaptação ao progresso técnico dos métodos de ensaio. Mantivemos a mesma posição, esperando que haja efectivamente mais transparência.

4-146-250

- Rapport: Janusz Wojciechowski (A6-0147/2008)

4-146-593

Bernadette Bourzai (PSE), par écrit. – J'ai soutenu le rapport Wojciechowski sur une nouvelle stratégie de santé animale. Élue de la circonscription Massif central-Centre, je suis particulièrement préoccupée par l'épidémie de fièvre catarrhale ovine qui sévit actuellement en Europe et qui est très sérieuse du fait de sa durée, de sa propagation, de la diffusion des différents sérotypes de la maladie dans des zones jusque-là indemnes et des conséquences socio-économiques graves découlant des limitations à la circulation des bêtes et au commerce. Je pense que la Commission, dans le cadre d'un plan d'action de santé animale, doit améliorer sa capacité de réaction face à des épidémies animales aussi graves par le biais du financement de la recherche, de l'indemnisation des pertes, d'avances sur les paiements, etc. J'ai voté contre l'amendement n° 12 qui évoque le fait que le transport d'animaux vivants sur de longues distances est susceptible d'accroître les risques et qu'il faudrait limiter à neuf heures le temps de transport des animaux destinés à l'abattage. Par contre, j'ai voté pour l'amendement n° 3 qui estime que pour le bien-être des animaux, la qualité du transport est plus importante que sa durée. Il existe sur ce dossier un règlement spécifique strict dont nous devons plutôt contrôler la mise en application.

4-146-936

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), por escrito. – Consideramos que o relatório apresenta um conjunto de medidas positivas que é necessário valorizar e a que a Comissão deverá dar seguimento, nomeadamente:

- a necessidade de uma contribuição comunitária substancial nas doenças importantes, a fim de garantir a igualdade de tratamento e de oportunidades sempre que estas estejam para além dos recursos financeiros dos países e dos produtores em causa;

- o reconhecimento de que os produtores da UE se defrontam com custos mais elevados devido às normas mais exigentes em vigor na UE, devendo ser protegidos face às importações de produtos de origem animal obtidos segundo normas menos exigentes;

- a necessidade de a Comissão ajudar os agricultores a fazer face aos elevados custos incorridos com a aquisição dos equipamentos necessários para o registo dos animais.

No entanto, mantemos algumas críticas, designadamente na área do financiamento público, o qual deve ser reforçado, para não ter de estabelecer seguros privados que visem reparar prejuízos de erradicação de doenças. Não podemos estar de acordo com a possibilidade de ser acometida toda a responsabilidade pela erradicação de doenças aos agricultores, através do pagamento de um seguro privado.

4-146-874

Duarte Freitas (PPE-DE), por escrito. – A estratégia de saúde animal para 2007-2013, proposta pela Comissão Europeia, merece o meu apoio, uma vez que considero necessário iniciar rapidamente o debate entre as instituições europeias no sentido de se criarem futuras propostas de legislação.

De facto, é necessário priorizar acções ao nível europeu, criar um enquadramento de saúde animal moderno, melhorar a prevenção e a monitorização, assim como a investigação científica.

Aprovo, assim, o relatório Wojciechowski, não deixando de frisar que, ao nível das restrições ao transporte de animais para abate, sou contra qualquer tipo de imposições suplementares, dado que a legislação existente já contém suficientes provisões no sentido de minorar o sofrimento animal.

4-146-858

Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM), skriftlig. – Detta betänkande behandlar en mycket viktig fråga. Men som alltid föreslår jordbruksutskottet höjda anslag i olika sammanhang från EU till jordbruket. Därför tvingas vi rösta nej till betänkandet i dess helhet, även om vi principiellt är för åtgärder för ökad djurhälsa inom unionen.

4-146-842

Ian Hudghton (Verts/ALE), in writing. – I voted against paragraph 52 of the Wojciechowski report which gives support for the principle of electronic tagging. Proposals in this area have not been proportionate and the Commission must rethink its strategy. Sheep farming plays a vital role in many parts of rural Scotland and the EU must act in such a way as to protect these rural economies, not impose additional burdens on sheep farmers.

4-146-811

Astrid Lulling (PPE-DE), par écrit. – J'ai voté en faveur du rapport sur une nouvelle stratégie de santé animale pour l'UE car je suis clairement en faveur de l'agriculture durable et je ne peux que soutenir les initiatives politiques et les pratiques visant à promouvoir celle-ci.

La santé et le bien-être du bétail de rapport sont essentiels afin de pouvoir assurer la santé publique par le biais de la production d'aliments sains. La santé animale est étroitement liée à la santé humaine compte tenu du risque de transmission directe ou indirecte de certaines maladies animales à l'homme.

Les très fortes concentrations d'animaux dans les systèmes d'élevage intensif présentent un risque accru de propagation de maladies et entravent la lutte contre celles-ci. Je reconnaiss la nécessité de promouvoir des mesures visant à assurer la sécurité biologique dans les exploitations, mais il faut toutefois veiller à ne pas surcharger les critères de l'éco-conditionnalité.

Pourtant, je regrette que la communication de la Commission n'accorde pas plus de valeur aux experts vétérinaires, qui, à mon avis, sont les plus à même de mettre en œuvre une stratégie efficace dans la lutte pour la protection de la santé animale.

4-146-803

David Martin (PSE), in writing. – I welcome Janus Wojciechowski's report. The report incorporates measures aimed at improving food safety as well as animal health. There have been some calls from our SNP and Conservative colleagues to vote against the mandatory introduction of electronic and DNA-based genetic identification and registration of animals at EU-Level.

In a time when the threat of outbreaks of new and existing animal diseases is acute and expected to be more so due to climate change, it appears sensible to have a secure and robust animal movement system with such identification and registration methods. These views are reflected in the way I voted.

4-146-791

Véronique Mathieu (PPE-DE), par écrit. – Après des débats tendus et de nombreux amendements déposés en COMAGRI, le rapport Wojciechowski, tel qu'il a été adopté, propose des modifications substantielles aux propositions de la Commission européenne. Ces amendements apportent un équilibre certain au rapport et permettront de modifier et d'améliorer efficacement le cadre législatif régissant la santé animale dans l'Union européenne.

Sur la question des fortes concentrations d'animaux dans les systèmes d'élevage intensif, le vote de la COMAGRI a permis de modérer la position initiale du rapporteur, en reconnaissant qu'elles peuvent s'avérer problématiques lorsque des mesures inappropriées de lutte contre les maladies sont mise en œuvre.

En outre, l'amendement déposé en plénière au nom du PPE-DE, au sujet du transport des animaux sur de longues distances, devrait permettre à l'UE de limiter la souffrance trop souvent inutile du bétail destiné à l'abattage, tout en conservant d'excellentes conditions sanitaires.

Les autres mesures proposées par le rapport, notamment pour favoriser le recours à la vaccination d'urgence, accentuer le sentiment de responsabilité des éleveurs ou encore clarifier le rôle de chacun dans le financement de la future stratégie, vont dans le bon sens et sont aptes à renforcer la législation de l'Union européenne pour la santé animale.

4-146-780

Mairead McGuinness (PPE-DE), *in writing*. – I welcome this report, which highlights the needs for high animal health status in the EU, which can only be achieved by an EU action plan. In relation to animal transport, we must only make legislation in this area based on scientific findings. Attempts to specify journey times are narrow and ill-focused. Attention must be paid to ensuring compliance with existing transport regulations. Quality of transportation, not duration is critical. This is why I welcome the exclusion from this report of a specific journey time. Lastly, the EU must insist that our animal health and welfare standards are accepted internationally and that these concerns are taken into account at the WTO.

4-146-749

Peter Skinner (PSE), *in writing*. – This issue is of vital concern for many millions of Europe's citizens, particularly in the south-east of England. The most controversial issue has been the transportation of animals which is a function of this report.

I welcome any impetus which can be given to improving animal welfare during the process of transportation. Of course, an element of this is that veterinary surgeons are properly resourced in carrying out checks and can be certain of an enhanced Veterinary Fund to rely on for this activity.

Similarly, those farmers who deal with livestock transportation should benefit from insurance instruments which protect them for indirect losses.

4-146-625

-Proposition de résolution - Stratégie pour la 3e réunion des parties à la Convention sur l'accès à l'informatique, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (B6-0238/2008)

4-146-718

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), *por escrito*. – Desde 2001 que se debate a aplicação da Convenção de Aarhus, a qual entrou em vigor em 30 de Outubro desse ano. Como a maioria das 35 partes nesta Convenção são Estados-Membros da União Europeia, cabem-lhes especiais responsabilidades na criação dos mecanismos necessários à sua aplicação.

Igualmente importante é garantir disposições específicas, à semelhança de direitos já previstos na Convenção, que melhorem a participação pública, a nível regional e global, também noutras convenções e tratados que se ocupam de questões relevantes para o ambiente.

O Parlamento e o Conselho já adoptaram três instrumentos legislativos para aplicar a Convenção de Aarhus, mas persistem dificuldades. Assim, embora haja alguns aspectos pouco claros na Resolução do Parlamento Europeu, na sua generalidade demos-lhe o nosso apoio por considerarmos que é importante contribuir para que se criem condições universais de acesso à justiça e aos processos que envolvam questões de ambiente.

Esperamos, pois, que, nesta terceira sessão da reunião das partes signatárias, a realizar em Riga, na Letónia, entre 11 e 13 de Junho de 2008, haja alguns avanços positivos no processo.

4-146-765

Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM), *skriftlig*. – Junilistan stödjer Århuskonventionen, men vi anser att de nationella parlamenten på egen hand ska avgöra sina respektive ståndpunkter under konferensen om Århuskonventionen i Riga.

De medlemsländer som inte har ratificerat Århuskonventionen ska självfallet självständigt fatta beslut om de vill ratificera eller inte. Europaparlamentet ska enligt vår uppfattning inte komma med uppmaningar om det.

4-146-776

Eija-Riitta Korhola (PPE-DE), kirjallinen. – Olen työstänyt Århusin sopimusta aktiivisesti jo vuodesta 2000, jolloin käsittelimme ensimmäistä pilaria, kansalaisten oikeutta ympäristöä koskevan tietoon, ja pian sen jälkeen toista pilaria, kansalaisten mahdollisuksista osallistua päättöksentekoon. Tavatessani paikallisia ympäristöaktiiveja Kazakstanissa nämä länsimaiset itsestään selvydet saivat silmissäni uuden ulottuvuuden.

Århusin sopimus on merkittävä saavutus kansalaisen osallistumis- ja tiedonsaantioikeuksien parantamiseksi ja osa toimivaa demokratiaa, ja siksi ymmärrän hyvin parlamenttimme kantaa, että myös puuttuva elementti, kansalaisten oikeus muutoksenhakuun tulisi palauttaa. Minulla on kuitenkin sympatiani neuvostoa kohtaan heidän pelätessään, että kansalaisoikeuksia käytettäisiin muutoksenhaun osalta väärin hidastamaan hankkeita tai antamaan avoin toimintakenttä järjestöjen varainkeruukampanjoille. Neuvoston huoli demokratian hyväksikäytöstä on tältä osin perusteltua. Mutta on tärkeää, että asia nostetaan uudelleen esille; maailma ja yhteiskuntamme muuttuu koko ajan, ja poliittisten päätösten tulee kestää nykyhetken tarkastelu.

Juuri tästä syystä pidän kokousta valmistelevan päätöslauselmamme kohdasta, jossa Århusin yleissopimusta halutaan laajentaa koskemaan kaikkia kestävän kehityksen periaatteita. Tällöin kestävän kehityksen kriteerit täytyvät Århusin sopimuksen avoimuuden, osallistumismahdollisuuden ja vastuullisuuden periaatteiden kautta. Tässä piileekin Århusin sopimuksen idea: se itsessään synnyttää laajaa proaktiivista ympäristöajattelua, erityisesti kansalaisten keskuudessa, luoden näin uusia mahdollisuuksia vallitsevien käytäntöjen parantamiseen. Riikan kokous on erinomainen tilaisuus sopimuksen väliarvioinnille, ja olen vakuuttunut, että samalla tiellä on hyvä jatkaa.

4-146-788

Cristiana Muscardini (UEN), per iscritto. – Signor Presidente, la convenzione di Arhus riconosce che ogni persona ha il diritto di vivere in un ambiente che garantisca la sua salute e il suo benessere e il dovere di tutelare l'ambiente, inoltre che per affermare questo diritto e adempiere a tale obbligo i cittadini devono aver accesso alle informazioni, poter partecipare ai processi decisionali e avere accesso alla giustizia in materia ambientale.

L'articolo 1 della convenzione afferma che ciascuna parte della convenzione garantisce il diritto di accesso alle informazioni, di partecipazione del pubblico ai processi decisionali. Un maggiore coinvolgimento in questo processo delle istituzioni nazionali ed europee rappresentative dei cittadini riveste una grande importanza, anche perché si possa realizzare non solo un pieno accesso alle informazioni in materia ambientale, ma soprattutto vigilare affinché le informazioni date siano prima di tutto corrette. Troppe infatti sono le tesi, con basi scientifiche più o meno fondate, contraddittorie tra loro. È necessario stabilire regole per evitare allarmismi a volte esagerati e per fare della tutela ambientale un dovere per tutti, cittadini e istituzioni.

Per questo ritengo, esprimendo da parte del gruppo UEN il voto favorevole alla risoluzione, che nella delegazione dell'Unione europea che parteciperà alla riunione delle parti della convenzione in programma dall'11 al 13 giugno 2008 sia necessaria una rappresentanza la più ampia possibile di questo Parlamento.

4-146-812

-Rapport: Johan Van Hecke (A6-0171/2008)

4-146-823

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), por escrito. – Há aspectos da resolução que têm mais importância do que outros...

Há políticas que, pela sua importância estrutural, condicionam todas as outras... Um exemplo...

Ao não se colocar em causa os *Acordos de Parceria Económica* (APE), apenas referindo a necessidade de não condicionar a *ajuda ao desenvolvimento* aos países que aceitem uma maior liberalização dos seus mercados, deita-se por terra tudo o que de positivo possa resultar da dita *ajuda*.

Os APE condicionam a soberania dos países, impõem um modelo que favorece as multinacionais da UE, condicionam a produção dos países, não às múltiplas necessidades próprias dos seus povos, mas, pelo contrário, às exigências de um mercado cada vez mais liberalizado.

Pelo que, considerando positivo que se devam excluir do âmbito da ajuda ao desenvolvimento as despesas militares, que sejam destinados meios efectivos para o desenvolvimento e melhoria dos serviços públicos, que se deve pôr definitivamente termo aos desvios da ajuda em benefício de objectivos que não se enquadram de modo algum no âmbito do *desenvolvimento*, estas medidas só serão efectivas se, ao mesmo tempo, rejeitarmos a liberalização do comércio e os instrumentos de domínio e de ingerência inscritos nos APE.

Só ultrapassando esta contradição, é que poderá estabelecer-se uma ajuda verdadeiramente solidária e respeitadora da soberania nacional.

4-146-829

Jens Holm and Eva-Britt Svensson (GUE/NGL), in writing. – I believe that much can still be done in order to enhance the effectiveness of aid from the EU and its member states, and the report by Johan van Hecke encompasses important insights. However, I would like to underline that I do not support the phrasing in paragraph 1 stating that the EU should speak with one voice and more harmonisation is necessary.

4-146-835

Mikel Irujo Amezaga (Verts/ALE), por escrito. – He votado a favor del informe sobre efectividad, a pesar de no estar totalmente a favor. En primer lugar, porque los Estados miembros no cumplen con su palabra, lo que hace que todo el trabajo que realizan las Instituciones europeas no sirva para nada. Además, tampoco se habla claramente sobre el papel que los Estados miembros se comprometieron a desempeñar («ayudantes de la aplicación de la ayuda a los países socios») y el que están desempeñando realmente (financian solamente aquellas iniciativas prioritarias para sus propias economías), sin prestar atención al desarrollo social y económico de los países (huérfanos).

En segundo lugar, porque se pide más eficacia y más transparencia a la hora de financiar los proyectos. Eficacia: por supuesto que sí. Pero si transparencia significa más auditorías, más consultas, más controles... en definitiva, más pérdida de dinero y tiempo en asuntos burocráticos, que más que facilitar entorpecen la labor de MUCHA gente, entonces, la transparencia juega en contra de la eficacia. Y yo abogo por que la transparencia sea una herramienta útil para lograr la eficacia, y que ésta última prevalezca siempre.

4-146-847

David Martin (PSE), in writing. – I welcome Mr Van Hecke's follow-up to the Paris Declaration of 2005 on Aid Effectiveness. The aid system must remain true to its primary goal of reducing poverty. Indeed, for aid to be effective it must make use of local systems and fully engage with the recipient.

I also support the call for the Commission and EU Member States to make significant efforts in meeting the objective outlined in the Millennium Development Goals to devote 0.7% of Europe's GNP to public development aid by 2015. I believe that the report reflects these views and I voted in favour.

4-146-859

Bernard Wojciechowski (IND/DEM), na piśmie. – Deklaracja paryska z 2005 roku ustanowiła program skuteczności pomocy międzynarodowej, polegający przede wszystkim na walce z ubóstwem. Dokument określa konkretne zobowiązania, które mają promować większą skuteczność pomocy w oparciu o współpracę międzynarodową. Wydaje się, że będzie to skuteczna pomoc w pełnym tego słowa znaczeniu oraz że ci, którzy potrzebują tej pomocy, otrzymają ją i nie będą musieli ponosić jej kosztów.

Niestety, zdarza się, że osoby otrzymujące „pomoc” muszą za nią zapłacić. W wielu przypadkach jest to instrument uzależniania ekonomicznego słabych od silnych, biednych od bogatych. Na początku lat sześćdziesiątych pewien Hindus obserwujący „pomoc” krajów rozwiniętych dla swojej ojczyzny skomentował ją na forum Światowej Organizacji Żywnościowej w ten sposób: „Na litość boską, przestańcie nam już pomagać”. Wierzę, że tym razem będzie inaczej.

4-148

Eija-Riitta Korhola (PPE-DE). – Mr President, I would do almost anything to serve this Parliament, but even I have limits. I almost reached my limit yesterday evening when I put the Aarhus Convention debate ahead of asparagus consumption on the famous asparagus evening. I ‘deserted before dessert’, only to find the debate had been cancelled. My question is, are we allowed to attach our unused speeches to the minutes of the session, since the answer from the Commissioner is there anyway?

4-149-750

12 - Corrections et intentions de vote: voir procès-verbal

4-149

(La séance, suspendue à 13 heures, est reprise à 15 heures)

4-149-500

ΠΡΟΕΔΡΙΑ: ΡΟΔΗ ΚΡΑΤΣΑ-ΤΣΑΓΚΑΡΟΠΟΥΛΟΥ
Αντιπρόεδρος

4-150

13 - Έγκριση των Συνοπτικών Πρακτικών της προηγούμενης συνεδρίασης: βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

4-151

14 - Συζήτηση σχετικά με τις περιπτώσεις παραβίασης των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, της δημοκρατίας και του κράτους δικαίου (συζήτηση)

4-152-250

14.1 - Το Σουδάν και το Διεθνές Ποινικό Δικαστήριο (συζήτηση)

4-152-500

Πρόεδρος. – Η ημερήσια διάταξη προβλέπει τη συζήτηση έξι προτάσεων ψηφίσματος σχετικά με το Σουδάν και το Διεθνές Ποινικό Δικαστήριο¹.

4-153

Jean Lambert, author. – Madam President, once again we are returning to the topic of Sudan and what can be done to call the Government there to account for the suffering of the people of that country, and indeed for the effects on neighbouring states.

This afternoon's resolution particularly concerns the International Criminal Court, and the fact that, over a year ago now, two arrest warrants were issued by that Court for Ahmad Haroun, the Minister of the Interior at the time, who is now the Minister of Humanitarian Affairs – which I think many of us find deeply shocking – and also for one of the former Janjaweed militia leaders, Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman.

We have seen absolutely no cooperation from the Sudanese Government in handing these people over to the International Criminal Court, although that Government is well aware that membership of the United Nations carries with it obligations. We are seeing an ongoing culture of impunity, where nobody is ever brought to account, it seems, for the most appalling crimes.

We consider that all governments should be taking a strong stance on this, and the resolution says that we should be calling on the General Affairs and External Relations Council in June to adopt targeted EU punitive measures against a clearly identified group of Sudanese officials who bear responsibility for this non-cooperation, with that action including clear financial sanctions – it appears that when the cries of people do not work, maybe stopping the flow of money will.

My group commends this resolution to the House. We look forward to firm action and hopefully seeing these men, and others, brought to justice.

4-155

Erik Meijer, Auteur. – Voorzitter, een jaar geleden hebben wij eveneens een urgenterdebat over Soedan gehouden. Sindsdien is de toestand niet beter, maar slechter geworden. Het na een langdurige binnenlandse oorlog tot stand gekomen compromis tussen het islamitische noorden en het niet-islamitische zuiden staat onder druk. De tijdelijke samenwerking in een overgangsregering en de voorbereiding van het referendum over de onafhankelijkheid van het zuiden in 2011 staan onder druk doordat de grenzen van die gebieden niet definitief zijn afgebakend. Beheersing van het olierijke tussengebied blijkt nu een reden voor nieuw geweld.

De vredesregeling geldt ook niet voor het westelijke Darfur, daar Arabische nomaden en militairen de zwarte bevolking voor een groot deel hebben verjaagd naar het buurland Tsjaad. Daar gaat het niet om een strijd tussen aanhangers van de islam en van het christendom, maar om een strijd tussen nomaden en gevestigde landbouwbevolking om het beheersen van de droge bodem die weinig oplevert. Groei van de bevolking en uitbreiding van de woestijn leiden ertoe dat die mensen hun traditionele bestaansbronnen kwijtraken en zich tegen elkaar richten. De regering is medeverantwoordelijk voor de verdrijving van de van oorsprong niet-Arabische bevolking. Vanuit Darfur wordt nu teruggevochten tot in de hoofdstad Khartoem.

Al in de tijd dat de huidige staat Soedan nog bekendstond als Anglo-Egyptisch Soedan, was de vraag aan de orde of dit zeer omvangrijke gebied met sterk verschillende volkeren als één staat onafhankelijk zou moeten worden. Een eenheidsstaat zou vooral de staat zijn van de Arabische bevolkingsgroepen in het noorden, het oosten en het midden. De zwarte islamitische bevolking in het westen en de zwarte christelijke en animistische bevolking in het zuiden zouden moeilijk een gelijkwaardige positie kunnen krijgen. Die toen veel minder ontwikkelde gebieden lagen ver van zee en kregen nauwelijks internationale aandacht. Uiteindelijk heeft niemand rekening met hen gehouden en wij zien nu de resultaten van de koloniale kortzichtigheid.

De staat is verantwoordelijk voor veel misdaden, maar tegelijk is die staat grotendeels een instrument voor één van de strijdende partijen. Dat maakt zijn medewerking aan strafmaatregelen moeilijk en uiteraard proberen wij in deze resolutie het perspectief daarop open te houden, maar onder de huidige omstandigheden is er weinig reden tot optimisme.

4-157

Filip Kaczmarek, autor. – To rzeczywiście jest szokujące, że rząd Sudanu powołał pana Harouna (byłego ministra spraw wewnętrznych odpowiedzialnego za Darfur w latach 2003-2004) na urząd ministra do spraw humanitarnych. To jest ponury żart, że uczyniono go odpowiedzialnym za byt i bezpieczeństwo mieszkańców Darfuru, których wcześniej ta sama osoba prześladowała, oraz że oddano w jego ręce decyzje dotyczące największej operacji humanitarnej w regionie

¹ βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

międzynarodowej misji pokojowej UNAMID. A przypomnijmy, że celem tej misji jest obrona cywilów przed zbrodniami, czyli właśnie takimi czynami, jakie popełniał pan Haroun.

Społeczność międzynarodowa, Unia Europejska, Unia Afrykańska, ONZ, Liga Arabska – wszystkie te organizacje powinny wywierać maksymalną presję na rząd Sudanu, aby te osoby w końcu mogły odpowiedzieć przed Międzynarodowym Trybunałem Karnym.

4-159

Leopold Józef Rutowicz, autor. – Pani Przewodnicząca! Sudan to ogromny kraj o powierzchni 2,5 miliona kilometrów kwadratowych posiadający około 42 milionów ludności, zniszczony przez dwie wojny domowe, które pochłonęły miliony ofiar i spowodowały kalectwo, poniżenie, zniszczenie dobytku dalszym kilkunastu milionom obywateli. Elementem sprzyjającym bratobójczym walkom są różnice etniczne – 52% to ludność murzyńska, 39% ludność arabska; i wyznaniowe – 70% sunnici, 30% aniści.

W trakcie tych wojen ludność doznała od tych, co mają broń i władzę, wszystkich możliwych niegodziwości, takich jak: zabijanie, torturowanie, gwałcenie, rabowanie, przesiedlanie – ściganych i karanych przez Międzynarodowy Trybunał Karny. Niestety MTK nie posiada środków, by zagrozić ich sprawcom. Rezolucja przedstawia europejski stosunek do zaistniałej sytuacji i popieram ją. Myślę jednak, że w tej sytuacji należałoby rozważać stosowanie radykalniejszego postępowania, np. doprowadzenie przez siły specjalne ONZ do MTK oskarżonych, a w innych pozbawienie praw obywatelskich i dożywotnie internowanie bez prawa powrotu na jakiejś odległej wyspie o wymownej nazwie „Wyspa Złoczyńców”. Myślę, że to by pomogło.

4-161

Marios Matsakis, author. – Madam President, the UN estimates that the conflict in Sudan has resulted in about 300 000 deaths and has left approximately 2.5 million refugees.

Reports of untold acts of barbarism taking place in the region have abounded in recent years. The suffering of the innocent civilian population has been extreme. Those that allegedly were responsible for instigating or carrying out war crimes or crimes against humanity should face the law and, if found guilty, must be punished accordingly.

This is not just necessary as a matter of natural justice but also in order to make sure that such individuals are prevented from repeating their crimes and that adequate example is given to other potential criminals to prevent them from carrying out similar crimes.

The International Criminal Court was formed in order to make sure that those that commit war crimes and crimes against humanity do not go unpunished. Sudan has signed the Rome Statute which created the International Criminal Court but has not yet ratified it.

This is no excuse for not offering this court its full cooperation in according with UN Security Council Resolution 1593. The International Criminal Court issued two arrest warrants against Sudan's former Minister of the Interior, Mr Ahmad Haroun, and against the militia leader Ali Mohammed Ali Abd-al-Rahman. The warrants relate to 51 counts of alleged war crimes and crimes against humanity. For more than a year now the Sudanese authorities have refused to hand over these individuals and are thus obstructing the work of the International Court.

This is absolutely and utterly unacceptable. Such behaviour makes the Sudanese Government an accomplice of these alleged criminals. We call on Sudan to think again, and think fast, about the grave position they have placed themselves in by protecting these alleged mass killers from the arm of international law. We hope they will come to their senses and abide by the request of the International Court immediately.

4-163

Tadeusz Zwiefka, w imieniu grupy PPE-DE. – To dosyć skandaliczna historia, kiedy państwo będące członkiem Organizacji Narodów Zjednoczonych nie respektuje wezwań, kierowanych do niego przez Radę Bezpieczeństwa tej organizacji, która mówi o konieczności udzielenia Międzynarodowemu Trybunałowi Karnemu wszelkiej niezbędnej pomocy. Cóż pozostaje społeczeństwi międzynarodowej, kiedy minister spraw zagranicznych Sudanu odmawia takiej pomocy i jednocześnie deklaruje, że Trybunał nie ma jurysdykcji do sądzenia jakiegokolwiek Sudańczyka oraz że rząd Sudanu nie pozwoli, by jakikolwiek Sudańczyk był sądzony i karany poza zasięgiem sądownictwa narodowego?

Jesteśmy w dosyć trudnej sytuacji, ponieważ Sudan jest uniezależniony w pewnym sensie od pomocy zarówno ze strony Unii Europejskiej, jak i Stanów Zjednoczonych i innych krajów demokracji zachodniej, opierając swój rozwój na pomocy Chin. Chin, które nie zważają niestety na prawa człowieka, także we własnym kraju. Jedyną możliwą reakcją z naszej strony jest zatem chyba wnioskowanie o zamrożenie aktywów przywódców sudańskich.

4-165

Lidia Joanna Geringer de Oedenberg, w imieniu grupy PSE. – Konflikt w Sudanie pochłonął od 2003 r. trzysta tysięcy ofiar. Dwa i pół miliona ludzi opuściło domy uciekając przed przemocą. Mimo częściowej stabilizacji w kraju, wciąż

dochodzi do starć między siłami rządowymi a rebeliantami, co utrudnia rozmieszczenie sił pokojowych ONZ i pomoc humanitarną. Trwałe rozwiązywanie konfliktu w Sudanie nie będzie możliwe bez działania i dodatkowego zwiększenia sił ONZ w regionie. Rekrutacja do wojska dzieci i akty przemocy wobec ludności, w szczególności kobiet, stanowią otwarte pogwałcenie międzynarodowych norm i praw człowieka.

Szczególny niepokój budzi brak współpracy rządu z Międzynarodowym Trybunałem Karnym i trzymanie u władzy zbrodniarzy wojennych, którzy – co brzmi jak ponury żart – zajmują się obecnie między innymi redystrybucją pomocy humanitarnej czy kontaktami z siłami pokojowymi. Należy wezwać Sudan do podjęcia natychmiastowej współpracy z Trybunałem w celu rozliczenia zbrodni wojennych, gdyż stanowi to warunek konieczny budowy demokracji i państwa prawa. Należy potepić wszelkie próby złamania porozumienia pokojowego i pomocy militarną, pochodząca od krajów trzecich, dla obu stron konfliktu.

4-167

Ewa Tomaszewska, w imieniu grupy UEN. – Pani Przewodnicząca! Od 2003 roku Sudan jest polem walk partyzanckich na tle religijnym i etnicznym. Konflikt w Darfurze stał się przyczyną exodusu ponad dwóch i pół miliona ludzi. Cywilne ofiary tych walk są mordowane, bite, gwałcone. Panuje głód, brak podstawowych środków higienicznych. Dzieci, osierocone, zaginione, pozbawione szans na edukację i godziwą przyszłość. Coraz bardziej ograniczane są możliwości misji humanitarnych. Konflikt w Sudanie doprowadził do katastrofy cywilizacyjnej w Darfurze i Czadzie.

Rząd Sudanu odmawia współpracy z Międzynarodowym Trybunałem Karnym, kpi z MTK, który wydał nakazy aresztowania winnych zbrodni wojennych i nie potrafi, bądź nie chce, zaradzić dramatowi. 10 i 11 maja w skutek ataku na Omdurman zginęło kolejne 200 osób.

Wzywamy władze Sudanu do natychmiastowego podjęcia współpracy z Międzynarodowym trybunałem Karnym. Oczekujemy, że Rada Europejska podejmie zdecydowane działania, blokujące dostęp do banków Unii Europejskiej i zamrażające aktywa osób zidentyfikowanych jako odpowiedzialne za finansowanie bojówek w Darfurze.

4-169

Jana Hybášková (PPE-DE). – Jako někdo, kdo v roce 2004 byl součástí fact-finding mission Evropského parlamentu v Dárfuru a v Čadu, jsem spolužopovědným politickým cestovatelem. Zažila jsem situaci, kdy dvanáctiletá znásilněná maminka vám na otázku, jak se jmenuje její dítě, odpoví: „Nevím, to dítě nemá jméno.“ A proto žádáme ratifikaci Římského statutu Súdánem, okamžitou spolupráci podle rezoluce 1593, okamžité vydání Alího Kušajby a Ahmadu Hárúna. Ale především žádáme, aby Evropané ve svých jednáních s Ligou arabských států, a zejména ve svých jednáních s Čínou, požadovali důsledný postup Číny a Ligy arabských států vůči Súdánu. To jsou ti partneři, kteří nám mohou pomoci. Prosíme Radu a Komisi, aby nás o svých jednáních informovala.

4-171

Marianne Mikko (PSE). – Kolleegid, Sudaan on riik, mis on võtnud endale õiguse olla teistsugune. Riik, kus vägivald, terror ja laialdased vägistamised on igapäevane ja karistamatu nähtus. Riik, mis lähtub teistest väärustest kui inimõigused. Olukord on kriitiline: Darfuri konflikti algusest alates viie aasta jooksul on surma saanud üle 200 000 inimese. Inimsuse vastaseid ja sõjakuritegusid toime pannud isikud viibivad vabaduses - vähe sellest - on auväärsetel kohtadel Sudaanis.

Sudaani kohtusüsteem ei ole võimeline ega soovi Darfuris valitseva olukorraga tegelda. Vaja on reforme, süsteem peab rajanema rahvusvaheliselt tunnustatud inimõigusnormidel. Karistamatusele tuleb teha lõpp. Sudaani valitsuse koostöö Rahvusvahelise Kriminaalkohtuga on hädavajalik. Rahvusvahelise Kriminaalkohtu Rooma statuut tuleb ratifitseerida, sõjakurjategijad kohtu ette tuua. Olukord peab muutuma mitte kohe, vaid otsekohe.

4-173

Marcin Libicki (UEN). – Dzisiaj tak jak i wielokrotnie przy okazji rozmów o łamaniu praw człowieka na świecie, o mordach, mówimy o tym, kto jest winien tam, na miejscu. Ale wydaje się, że sytuacja wymaga pogłębionej analizy, bo zawsze w tle jest handel bronią i ropą. I ten handel bronią i ropą nie jest tylko organizowany przez tych miejscowych, których często traktujemy jako kogoś gorszego, ale jest organizowany przez ludzi z krajów, które mają bardziej wyrobione poczucie odpowiedzialności i powinny mieć bardziej wyrobione poczucie odpowiedzialności za innych. I gdyby nie ich interesy, to prawdopodobnie tych zbrodni, o których debatujemy zwykle w czwartki po południu, tak jak dzisiaj debatujemy o Sudanie, nie byłoby.

4-175

Kathy Sinnott (IND/DEM). – Madam President, repeatedly on Thursday afternoons we discuss Sudan because the atrocities against human rights continue: murder, rape, abduction, child abduction and confiscation of property. Poor security continues to be a problem for the men, women and children of Sudan, but also for people working in the humanitarian field.

This disregard of the jurisdiction of the ICC has led to criminals being allowed to walk free, particularly high-profile people like the former Minister for the Interior and a former Janjaweed military leader. We must urge Sudan, with all the powers we can, to ratify the Rome Statute.

I once again adamantly call on the EU and the rest of the international community to exercise moral and social responsibility by taking decisive steps – which include confronting China with the part that it plays in Sudan and the arms trade that keeps this situation going – to protect the people of Sudan and the refugees in neighbouring Chad, and to end this conflict.

4-177

Louis Michel, membre de la Commission. – Madame la Présidente, en 2004, l'Union européenne a fait appel aux Nations unies pour la mise en place d'une commission d'enquête sur les atrocités et les crimes commis au Darfour. Sur la base des recommandations de cette commission, l'Union européenne a encouragé le Conseil de sécurité de l'ONU à renvoyer la situation au Darfour à la Cour pénale internationale, ce que le Conseil a fait en adoptant la résolution 1593 en 2005.

Au cours des derniers mois, l'Union européenne a plusieurs fois appelé le gouvernement du Soudan à coopérer sans conditions avec la CPI.

Le 31 mars 2008, à l'occasion de l'anniversaire du renvoi par le Conseil de sécurité de la situation au Darfour à la CPI, la présidence de l'Union européenne a produit une déclaration au nom de l'Union européenne exprimant sa profonde indignation face à la non-coopération du gouvernement soudanais avec la Cour. L'Union européenne s'est aussi déclarée disposée à appuyer l'adoption de nouvelles mesures appropriées à l'encontre de ceux qui sont responsables de la non-coopération du Soudan avec la CPI, si le gouvernement soudanais persiste à ne pas respecter les dispositions de la résolution de l'ONU.

Le 6 mai dernier, j'ai participé à la réunion des donateurs et du gouvernement soudanais, le *Sudan Consortium*, qui a eu lieu à Oslo. À cette occasion, j'ai rappelé à mes interlocuteurs soudanais, et d'ailleurs devant l'assemblée, que nos aides au développement sont destinées à soutenir le développement du Soudan moyennant une vraie transformation démocratique du pays telle qu'elle est prévue dans le *Comprehensive Peace Agreement*. J'ai souligné que les principes qui gouvernent le CPA doivent également s'appliquer au Darfour et qu'il était urgent de restaurer la sécurité, de déployer l'UNMI et de faciliter l'accès humanitaire. Le dernier évènement survenu à Abiye, dont les problèmes complexes représentent l'un des défis majeurs dans la mise en œuvre de l'accord de paix global au Soudan, souligne l'importance de mettre pleinement en œuvre le CPA. Je viens tout juste de publier un communiqué de presse qui appelle les deux parties à en respecter toutes les dispositions, y compris l'instauration d'un cessez-le-feu immédiat et le retrait des autres groupes armés de la ville d'Abiye.

Le gouvernement soudanais doit savoir que la communauté internationale dans son ensemble restera fidèle à la vision contenue dans le CPA d'un Soudan en paix, stable et démocratique qui respecte l'État de droit et les droits de l'homme. Ce message ne s'adresse pas seulement au gouvernement soudanais, mais il doit aussi être compris par les différents mouvements armés et rebelles dont la cause politique, quelle qu'elle soit, ne peut justifier le recours à des crimes. Un des mandats d'arrêt de la Cour concerne M. Ali Kushayb, un chef de milice Janjaouid.

La réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, qui aura lieu le 5 juin prochain en présence du procureur de la Cour, M. Moreno-Ocampo, pourra être une occasion importante pour la communauté internationale de se montrer unie et de donner un signal fort en appui du travail de la Cour. Le Conseil RELEX de fin juin se saisira plus que probablement de la question.

4-178

Πρόεδρος. – Η συζήτηση έληξε.

Η ψηφοφορία θα διεξαχθεί μετά το πέρας των συζητήσεων.

Γραπτές δηλώσεις (άρθρο 142)

4-178-750

Glyn Ford (PSE), in writing. – I want to join in condemning Sudan's persistent failure to cooperate with the International Criminal Court (ICC) and to hand over to the ICC Ahmad Harun and Ali Kushayb.

To date the conflict in Sudan has claimed 300 000 victims and created two and a half million internally displaced persons. Yet we continue to deliver aid via Ahmad Harun's Ministry of Humanitarian Affairs. I ask the Commission and Member States to cease such deliveries via this ministry, to press the Government of Sudan to remove him from office and to immediately arrest and hand him over to the ICC.

It is all very well to lecture China on its failure to act over Darfur, but in this case the EU is as weak-willed as the rest.

4-179-250

14.2 - Κράτηση πολιτικών αντιφρονούντων στη Λευκορωσία (συζήτηση)

4-179-500

Πρόεδρος. – Η ημερήσια διάταξη προβλέπει τη συζήτηση έξι προτάσεων ψηφίσματος σχετικά με την κράτηση πολιτικών αντιφρονούντων στη Λευκορωσία².

4-180

Marcin Libicki, autor. – Dzisiaj po raz kolejny debatujemy na temat łamania podstawowych praw człowieka na Białorusi. Jak zwykle w takich wypadkach, zwracamy uwagę na to, od czego zaczynają dyktatorzy. Dyktatorzy oczywiście walczą zawsze z kościołem zorganizowanym ponieważ ten kościół zorganizowany to jest najczęściej największa siła obywatelska. Oni walczą zawsze ze związkami zawodowymi. Akurat na Białorusi związki zawodowe są dość słabe, więc pod tym względem Łukaszenka może się wydawać pozytywnym bohaterem, bo nie ma z kim walczyć, ponieważ nie udało się tam jeszcze wytworzyć związków zawodowych. I oczywiście dyktatorzy walczą z tymi opozycjonistami, którzy domagają się demokratycznych rozwiązań.

Należy jednak pamiętać też o jednej rzeczy – musimy pamiętać o tym, że Białoruś jest istotnym sąsiadem Unii Europejskiej na Wschodzie i tak ją traktować. Mamy pewną tendencję, żeby za sąsiada Unii na Wschodzie uznawać Rosję i zapominać o tym, że partnerem Unii na Wschodzie powinna być też Białoruś, ponieważ jest to duży kraj, który rokuje wielkie nadzieje.

4-182

Věra Flasarová, Autorka. – Dámy a pánové, Lukašenkův režim v Bělorusku zaslouží kritiku za represivní metody, jichž používá, za věznění politických odpůrců, za autoritativní metody vlády, cenzuru a za izolaci země. Neposkytování vstupních víz navíc brání poslancům Evropského parlamentu a národních parlamentů přesvědčit se o situaci země na vlastní oči. Všechny tyto věci připomíná i stanovisko mé frakce. Zastávám ale názor, že porušování lidských práv je třeba kritizovat podle absolutního kritéria a ne podle politického klíče a podle toho, kdo momentálně ve světě hraje prim. Tohle není v pořádku. Točíme se stále v kruhu a za celá tisíciletí jsme nebyli schopni udělat krok k objektivitě. Římané byli v právu vždy a jejich letopisci líčili jako křivdu, když napadený protivník měl tu drzost a začal se bránit.

Ale zpět k Bělorusku. Lukašenkův režim je především pokusem nerespektovat směr, kterým jde euro-atlantický prostor. Lukašenko si hraje na vlastním písečku a ignoruje fakt, že nevelké země se tak chovat nemohou, neboť jim to nedovolí nadnárodní kapitál. Neposloucháš, budeš izolován a mezinárodní společenství podpoří opozici uvnitř země. Tak to funguje a všichni to víme, že je to tak. Lukašenko a jeho aparát jednají způsobem, který se jim dříve či později vymstí. Bělorusko se nachází v prostoru, který je strategicky důležitý pro Spojené státy a pro NATO. Současná administrativa Spojených států a vlády některých dalších zemí by si velice přály vtáhnout Bělorusko stejně jako Ukrajinu, Gruzii do NATO a poškodit tak Rusko.

Naše starost o lidská práva v Bělorusku by nebyla tak intenzivní, kdyby se ve skutečnosti nejednalo o Rusko. Otázkou ale je, zda oslabování Ruska je skutečně prospěšné z hlediska světové bezpečnosti. Domnívám se, že naopak může uvést do pohybu síly, se kterými si nikdo nebude vědět rady. Rusko je totiž zadržuje už několik tisíc let.

4-184

Jacek Protasiewicz, autor. – Pani Przewodnicząca! Panie Komisarzu! Do posłów w Parlamencie Europejskim, zajmujących się problematyką Białorusi, obserwujących sytuację na Białorusi, docierają sprzeczne sygnały. Z jednej strony widzimy deklarowaną oficjalnie i publicznie wolę normalizacji stosunków z Unią Europejską, czego objawem, jest chociażby otwarcie przedstawicielstwa Komisji Europejskiej w Mińsku.

Z drugiej strony zaś w tym samym miesiącu policja atakuje brutalnie demonstrantów, którzy chcą uczcić dziewiętnastą rocznicę niepodległości tego państwa. Następnego dnia władze wysyłają służby specjalne KGB na niezależnych dziennikarzy. Miesiąc później osadzeni z długoletnimi wyrokami zostają działacze, nawet nie opozycji, ale społeczeństwa obywatelskiego, którzy ośmiali się demonstrować w obronie swobód obywatelskich i praw drobnych przedsiębiorców, tacy jak: Andriej Kim czy Siergiej Parsukiewicz. Jednocześnie niedawno dowiedzieliśmy się, że na karę aresztu i finansowego mandatu został również skazany Aleksander Milinkiewicz za to tylko, że ośmienił spotkać się z obywatelami Białorusi i rozmawiać o sprawach publicznych. Cały czas w więzieniu pozostaje Aleksander Kazulin, najpoważniejszy więzień polityczny, więzień sumienia we współczesnej Europie.

Jako przewodniczący delegacji do spraw Białorusi chciałbym doczekać takiego dnia, kiedy wreszcie zaproponujemy Parlamentowi Europejskiemu rezolucję, która z satysfakcją odnotuje zmiany, jakie mogłyby nastąpić na Białorusi, żeby to państwo stało się częścią cywilizowanej, europejskiej Wspólnoty.

Niestety jednak nie nastąpi to dzisiaj. Bez zagwarantowania podstawowych praw do wolnych i demokratycznych wyborów, do głoszenia poglądów politycznych, do wolnych mediów i do praktyk religijnych, nie ma mowy, by Unia

Europejska kiedykolwiek uznała reżim białoruski za państwo, z którym warto współpracować, za państwo, któremu warto pomagać. Nigdy nie będziemy wspierać takiej polityki, jaka jest praktykowana przez Aleksandra Łukaszenkę. Będziemy jednak wspierać niezależne społeczeństwo obywatelskie i obywatele Białorusi w kontaktach z Unią Europejską, mając nadzieję, że kiedyś wreszcie w tym kraju zapanuje normalna sytuacja.

4-186

Marios Matsakis, author. – Madam President, Belarus is a beautiful and important country with much potential for progress which can lead to enviable prosperity for its citizens. Unfortunately, vital democratic norms are presently much compromised in this country. This is mainly due to the inability of the governing authorities to come to terms with the need to respect the necessities of freedom of expression and other democratic principles. Such respect is an indispensable requirement of any non-dictatorial government.

Reports coming out of Belarus of arbitrary arrests of members of civil society and opposition activists, of the use of excessive force against peaceful demonstrators and of repression of independent media journalists are evidence of practices which should, and must, be terminated immediately. We call on the Belarusian Government to see reason, to change its tactics and to choose the road of freedom and democracy rather than the road of suppression and totalitarianism, which can only lead to worsening of the conflict with its own people and with the international community.

4-188

Milan Horáček, Verfasser. – Frau Präsidentin, Herr Kommissar! Das gewaltsame Vorgehen gegen Nichtregierungsorganisationen, Oppositionelle und unabhängige Journalisten in Minsk und anderen weißrussischen Städten Ende März stellt eine dramatische Verschlechterung der politischen Situation eines ohnehin autoritären und diktatorischen Regimes dar.

Die einzige deutsche politische Stiftung, die in Minsk zugelassen war, musste schließen. Kritische Redaktionsbüros werden mit Razzien eingeschüchtert. Freie Wahlen, Versammlungs- und Meinungsfreiheit sind stark eingeschränkt. Oppositionelle Politiker werden systematisch verfolgt und zu hohen Haftstrafen verurteilt. Zivilgesellschaftliche Bewegungen werden unterdrückt, sei es durch undurchsichtige NGO oder Extremismusgesetze oder gewalttätige Niederschlagungen friedlicher Versammlungen.

Um die politische Kultur in Weißrussland zu fördern, müssen auch wir uns bewegen. Die Begegnung mit demokratischen Strukturen ist gerade für die jungen Menschen für die Zukunft des Landes besonders wichtig. Die Wiedereröffnung der weißrussischen Exiluniversität für Humanwissenschaften in Vilnius, die politisch verfolgten Studenten eine Zuflucht bietet, war ein richtiger Schritt.

Nun müssen Visaerleichterungen folgen, wie von diesem Haus schon mehrfach gefordert. Es kann nicht sein, dass die EU die Bewegungsfreiheit der Menschen zusätzlich einschränkt, indem sie 60 Euro Visumgebühr verlangt. Das ist fast ein Drittel eines weißrussischen Monatseinkommens und damit für viele unerschwinglich. Was wir mit der Ukraine, Moldawien und Russland geschafft haben, sollte uns auch mit Belarus gelingen.

(Beifall)

4-190

Eija-Riitta Korhola, PPE-DE-ryhmän puolesta. – Arvoisa puhemies, Valko-Venäjä on ainoa Euroopan maa, jossa on vielä totalitaarinen hallinto ja jossa on käytössä kuolemanrangaistus. Presidentti Lukašenko ei suostu hellittämään valvovaa silmää ja tiukkaa otettaan kansalaistyhteiskuntaan.

Kaikesta huolimatta maan hallitus on kuitenkin ilmaissut haluavansa rakentaa tiiviimmät suhteet EU:n kanssa. Meidän on jälleen aika ilmaista Valko-Venäjälle selkeät yhteistyön kriteerit.

Kuten päättöslauselmassakin todetaan, kuolemantuomioista luopuminen, vapaa media, sanan- ja kokoontumisenvapaus, uskonnongruppien vapaus, demokratisten arvojen tunnustus ja mielipidevankien välitön vapauttaminen ovat perusedellytykset tiiviille yhteistyölle Euroopan naapurupoliikan tiimoilta. Tämä pidätettyjen opposition edustajien välittöntä vapauttamista vaativa päättöslauselma on samalla tuen ja solidaarisuuden osoitus kaikille Valko-Venäjän nykyhallinnosta käräjiville.

Ensi viikolla Valko-Venäjän poliittisen opposition edustajat tulevat parlamenttiin pyytämään EU:n tukea Lukašenkon torjumalle vetoomukselle muutaa 2002 voimaan astunut uskonnongruppien vapautta rajoittava laki. Toivon, että tämä tärkeä päättöslauselma ja ensi viikon keskustelu yhdessä saisivat Valko-Venäjän hallituksenkin ymmärtämään sekä oman että kansalaistensa edun.

4-192

Marianne Mikko, fraktsiooni PSE nimel. – Kallid kollegid, inimõiguste päeval, 10. detsembril alustas Poolas tegevust telejaam Belsat eesmärgiga jagada valgevenelastele sõltumatut infot Valgevenes, Euroopas ja mujal maailmas toimuvast. Peamiselt valgevene keelne telekanal jõuab praegu satelliidi abil 10% valgevenelasteni.

Telejaama töö kulgeb pideva pinge all. Märtsi lõpus viisid KGB ja politsei Valgevenes läbi haarangud, et tabada Belsati kohalikke reportereid. Ajakirjanikelt võeti ära nende põhitöövahendid: sülearvutid ja saatmistechnika. Sõltumatud reporterid ise elavad pidevas ülekuulamis- ja arreteerimishirmus. Olukord Euroopa Liidu vahetus naabruses paiknevas Valgevenes on sama karm kui raudse eesriide taga. Eestlasena ja Moldova delegatsiooni juhina väidan, et N. Liidu koosseisu kuulunud Valgevene kodanikud vajavad täna sõltumatut infot nagu hapanikku. Belsat on suurepärane algatus, ent hea televisioon ei sünni odavalt.

Märtsis Euroopa Parlamentis meie ees end tutvustamas käinud demokraatia eest võitlevad Valgevene Belsati jaoks töötavad ajakirjanikud vajavad meie igakülgset toetust. Kutsun Euroopa Komisjoni ja kõiki meie liikmesriike üles Belsati nii rahaliselt kui ka moraalselt toetama. Ärme unusta, et vaba ajakirjandus on demokraatia nurgakivi.

4-194

Janusz Onyszkiewicz, w imieniu grupy ALDE. – Kilka miesięcy temu pan Łukaszenka zwolnił z więzienia wszystkich więźniów politycznych za wyjątkiem pana Kazulina, któremu przedstawiono jedynie propozycję wyjazdu za granicę, przypominającą bardzo praktyki władz komunistycznych wobec polskich oponentów. Wydawało się, że sytuacja może się w związku z tym zacząć zmieniać ku lepszemu, ale tak jak to powiedział bohater znanej powieści Ilii Erenburga: „Jak zwalniają, to znaczy, że będą przyjmować.” Więzienia dzisiaj znów są pełne więźniów, którzy tam znajdują się ze względu na swoje polityczne przekonania, którym dawali wyraz w rozmaitych demonstracjach.

Myślę, że my mamy jedną właściwie odpowiedź, mianowicie: rozszerzyć listę tych osób, które po prostu mają zakaz wjazdu na teren państw Unii Europejskiej. Ta lista istnieje, ale fakt, że akurat pan Łukaszenka nie może wjechać do Unii Europejskiej, jest mało przekonywujący. Należy znacznie rozszerzyć tę listę.

4-196

Ewa Tomaszewska, w imieniu grupy UEN. – Pani Przewodnicząca! Kolejny raz wracamy do sytuacji na Białorusi. Pan Kazulin, konkurujący z Łukaszenką kandydat na fotel prezydencki Białorusi, mimo choroby nadal przebywa w więzieniu. Aresztowani 25 marca 2008 roku uczestnicy demonstracji, pragnący uczcić dziewiętnastą rocznicę krótkotrwałej niepodległości Białorusi, nadal pozostają w aresztach. Wobec opozycji stosuje się represje, a wobec dziennikarzy odbieranie sprzętu, pobicia i wydalenia z kraju.

Ostatnio pan Łukaszenka ogłosił chęć kolejnego kandydowania na prezydenta. Po raz pierwszy też uciekł się do szantażu wobec Unii Europejskiej, przypominając, że 50% ropy naftowej, 50% produktów naftowych i 30% gazu do Unii Europejskiej przechodzi przez Białoruś. Chodzi o gazociąg Jamal-Europa i naftociąg „Przyjaźń”. Mimo to, a nawet szczególnie dla tego, Unia Europejska nie może zaprzestać działań na rzecz ochrony praw człowieka. Powinniśmy wesprzeć, także materialnie i w zakresie dostępu do niezależnej informacji, tworzącej się społeczeństwo obywatelskie na Białorusi.

4-198

Urszula Krupa, w imieniu grupy IND/DEM. – Pani Przewodnicząca! W siedemnaście lat od przemian, które dokonały się w kontekście rozpadu Związku Sowieckiego oraz wyodrębniania wolnych państw niepodległych, Białoruś pozostaje reliktem i ostatnią dyktaturą Europy Środkowo-Wschodniej. Przestrzeganie praw obywatelskich w tym kraju ciągle wydaje się sprawą odległą. Fałszowanie wyborów, zwalczanie opozycji politycznej, aresztowania, pobicia, ograniczenie wolności słowa, mediów, zgromadzeń, a nadto wszystko masowa inwigilacja obywateli przez rozbudowany aparat bezpieczeństwa – to codzienność obywateli Białorusi.

Pragnę zwrócić także uwagę na pogorszenie sytuacji wielu mieszkańców przygranicznych miejscowości, w tym zwłaszcza mieszkańców tam przedstawicieli polskiej mniejszości, którzy po włączeniu Polski do Schengen mają bardzo utrudniony kontakt z rodzinami mieszkającymi w Polsce, zwłaszcza przez wysokie opłaty wizowe. Przedłużająca się sytuacja wymaga w związku z tym zdecydowanych działań ze strony krajów europejskich, przemyślenia sposobów realnej pomocy dla najbardziej pokrzywdzonych.

4-200

Urszula Gacek (PPE-DE). – Madam President, the Belarus regime shows its continued disregard for all the institutional guarantees that are central to a democracy. It curtails the freedom to form and join political parties, the freedom of expression, the right to alternative sources of information and the right to free and fair elections.

The arrest of political opponents in Belarus violates all these basic freedoms. The 19th century British politician Benjamin Disraeli once said: ‘No government can be long secure without a formidable opposition’. As Lukashenko stifles all opposition, let us hope that Disraeli’s words prove to be a prophecy for the Belarus regime and that the suppression of the opposition will be the cause of its ultimate downfall.

(Applause)

4-202

Józef Pinior (PSE). – Pani Przewodnicząca! Panie Komisarzu! W Parlamencie Europejskim ciągle wracamy do problemu Białorusi – kraju, który właściwie leży w środku Europy, pojmowanej w sensie geograficznym, na granicach Unii Europejskiej. Jest to kraj wyjątkowy, jak na warunki europejskie ze względu na brak demokracji liberalnej i rządów prawa oraz istnienia cenzury. Dzisiejsza debata toczy się w roku, który jest rocznicą Praskiej Wiosny 1968 – rocznicą, kiedy w Europie ostatecznie powiedziano: „Dosyć!” cenzurze i kontroli nad mediami.

Chciałem dzisiaj poświęcić moje wystąpienie właśnie tej sprawie na Białorusi. Mieliśmy do czynienia z bardzo dziwnym atakiem hakerów na niezależne media internetowe: Kartę-97, Radio Swaboda i Białoruskiego Partyzanta. Co dziwne, ten atak hakerski rozpoczął się w przeddzień demonstracji opozycji, która miała się odbyć w rocznicę katastrofy w Czarnobylu.

Media internetowe na Białorusi są właściwie jedynymi niezależnymi mediami, większość mediów jest w całości kontrolowana przez białoruski reżim. Karta-97 codziennie odwiedza około dziesięciu tysięcy internautów, a na Białorusi do Internetu podłączonych jest około ponad trzy miliony gospodarstw, ponad 30% ogólnej liczby mieszkańców. To pokazuje dynamizm, energię białoruskiego społeczeństwa.

Panie Komisarzu! Unia Europejska musi na poważnie zastanowić się, jakie kroki podjąć, aby pomóc białoruskiemu społeczeństwu obywatelskiemu.

4-204

Eugenijus Gentvilas (ALDE). – Kai A. Lukašenka prieš pusantrą metų pajuto V. Putino spaudimą dėl dujų, jis pareiškė, kad nori artimesnių ryšių su ES. Bet šiandien mes matome, kad tai buvo tik tuščia retorika, kurios nelydėjo pagarba žmogaus teisėms, spaudos laisvei ir kitoms Europos vertybėms. Baltarusija nieko nepadarė reaguodama į mūsų ištęstą ranką. Nebuvo jokios reakcijos į „Non-paper: What the EU could bring to Belarus“. Toliau tėsiams politiniam areštai bei represijos.

Jau dabar ES turi siųsti savo ekspertus, kad būtų stebima, kaip ruošiamasi parlamento rinkimams rudenį, kaip keičiamas rinkimų išstatymas, suteikiama galimybė veikti opozicijai. Mes negalime apsiriboti vien tik pačių rinkimų stebėjimu. Tai būtų didelė klaida. Pirmiausia, žinoma, reikia, kad Lukašenkos režimas užtikrintą ES diplomatą ir parlamentarų laisvą patekimą į Baltarusiją. Tam visas pastangas turi skirti Europos Komisija ir ES šalių narių vyriausybės.

4-206

Zdzisław Zbigniew Podkański (UEN). – Pani Przewodnicząca! Białoruś jako kraj sąsiadujący jest nam szczególnie bliska, zwłaszcza że zamieszkuje go dużo Polaków. Nam, Polakom, i obywatelom innych krajów sąsiadujących zależy na stabilnej sytuacji politycznej, ekonomicznej w regionie, gdyż gwarantuje to rozwój i poprawę warunków życia obywateli. Musimy także pamiętać, że Białoruś tak jak Polska została zapomniana i oddana po II wojnie światowej w sowiecki zarząd i nie mogła liczyć na żadną pomoc. Jednak kraj ten potrafił usamodzielić się i obecnie może pochwalić się wzrostem PKB powyżej 8%, a w latach 2003–2006 nawet 9,9%.

Nie negujemy prawa prezydenta Łukaszenki do wybierania kierunku polityki swojego kraju. Niepokoi nas jednak fakt, że coraz częściej słyszać głosy o łamaniu praw człowieka na Białorusi, a więc o naruszaniu demokracji. Dotyczy to nie tylko obywateli Białorusi, ale także innych, w tym Polaków. Dlatego też rezolucja ma sens i poparcie mojej grupy politycznej UEN.

4-208

Kathy Sinnott (IND/DEM). – Madam President, we in Europe have come closer to some of the former Soviet States on our eastern border. However, Belarus has resisted any attempts at dialogue.

Because Belarus is a dictatorship, the views of citizens who would like a more open and even westward-looking dialogue have no legal way of being heard. When people call for democracy or highlight abuses by the regime, they are faced with imprisonment.

We must continue to urge the Belarus regime to release the iron grip it has on its citizens. One way to do this is to keep the cause of political, social and religious prisoners in the public eye. When history looks back, it is those prisoners who will be the heroes of Belarus's freedom when it is finally achieved.

4-210

Bernd Posselt (PPE-DE). – Frau Präsidentin! Ich glaube, wir befassen uns nun schon zum neunten Mal mit Weißrussland, und wir müssen das auch weiterhin tun, so lange, bis Belarus hier im Europäischen Parlament in Straßburg mit Abgeordneten vertreten ist.

Wir brauchen ganz dringend drei entscheidende Fortschritte: Erstens fordern wir die Regierung in diesem Land eindringlich auf, endlich die politischen Gefangenen frei zu lassen: die politischen Gefangenen, die es bisher schon gab, wie Herrn Kazulin, aber auch die vielen neuen, die hinzugekommen sind, weil sie elementare Grundrechte wahrgenommen haben wie die Ausübung ihres Journalistenberufs, ihrer Meinungsfreiheit oder des Demonstrationsrechts.

Zweitens fordern wir eine Änderung des Religionsgesetzes und absolute Religionsfreiheit. Es sind christliche Europäer, die hier mitten in Europa unterdrückt werden, und das können wir als Europäisches Parlament nicht hinnehmen. Dagegen müssen wir uns mit aller Kraft zur Wehr setzen.

Drittens müssen wir es dringend schaffen, dass dieses Land sich endlich auch für uns als europäische Parlamentarier und als europäische Bürger öffnet, dass die Isolation durchbrochen wird, die dieses Regime systematisch um seine Bürger errichtet, dass wir dort präsent sein können, diskutieren können, dass wir dort so etwas wie einen weißrussischen Frühling unterstützen können – 40 Jahre nach dem Prager Frühling.

4-212

Tunne Kelam (PPE-DE). – Madam President, our message to Mr Lukashenko but also to the international community is that the European Parliament is and will be persistently concerned about the situation in Belarus, the last dictatorship of Europe.

This applies especially to the arrests of peaceful citizens on political grounds. The regime in Minsk has indicated recently that it would like to improve relations with the European Union. However, engaging in any meaningful dialogue has a very normal precondition: releasing all political prisoners, abstaining from arbitrary arrests, ensuring the freedom of expression and independence of the judiciary and allowing normal participation by the opposition in political life.

Finally, I would like to join the appeal of Ms Mikko in appealing to the EU to expand its political and especially material support for the operations of the independent television station, Belsat. This is the real channel to changing the situation in Belarus, not necessarily our resolutions.

4-214

Zita Pleštinská (PPE-DE). – Vážení kolegovia som veľmi smutná, že situácia týkajúca sa demokracie ľudských práv a právneho štátu sa v Bielorusku nezlepšuje. Arogancia moci Alexandra Lukašenka nemá hranic. Vyhlásenia bieloruskej vlády o jej úmysle zlepšiť vzťahy s Európskou úniou sú výsmechom demokratickému svetu.

Verím, že symbolický dátum 25. marec 2008, keď Lukašenko v Minsku použil bezpečnostné zložky proti pokojným bieloruským občanom, bude podobne ako na Slovensku historická sviečková manifestácia 25. marca 1988 začiatkom konca totality aj v Bielorusku. Vyjadrujem solidaritu so zjednotenou demokratickou opozíciou Bieloruska a so všetkými bieloruskými občanmi.

Vyzývam Radu a Komisiu, aby posúdili možnosti zníženia nákladov na víza pre bieloruských občanov, ktorí vstupujú do schengenského priestoru, čo je jediným spôsobom, ako zabrániť zvyšovaniu izolácie bieloruských občanov.

4-216

Czesław Adam Siekierski (PPE-DE). – Pani Przewodnicząca! Panie Komisarzu! W celu przeprowadzenia demokratyzacji oraz transformacji gospodarczej władze białoruskie muszą otworzyć się na dialog ze wszystkimi siłami politycznymi, w tym z opozycją i doprowadzić do wolnych wyborów. Kraje Europy Środkowo-Wschodniej, w tym Polska, mogą być przykładem.

W celu zmiany świadomości społeczeństwa białoruskiego, przybliżenia mu zasad demokracji i wolnego rynku, niezbędne jest ułatwienie i zwiększenie kontaktów między społeczeństwami Białorusi i państw Unii. Wymaga to znacznego ułatwienia i liberalizacji procedury wizowej, zmniejszenia opłat wizowych dla obywateli Białorusi.

Kraje Unii Europejskiej powinny otworzyć swoje uniwersytety i inne wyższe uczelnie dla studentów białoruskich, zapewniając im stypendia finansowane ze środków unijnych, krajowych, samorządowych i prywatnych. Unia powinna otworzyć się na Białoruś, nawet jeśli aktualne władze tego nie chcą.

4-218

Zbigniew Zaleski (PPE-DE). – Pani Przewodnicząca! Panie Komisarzu! Do spraw politycznych i gospodarczych chciałbym dodać jedną rzecz. Ponieważ komisarz Louis Michel rozumie wagę edukacji, zarówno w Europie, jak i poza nią, a ja osobiście mam do czynienia z białoruskimi studentami, bo kształcimy ich wielu na Katolickim Uniwersytecie w Lublinie, to chciałbym powiedzieć tak: Panie Komisarzu! Na ile jest to możliwe, zwiększącym pomoc finansową i każdą inną na ten cel, a to dlatego, że inwestowanie w edukację białoruskich studentów pomoże Białorusi *per se*, a także opłaci się Europie.

4-220

Tadeusz Zwiefka (PPE-DE). – Pani Przewodnicząca! Białoruś, współczesna Białoruś roku 2008, to wyrzut sumienia dla nas wszystkich, to wielki wstęp, że na początku XXI wieku mamy państwo totalitarne w Europie. Na tej sali podczas naszych czwartkowych spotkań w Strasburgu dyskutujemy o łamaniu praw człowieka na całym świecie. Ale Białoruś jest najbliższym sąsiadem Unii Europejskiej.

Odnoszę wrażenie, że do roku 1989 państwa demokracji zachodniej czyniły wszystko, aby wyzwolić spod sowieckiej okupacji wiele zniewolonych krajów. Dzisiaj pozostała Białoruś. Mam wrażenie, że mimo iż nie jest to kilkadziesiąt państw, a tylko jedno, czynimy mniej. Czynimy zdecydowanie za mało. Nie możemy oczywiście wpływać w sposób jednoznaczny politycznie i ekonomicznie na to, co się dzieje na Białorusi, ale możemy wpływać na to, aby niezależna informacja, która pobudzi społeczeństwo Białorusi do walki o niezależność, była tam przekazywana.

4-222

Louis Michel, membre de la Commission. – Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, l'élan positif qui s'était dessiné au Belarus en début d'année avec la libération de cinq des six prisonniers politiques semble brisé. Malheureusement, la reprise des pressions sur la société civile et une série de condamnations particulièrement lourdes et disproportionnées ont eu raison de cette atmosphère positive. Nous condamnons sans faillir les arrestations politiques et la manière dont la société civile et les médias indépendants sont traités.

En même temps, nous devons faire comprendre au Belarus que nous sommes sincères lorsque nous proposons un partenariat à condition que des progrès soient faits en vue du respect de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit. Mais, pour cela, le Belarus doit prendre certaines mesures essentielles à nos yeux. Il s'agit de la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, y compris Alexandre Kozouline.

Il s'agit aussi des élections parlementaires prévues pour septembre prochain et qui devront répondre aux critères démocratiques. À cet égard, nous demandons que les observateurs internationaux de l'OSCE/BIDH bénéficient d'un accès sans entrave. Les autorités bélarussiennes nous ont signalé leur intention d'inviter des observateurs court terme et long terme; nous ne manquerons pas de leur rappeler leurs propos. Bien entendu, la présence d'observateurs du Parlement européen serait une source supplémentaire d'expertise précieuse. Il est également crucial que l'opposition puisse participer de façon équitable à ces élections. Nous tiendrons compte des suggestions du Parlement à cet égard.

Mais la preuve irréfutable d'un progrès, ce serait la présence de l'opposition dans ce parlement, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Alors et dans ce cas, l'Union européenne serait prête à réagir de façon positive, elle l'a dit pas plus tard que le mois dernier dans une déclaration à propos des sanctions et des progrès qui nous inciteraient à revoir ces sanctions à la baisse.

J'aborderai maintenant ce qui nous tient le plus à cœur: les contacts avec la population du Belarus. Quelque regrettable que soit la situation au Belarus, nous devons développer nos contacts. Bien sûr, les restrictions qui s'appliquent aux contacts ministériels restent d'actualité. Néanmoins, je pense qu'il faut savoir faire la distinction entre le niveau politique et le niveau technique. À cet effet, la Commission organise des réunions techniques dans des domaines tels que l'énergie, le transport et l'environnement avec des experts de l'administration bélarussienne. Ces contacts sont évidemment un moyen de faire passer de façon pratique un certain nombre de messages qui nous sont chers.

Le fait que nous ayons maintenant une délégation à Minsk va aussi nous permettre de resserrer nos liens à la fois avec l'administration bélarussienne mais aussi avec la société civile, les ONG locales, les médias indépendants et les étudiants, à l'égard desquels nous avons un devoir d'assistance, comme vous l'avez souligné très justement dans votre rapport et comme plusieurs intervenants l'ont mentionné. À cela s'ajoute le soutien à l'université des humanités européenne en exil à Vilnius qui perdurera tant que cette université ne sera pas en mesure de rentrer au Belarus.

Enfin, j'évoquerai un sujet qui revient souvent: celui des visas. Vous savez, comme moi, que nous ne pouvons pas, en l'état actuel des choses, ouvrir des négociations sur la facilitation des visas avec le Belarus, le Conseil en a décidé ainsi, mais cela ne va pas empêcher d'explorer toutes les marges de manœuvre laissées aux États membres dans le cadre de Schengen au titre de leurs prérogatives consulaires.

4-223

Πρόεδρος. – Η συζήτηση έληξε.

Η ψηφοφορία θα διεξαχθεί μετά το πέρας των συζητήσεων.

Γραπτές δηλώσεις (άρθρο 142)

4-223-500

Alessandro Battilocchio (PSE), per iscritto. – Grazie Presidente, purtroppo ci siamo di nuovo: arresti indiscriminati per oppositori del regime al potere. Troppe volte questo Parlamento ha parlato di Bielorussia: tante parole, pochi fatti conseguenti.

Dobbiamo prendere atto che il regime di Lukashenko è apertamente ostile nei confronti dell'Unione Europea e che le nostre richieste, in tema di rispetto dei diritti umani e di democratizzazione della Bielorussia, cadono in maniera assoluta nel vuoto. Rafforziamo i nostri contatti con la società civile e con questi movimenti interni che chiedono il cambiamento: il premio Sacharov è stato un primo segnale concreto.

Ma bisogna proseguire su questa strada. Sono stato in Bielorussia nelle settimane scorse ed ho riscontrato una crescente consapevolezza che si sta diffondendo tra i cittadini bielorussi in favore di una svolta che garantisca libertà, giustizia, equità e democrazia. Invito la Commissione a dedicare un'attenzione particolare alla Bielorussia, ubicata in un'area strategica per garantire pace e sicurezza all'intero continente europeo.

4-224-250

14.3 - Αυξανόμενη ένταση στο Μπουρούντι (συζήτηση)

4-224-500

Πρόεδρος. – Η ημερήσια διάταξη προβλέπει τη συζήτηση έξι προτάσεων ψηφίσματος σχετικά με την αυξανόμενη ένταση στο Μπουρούντι.³

4-225

Alain Hutchinson, auteur. – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, chers collègues, initialement, nous ne souhaitions pas que notre Parlement se penche maintenant sur la situation au Burundi car, pour l'instant, vous le savez, les autorités burundaises et le FNL sont en pleine négociation, une phase critique qui se présente aujourd'hui enfin positivement et qui devrait, nous l'espérons, aboutir à la concrétisation des accords engagés à Dar el Salam, lesquels visent à mettre fin aux combats, aux violences et à l'insécurité dont souffre le pays. Et comme nous le savons aujourd'hui, un battement d'ailes de papillon à Strasbourg peut parfois provoquer un séisme à plusieurs milliers de kilomètres.

D'un autre côté, ne pas parler de la situation de ce petit pays, orphelin en termes de développement, car dépourvu de ses richesses naturelles qui souvent attirent les bailleurs de fonds, aurait été incompréhensible. Donc, nous avons, en accord avec les autres groupes politiques, voulu faire de cette résolution un appel volontariste vis-à-vis de ce pays partenaire de la difficile région des Grands lacs. Nous avons souhaité rappeler la volonté de l'Union européenne, en particulier de notre Parlement et de vous-même, Monsieur le Commissaire, de trouver des nouvelles pistes de l'aide au développement qui soient plus efficaces dans des pays qui se trouvent fragilisés par des situations de conflit, de guerre civile en l'occurrence, au sein desquels la reconstruction démocratique, la remise en fonction des services publics dévastés, la relance de politiques aussi élémentaires que la santé et l'éducation soient mieux et plus rapidement prises en compte et soutenues. Nous avons voulu inscrire cette résolution dans le cadre du plan d'action que les Pays-Bas ont été chargés de préparer au bénéfice du Burundi, sélectionné, et nous nous en réjouissons, comme l'un des trois pays-pilotes dans le cadre de cette nouvelle approche. Notre souhait est donc clairement affirmé. Nous voulons que le Burundi devienne un modèle de développement et que, pour y arriver, les autorités de ce petit État disposent des moyens financiers et du soutien nécessaires en termes de reconstruction publique, politique et économique.

Notre Parlement suivra cette évolution de très près, mais il tient aussi à faire appel aux parlementaires burundais de toutes les formations politiques pour qu'ils trouvent d'urgence les formules visant à refaire fonctionner leurs institutions, bloquées depuis des mois, afin de débattre et de voter, de permettre au gouvernement de mettre en œuvre les projets visant à la reconstructions telle la réforme de la justice tant attendue et la rénovation du système de santé, entre autres urgences.

Enfin, nous souhaitons souligner que le Burundi, l'un des pays les plus pauvres du monde, est proportionnellement celui qui reçoit le moins d'aide au développement par habitant. Cela ne peut plus durer. Nous souhaitons que des moyens financiers supplémentaires soient rapidement dégagés pour financer les programmes prioritaires de développement et notamment les infrastructures totalement dévastées. Aux côtés de l'Union européenne, seuls cinq États membres sont représentés au Burundi, pays où tout est à faire. Nous souhaitons que ceux-ci organisent sérieusement leur coordination en amont lors de la prise de décision dans les capitales européennes et que, sur place, des délégations chargées de la mise en œuvre des politiques de développement poursuivent leur collaboration et que leurs effectifs soient renforcés.

Pour terminer, je voudrais insister sur le point de notre résolution qui évoque le maintien, voire le renforcement, de l'aide humanitaire bien nécessaire et sur le fait que le retrait de celle-ci s'organise en bonne entente avec l'intensification des politiques de développement dont la mise en œuvre est plus complexe. Et à ce propos, nous avons voulu insister pour que l'on ne néglige pas la visibilité des actions menées sur le terrain par les autorités burundaises, soutenues par l'Union européenne et les États membres. Au-delà de la résolution du conflit avec le FNL et du retour à plus de sécurité, les Burundais ont urgentement besoin de constater une évolution positive de leur pays dans leur très difficile vie quotidienne.

4-227

Raül Romeva i Rueda, Autor. – Señora Presidenta, el retorno de las hostilidades en Burundi supone, efectivamente, un preocupante paso atrás en un proceso ya de por sí frágil.

Decenas de muertes y miles de nuevos desplazados ponen de manifiesto que los esfuerzos en favor de la construcción de la paz son, al menos por el momento, claramente insuficientes. Y las responsabilidades para que ello sea así deben repartirse.

³ βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

En primer lugar, es evidente que hay que lamentar el regreso a las armas del FNL, pero también hay que poner de manifiesto que son muchas las denuncias de vulneraciones de derechos humanos protagonizadas por las Fuerzas Armadas y la policía burundesa.

Por otro lado, es también evidente que la inestabilidad en Burundi puede comportar importantes y graves consecuencias a escala regional, sobre todo con relación a sus vecinos la República Democrática del Congo y Ruanda.

Coincido en que en Burundi se registra una mayor estabilidad desde la entrada en vigor de una nueva Constitución, la cual ha sido seguida de elecciones generales, pero ello refuerza la necesidad de que se cree una comisión de paz y reconciliación como medida de fomento de la confianza, comisión que debería contar, además, con el apoyo financiero y logístico de la Unión Europea.

Y es que en este contexto, y sobre todo teniendo en cuenta, como se ha dicho, que la Unión Europea ha elegido Burundi como país piloto para la aplicación de un plan de acción prioritario destinado a mejorar la rapidez y la eficacia de la ayuda, considero que el contenido de esta resolución merece ser tenido especialmente en cuenta. No sólo por la Comisión Europea, sino también, y fundamentalmente, por los Estados miembros. Y más concretamente en dos de las propuestas que se hacen.

Primero, la de aumentar los recursos financieros concedidos por la Unión Europea a Burundi, en especial con ocasión de la revisión intermedia del décimo FED.

Y, segundo, que en el marco del plan de acción tan necesario, se preste especial atención a los programas en favor de una mejor gobernanza y gestión de la situación democrática, a las políticas sanitarias mediante la creación de centros de salud y la mejora de los hospitales, a la decisión del Gobierno burundés de hacer gratuita la educación primaria y a los continuos esfuerzos por mejorar la infraestructura del país.

4-229

Erik Meijer, Auteur. – Voorzitter, net als Soedan, waarover wij eerder vanmiddag hebben gesproken, is Boeroendi een land van etnische verscheidenheid waarin vanouds elke harmonie tussen de verschillende bevolkingsgroepen ontbreekt.

De daaruit voortvloeiende problemen zijn in Boeroendi veel moeilijker oplosbaar dan in andere Afrikaanse landen. Je kunt er moeilijk een geografische grens trekken tussen gebieden die typisch het woongebied zijn van verschillende bevolkingsgroepen. Het is beter vergelijkbaar met het kastenstelsel zoals dat traditioneel in India bestond. Al in de tijd vóór de Duitse en de Belgische kolonisatie bestond in Boeroendi en Rwanda een meerderheid van Hutu's en een minderheid van Tutsi's. De Tutsi's, die ook uiterlijk herkenbaar verschillen van de Hutu's, waren de heersers. De Hutu's waren hun ondergeschikten.

In de tijden van Europese kolonisatie is wel geprobeerd om daarin iets te veranderen, maar dat was niet gericht op gelijkwaardigheid en gelijkberechtiging van de Hutu's. Het ging toen vooral om het tegen elkaar uitspelen van de twee bevolkingsgroepen ten gunste van de macht voor het Duitse of het Belgische bestuur. Ook na de onafhankelijkheid is voor die oude tegenstellingen nooit een duurzame oplossing gevonden. Een massale campagne van de Hutu-meerderheid om de voor hen hinderlijke Tutsi-minderheid uit te roeien, zoals in het noordelijke buurland Rwanda, is Boeroendi bespaard gebleven. Maar dat kan ook verklaard worden uit de minder vergaande emancipatie van de Hutu's.

Als wij in de resolutie spreken over 14 jaar burgeroorlog, over vredesonderhandelingen, over de oppositiebeweging FNL, over de ontwapening van opstandelingen en over de nieuwe gevechten die op 17 april zijn uitgebroken, moeten wij ons bewust zijn van die voorgeschiedenis en de onopgeloste problemen. De belangrijkste strekking van de resolutie is dat het geweld moet ophouden en dat er overeenstemming bereikt moet worden. Ik ben het daarmee eens, maar ik zie juist op dat punt weinig reden tot optimisme. Daarnaast wordt in de resolutie terecht aangedrongen op Europese steun voor democratisch bestuur, onderwijs en gezondheidszorg. Daartoe kunnen wij zelf iets bijdragen.

4-231

Filip Kaczmarek, autor. – Pani Przewodnicząca! Panie Komisarzu! Cieszymy się ze wznowienia negocjacji i rozpoczęcia rozmów pokojowych między Narodowymi Siłami Wyzwoleńczymi a rządem Burundi. Nie jest to pierwsza próba porozumienia między rebeliantami a rządem. Mamy nadzieję, że porozumienie zakończy krwawy spór.

Konflikt ten pociąga za sobą nie tylko niewinne ofiary, ale przede wszystkim destabilizuje kruchą równowagę i powoduje wzrost napięć w kraju, gdzie porozumienie pokojowe z 2003 roku przyniosło pozytywne skutki. Po wieloletnim konflikcie w Burundi, kraj ten stara się odbudowywać i powrócić na arenę międzynarodową i ma na tym polu pewne sukcesy.

Tym większym paradoksem jest fakt, że obecne problemy, które przeżywa Burundi, nie wynikają już ze sporu plemiennego Hutu-Tutsi, ale są wywołane przez jedno, bardzo radykalne, skrzydło Hutu-FNL, które nie zaakceptowało porozumienia pokojowego i które nadal próbuje walczyć z koalicyjnym rządem, w który wchodzi również Hutu. Społeczność międzynarodowa powinna popierać porozumienie pokojowe i doprowadzić do zakończenia konfliktu.

4-233

Marcin Libicki, autor. – Debatujemy tutaj po raz kolejny o zbrodniach, które mają miejsce w różnych krajach świata i będziemy debatować tak bez końca, dopóki Unia Europejska nie będzie miała wspólnej polityki zagranicznej. A wspólna polityka zagraniczna będzie skuteczna tylko wtedy, jeżeli Unia Europejska będzie dysponować siłą militarną. Traktat z Lizbony, który powołuje coś w rodzaju urzędu ministra spraw zagranicznych, nie rozwiąże sprawy, ponieważ nie będzie on wyposażony w siłę wojskową.

O tym, że Unia Europejska powinna mieć swoją siłę wojskową mówił swego czasu prezydent Lech Kaczyński. Niedawno wspomniał o tym prezydent Sarkozy. Uważam, że ten temat powinien się znaleźć na agendzie debaty publicznej w Unii Europejskiej, konkretnych propozycji rozwiązań politycznych, a w konsekwencji rozwiązań prawnych. Bez siły wojskowej nie ma polityki zagranicznej. Jeżeli zależy nam na integralności Unii i na sile Unii, to musi ona mieć swoją siłę militarną, by móc interweniować w podobnych sytuacjach jak Burundi.

4-235

Marios Matsakis, author. – Madam President, Burundi has been in a precarious state for a number of years. The scenes of barbarism that took place in the 1990s between the Hutus and the Tutsis will always remain deeply embedded in our minds and will always seriously disturb our conscience. Numerous attempts by the international community, as well as by regional players, have not yet resulted in the much desired long-lasting peace and stability in the area, although it has to be said that much progress has been achieved.

The recent military confrontations between the national defence forces and the National Liberation Front have resulted in the loss of innocent lives and are most disturbing. Both sides must realise that they must resolve their differences at the negotiating table and not on the battlefields. Both must realise that violence will only bring more violence. The rebel group must denounce violence and lay down their arms, but at the same time the Government of Burundi must cease to provide impunity and to cover up for criminals within the security forces who carry out torture and illegal detention.

Let us hope that common sense will prevail at last and that the main sides involved in this brutal internal fighting in Burundi will manage to resolve their differences peacefully for the sake of the safety and well-being of the people of their country.

4-237

John Bowis, on behalf of the PPE-DE Group. – Madam President, in my mind's eye I see a beautiful country. I see people struggling to emerge from the aftermath of the civil war atrocities. I see those memorials to the violence. I see poor people struggling to cope. I see Bujumbura closed at night, as one tries to get back in before the curfew because of the violence. I see the health problems, the malaria, the respiratory and hygiene problems. I see the refugee camps – people returning, not quite knowing where their homes were, people coming back from Tanzania and people coming across from Kivu in the Congo.

And now again of course we see the violence, the FNL breaking their agreements. We again see the allegations of torture and rough treatment. Burundi needs our help. It also needs self-restraint if it is never again to slip down that slope of intolerance and inhumanity.

4-239

Glyn Ford, on behalf of the PSE Group. – Madam President, we regret the recent clashes between the national defence forces and the National Liberation Front in Burundi. We call on both sides to respect the ceasefire of 7 September last year and particularly demand that the leader of the FNL, Agathon Rwasa, should fully engage in the peace process. We ask the Commission to provide resources to facilitate the reintegration of FNL troops into society, to help provide assistance to the refugees and in particular to demobilise child soldiers that we find in this country.

We have to demand that the Government of Burundi respect the rule of law, end the climate of impunity and ensure that those guilty are swiftly brought to justice. That is what we expect from the Commission and the Government.

4-241

Eija-Riitta Korhola (PPE-DE). – Arvoisa puhemies, kuten olemme kuulleet, 14 vuotta jatkunut sota Burundissa on tuonut valtavan määrän maan sisäisiä pakolaisia, pulaa ruoasta ja silmitöntä väkivaltaa myös niiltä tahoilta, joiden tehtävään kuuluu kansalaisten suojaelu.

Vaikka viimeisin aseellinen yhteenotto on jälleen hankaloittanut sovun löytymistä ja kyseenalaistanut sen, löytyykö molemmilta osapuolilta riittävästi uskoa ja poliittista tahtoa rauhanneuvotteluihin, on myös huomioitava tärkeät edistysaskeleet. Useiden osapuolten kesken käyttyjen pitkien ja sitkeiden neuvottelujen tuloksena kapinallisjoukot ovat suostuneet vapauttamaan määrän lapsisotilaita, viimeksi toukokuun alussa.

Burundi tarvitsee kiireellisesti päättöslauselman peräankuuluttamaa EU:n jäsenvaltioiden apua humanitaariseen kriisiinsä, siksi kehotankin kaikkia kollegoitan tukemaan tätä päättöslauselmaa.

4-244

Ewa Tomaszewska (UEN). – Pani Przewodnicząca! Wzrost napięcia w Burundi, walki domowe różnych grup etnicznych i przemoc powinny zostać natychmiast powstrzymane. Setki zabitych i rannych to cena, jaką za te konflikty płaci bezbronna ludność cywilna. Konieczne jest respektowanie porozumienia pokojowego, konieczna jest aktywność sił pokojowych. Pomoc finansowa, przewidywana przez Unię Europejską dla Burundi, musi być ścisłe nadzorowana i kierowana przede wszystkim na potrzeby cywilizacyjne, w szczególności na ochronę zdrowia, bezpieczeństwo i edukację dzieci.

4-246

Louis Michel, membre de la Commission. – Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, tout d'abord, l'Union européenne avait appelé à la reprise du dialogue entre les parties – le seul moyen d'avancer vers la réconciliation et la paix – qui est une attente fondamentale du peuple burundais. La Commission européenne se réjouit donc du retour, le 16 mai dernier, d'une délégation du PALIPEHUTU-FNL à Bujumbura et j'espère que le dialogue va pouvoir reprendre activement.

Je préfère laisser la réponse que j'avais préparée car j'ai entendu un certain nombre de remarques et il me semble de mon devoir de rappeler un certain nombre de réalités.

Je vous dirai que – pour être bref et ne pas répéter les excellentes interventions que j'ai entendues, notamment celles de M. Hutchinson, de M. Kaczmarek et de M. Bowis – premièrement, ce qui se passe au Burundi aujourd'hui n'a rien à voir avec le problème ethnique et le fait de dire que c'est une crise ethnique, c'est ouvrir un nouveau front extrêmement dangereux. Et donc, je partage assez le point de vue de M. Hutchinson, même si je regrette un peu que ce débat ait lieu ici et maintenant. C'est un peu à contretemps, je crois qu'il faut donner désormais la chance au dialogue politique. Et parler comme vous l'avez fait, Monsieur Meijer, d'une cause ethnique, c'est une approximation extrêmement dangereuse.

Deuxièmement, M. Hutchinson a mis le doigt sur la réalité suivante: la communauté internationale, empêtrés que nous sommes, et cela vaut pour la Banque mondiale – j'en ai parlé avec Bob Zoellick – cela vaut pour la Commission, empêtrés dans nos procédures qui nous empêchent, quand un pays bascule dans la démocratie formelle, qui nous empêchent de libérer des moyens pour montrer qu'il y a un dividende à la paix, c'est une des raisons pour lesquelles le Burundi a du mal à redécoller, comme c'est le cas, par exemple, au Liberia, comme c'est le cas en RDC, comme c'est le cas dans les pays que l'on qualifie de pays post-conflit. Nous sommes coincés dans nos procédures, nous n'avons pas de flexibilité et on ne peut donc pas répondre vite aux besoins de reconstruction des États, parce qu'en fait, c'est cela le vrai problème du Burundi.

Je laisse évidemment, l'intervention qui en appelle à des forces militaires européennes – je ne dis pas que c'est un autre débat – mais c'est évidemment un débat qui sort un peu du cadre de la présente discussion. Nous continuons à soutenir activement, tant politiquement que financièrement, le Burundi dans ses efforts de consolidation de la paix et de redressement socioéconomique. Je voudrais rappeler que le montant de notre coopération pour la période 2008-2013 s'élève aujourd'hui à 188 millions d'euros et quelqu'un a suggéré d'envisager lors du *mid-term review* d'augmenter encore ces moyens. À ce propos, je dois vous dire que la règle est qu'on ne pourra augmenter les moyens qu'à condition que le Burundi ait absorbé correctement l'entièreté de la première enveloppe. C'est une règle et j'espère qu'il sera dans les conditions de pouvoir bénéficier de ce *mid-term review*.

La stratégie accordée pour cette nouvelle période concerne une augmentation de notre appui budgétaire ainsi que la définition de deux secteurs de concentration, à savoir la réhabilitation et le développement rural, qui est évidemment important de manière à assurer la survie des populations, et l'appui au secteur de la santé. Nos efforts pour aider ce pays dans son redressement socioéconomique ont pour objectif de montrer à la population les résultats des dividendes de la paix en tant que facteur d'amélioration de ses conditions. Le Burundi a été choisi en tant que pays-pilote pour la mise en œuvre des conclusions du Conseil de novembre 2007, cela a été dit et je m'en réjouis. Nous avons aussi décidé, avec le PAM, de mener une opération-pilote au Burundi, notamment en ce qui concerne l'éducation et la mise à disposition de cantines scolaires pour les enfants, parce qu'il est évident que quand on offre des repas aux enfants, il y a un retour naturel vers l'école. Et nous allons faire un cas-pilote aussi, dans lequel est inclus le Burundi.

Je me rendrai d'ailleurs sous peu au Burundi, parce que la Commission est extrêmement impliquée dans tous ces efforts de médiation. J'ajoute que lorsque j'étais ministre des affaires étrangères, j'ai participé directement aux négociations d'Arusha avec le Président Mandela, donc c'est un sujet que je connais assez bien et je peux vous dire, Monsieur Meijer, que la constitution burundaise, les législations burundaises, le parlement burundais et les chambres burundaises offrent absolument toutes les solutions institutionnelles pour que le problème ethnique soit totalement sous contrôle. Donc, ce n'est pas une question ethnique, c'est une question de malaise à l'intérieur d'un groupe ethnique, pas avec l'autre groupe, et c'est évidemment un autre problème que celui du FNL qui doit maintenant venir à la table, se transformer en parti politique véritable et participer au redressement et à la reconstruction de l'État.

(Applaudissements)

4-247

Πρόεδρος. – Η συζήτηση έληξε.

Η ψηφοφορία θα διεξαχθεί μετά το πέρας των συζητήσεων.

4-248

15 - Σύνθεση των Σώματος: βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

4-249

16 - Ωρα των Ψηφοφοριών

4-249-500

Πρόεδρος. – Το επόμενο σημείο είναι οι ψηφοφορίες.

(Για τα αποτελέσματα και λοιπές πληροφορίες επί της ψηφοφορίας: βλ. Συνοπτικά Πρακτικά)

4-250

16.1 - Το Σουδάν και το Διεθνές Ποινικό Δικαστήριο (ψηφοφορία)

4-251

16.2 - Κράτηση πολιτικών αντιφρονούντων στη Λευκορωσία (ψηφοφορία)

4-252

16.3 - Αυξανόμενη ένταση στο Μπουρούντι (ψηφοφορία)

4-252-500

17 - Διορθώσεις και προθέσεις ψήφου: βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

4-253

18 - Σύνθεση των επιτροπών και των αντιπροσωπειών: βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

4-253-500

19 - Αποφάσεις σχετικά με ορισμένα έγγραφα: βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

4-253-750

20 - Γραπτές δηλώσεις που εγγράφονται στο πρωτόκολλο (άρθρο 116 του Κανονισμού): βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

4-254

21 - Διαβίβαση των κειμένων που εγκρίθηκαν κατά τη σημερινή συνεδρίαση: βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

4-254-500

22 - Χρονοδιάγραμμα των προσεχών συνεδριάσεων: βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

4-255

23 - Διακοπή της συνόδου

4-255-500

Πρόεδρος. – Κηρύσσω τη διακοπή της συνόδου του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου.

(Η συνεδρίαση λήγει στις 4.25 μ.μ.)